



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

AUGUSTE CHIRAC

THE PENNSYLVANIA
UNIVERSITY

LA

HAUTE PANQUE

ET LES

RÉVOLUTIONS

« Les financiers soutiennent l'État
comme la corde soutient le pendu. »
(MARQUIS DE SOUVRE, cité dans *Voltaire*.)

NOUVELLE ÉDITION ANNOTÉE ET AUGMENTÉE



BIBLIOTHÈQUE FINANCIÈRE

24, Rue Feydeau — PARIS (2^e)

NOUVELLE LIBRAIRIE PARISIENNE

ALBERT SAVINE, ÉDITEUR

18, RUE DROUOT, 18

Tous droits réservés.

THE PENNSYLVANIA STATE
UNIVERSITY LIBRARIES





THE PENNSYLVANIA STATE
UNIVERSITY LIBRARIES

LA

HAUTE BANQUE

ET LES RÉVOLUTIONS

Envoi franco au reçu du prix en timbres ou mandats-poste.

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

- LES ROIS DE LA RÉPUBLIQUE, *Histoire des Juiveries*. (Nouvelle édition annotée et augmentée, 1888). — 2 volumes... 7 fr. »
- LA PROCHAINE RÉVOLUTION (1886)..... 2 fr. 50
- LETTRES D'UN MARSEILLAIS SUR L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE 1867, avec gravures (1867). — 1 volume..... 5 fr. »
- LA VÉNALITÉ DANS LE JOURNALISME (brochure)..... 0 fr. 25

SOUS PRESSE :

LES BRIGANDAGES HISTORIQUES. L'AGIOTAGE *sous la troisième République*. (Histoire contemporaine, 1870-1887, avec planches coloriées.)

Sommaire de cet ouvrage : I. SOLIDARITÉS SÉCULAIRES : *Routine historique*. — *Les caractéristiques*. — *Incubation de la troisième République*.

II. PROGRESSIONS ANARCHIQUES : *Lutte sur les cadavres* (1870-1872). — *Vautours multicolores* (1873-1875). — *Evohé ! Jehovah !* (1876-1878). — *Les ciseaux de Dalila* (1879-1881). — *Trompettes de Jéricho* (1882-1884). — *La roche Tarpeia* (1885-1887).

III. LES RÉSULTATS : *Contrôle scientifique*. — *Prévisions*. — *Conclusion*.

2 volumes..... 7 francs.

Typographie A.-M. BEAUDELLOT, 9, place des Vosges.

AUGUSTE CHIRAC

LA

HAUTE BANQUE

ET LES

RÉVOLUTIONS

« Les financiers soutiennent l'État
comme la corde soutient le pendu. »
(Marquis de Souvré, cité
dans *Voltaire*.)

NOUVELLE ÉDITION, ANNOTÉE ET AUGMENTÉE



PARIS

NOUVELLE LIBRAIRIE PARISIENNE
ALBERT SAVINE, ÉDITEUR

18, RUE DROUOT, 18

1888

INTRODUCTION

Variations de l'esprit public.

Décembre 1887.

Ce livre, devenu introuvable depuis dix ans, a été écrit d'un seul trait sous l'impression des événements qui avaient marqué la période 1873-1875 (1).

Simple spectateur des hontes, des scandales et des intrigues dont les compétitions politiques s'entouraient pour saisir le pouvoir, mais indigné d'entendre, constamment, mettre sur le compte du peuple toutes les désorganisations dont je voyais fort bien que la *haute Banque* était seule coupable, je voulus le *crier*, et, surtout, démontrer que les changements d'hommes ne serviraient à rien tant que les *révolutionnaires de l'or* conserveraient leur puissance.

Tel fut le but de *La haute banque et les révolutions*.

Depuis 1876, et actuellement plus que jamais, les faits ont tristement donné raison à ma thèse.

(1) On trouvera l'histoire de cette période dans mon ouvrage sur l'*Agiotage*.

C'est que, entre 1876 et 1887, rien n'a été changé, sinon que l'on peut maintenant dire et écrire la vérité sans encourir les foudres de la loi ; mais on va voir que cela ne signifie pas grand'chose, parce que écrire la vérité n'est rien *si l'on ne peut pas la propager*.

Quoi qu'il en soit, il y a onze ans, affronter les rois de l'or était un danger légal ; la presse ne jouissait que d'une liberté restreinte et les plumes étaient souvent fort timides.

Aussi, dès son apparition, mon livre eut à subir toutes les vexations de la *censure*.

Dois-je attribuer à cette circonstance le bruit dont on l'entoura, l'épuisement rapide de toutes ses éditions et l'absorption de plusieurs tirages par un journal alors en train de se fonder (*la Lanterne*) et qui cherchait à s'attirer la confiance populaire en donnant mon livre *en prime* à ses lecteurs ?

Ou bien dois-je croire que l'esprit public de 1876 était, plus que celui d'aujourd'hui, désireux de connaître les dessous des combinaisons financières ?

Je me bornerai à constater que sept à huit ans plus tard, en 1883, bien que, par une loi, la presse eût recouvré sa liberté, il me fut presque impossible de faire connaître au public un nouvel ouvrage, complémentaire du précédent, et qui racontait l'*Histoire des Juiveries*, dans deux volumes intitulés *les Rois de la République*.

Cette fois, la conspiration du silence avait été organisée, et la loi sur la presse ne m'a servi de rien ; d'où je conclus que, libres suivant le code, les journaux avaient été asservis par une autre puissance mystérieuse.

Chose remarquable ! c'est en plein fonctionnement de la constitution libérale de 1875 que la voix de la vérité put être plus complètement étouffée.

Qu'on ne se méprenne donc pas sur le pseudo-libéralisme de ce régime. Ce libéralisme n'est qu'apparent, et avec l'or de la *haute banque*, il sait annuler sûrement chacune des libertés qu'il inscrit au *Bulletin des Lois*, avec la bruyante ostentation qui lui est habituelle.

..

Donc en 1876 on vivait encore sous le régime de la censure préventive exercée par la commission du colportage.

Celle-ci ne pouvait pas supprimer le livre lui-même mais, en revanche, elle se jeta aussitôt sur les affiches qui l'annonçaient.

L'affichage était fort surveillé, sous prétexte de défendre les murailles contre la prose des prétendants.

Je n'étais donc pas le seul à ne pas pouvoir afficher ce que j'avais besoin de faire connaître, et on pourra le constater en parcourant l'extrait suivant du journal *le Corsaire*, paru à la date du 25 mai 1876 :

Une autre affiche a été non pas refusée, mais cette fois censurée. Il s'agissait de l'annonce d'un livre plein de révélations sur les mystères de la spéculation, pour lesquels le gouvernement français paraît avoir autant de respect que les Pharaons d'Égypte pour les mystères d'Isis.

L'affiche portait le titre de l'ouvrage : *La Haute Banque et les révolutions*, et, en outre, l'épigraphe du livre et les titres

des chapitres. L'épigraphe est empruntée à Montesquieu, c'est celle-ci :

« Les financiers soutiennent l'État comme la corde soutient le pendu. »

Cette opinion de Montesquieu n'a pas semblé à la préfecture de police digne de figurer sur les murs, à côté des images-programmes des cafés concerts, ou des boniments de parfumeurs, de charlatans et de maisons en liquidation qui ont « enfin fait faillite ».

La prose de l'auteur de *l'Esprit des lois* n'a pu trouver grâce devant la censure préfectorale. Cette fois, la préfecture, qui consulte les ambassades pour savoir s'il leur plaît qu'on accorde aux Français la publicité de l'affichage, n'a pas eu besoin de consulter MM. les financiers pour biffer d'une affiche la phrase de Montesquieu.

Quant aux titres des chapitres, ils étaient ainsi libellés :

Les Banquiers révolutionnaires. — Les Pick-Pockets. — La Plaie anglaise. — Capitulation de Paris. — Nos fermiers généraux. — LAFFITE. — OUVRARD. — CASIMIR PÉRIER. — ROTHSCHILD. — MALLET. — SEILLIÈRE. — HAINGUERLOT. — DELESSERT. — Le Tabouret de M^{me} de Rothschild. — Le Milliard des émigrés. — La Dette anglaise. — Thiers en 1840. — Le Nez de M. Decazes. — La Boulangerie Rothschild. — 1848. — Le Cynisme impérial. — PEREIRE. — MIRÈS. — Les Cent millions des agents de change. — Impôt sur le jeu de bourse. — Les Socialistes. — Les ouvriers sont actionnaires. — Le Pillage du Trésor. — 1893! — L'ancienne assemblée et la finance. — La nouvelle assemblée. — Où allons-nous ?

La préfecture de police a été effarouchée par ces titres. Il en est dont elle a demandé la suppression ; ce sont : *Nos fermiers généraux ; Le Tabouret de M^{me} de Rothschild ; Le Nez de M. Decazes ; Thiers en 1840 ; Le Cynisme impérial ; Les Cent millions des agents de change ; Les Socialistes et Le Pillage du Trésor.*

Il y a, paraît-il, des mots qui exigent une feuille de vigne et qui troubleraient la pudeur des passants, aux yeux desquels s'étalent les annonces d'un *baume de copahu* quelconque. Le nom de M. Thiers, les mots de « *cynisme impérial* », de « *socialistes* », sont rayés du vocabulaire de l'affichage, comme le mot « *amnistie* ».

Il fallait se résigner.

Non corrigé par cette algarade, j'eus encore l'audace d'aller réclamer l'estampille, alors indispensable pour être admis dans les *librairies des gares*.

A cette époque, Hector Pessard trônait au bureau de la presse (Ministère de l'Intérieur).

C'est un ancien journaliste, me disais-je, il me comprendra.

J'allai donc me plaindre à lui de l'étroitesse des vues de la commission du colportage.

Hélas ! Pessard n'était plus journaliste, il était devenu fonctionnaire.

Très gracieusement, mais très bureaucratiquement, il me répondit que mon livre était « trop empreint de personnalisme ».

Plus tard, je reçus une réponse analogue signée Massicault.

Plus ça change !..... etc...

Le lecteur pourra apprécier la valeur du motif allégué.

On croit, peut-être que, depuis la loi de 1881, quelque chose est changé à cet égard !

Il n'en est rien ou, du moins, si la *chose* est restée, les *noms* seuls ont changé ; car, au lieu de s'appeler Pessard ou Massicault, l'estampille s'appelle aujourd'hui Hachette.

Tout en signalant les tracasseries administratives dont j'étais l'objet, *le Corsaire* avait omis le point le plus délicat.

Ce fut *Aurélien Scholl* qui mit les pieds dans le plat.

La veille même de l'apparition de mon livre, le 3 mai 1876, il lui consacra dans *l'Évènement* l'un de ses *Courriers de Paris*.

Avec lui, *la Juiverie* et les *Judaïsants* furent sur la sellette et, comme on va le voir, il s'égaya aux dépens des *Princes d'Abraham*, des *Marquis d'Astruc* et des *Ducs d'Isaac*.

Son article est d'ailleurs si brillant et si mouvementé que le lecteur me saura gré de le reproduire ici :

On a bien souvent démarqué et refait le mot de Montesquieu : « Les financiers soutiennent l'État comme la corde soutient le pendu ! »

Scribe l'a mis au théâtre, et on l'a cité comme étant de Scribe. A partir de ce moment on le trouve partout. Alphonse Karr s'en est servi quelquefois ; les *Échos de Paris* l'ont repris, et un de ces jours on le trouvera dans le *Français*.

Le mot de Montesquieu sert d'épigraphe à un livre qui paraîtra cette semaine, et dont on m'envoie les épreuves : *La Haute Banque et les Révolutions*, par Auguste Cnirac.

« Depuis 1789, dit l'auteur, les gens de finances ont mis à la mode une série de plaintes, toujours les mêmes, au sujet de l'esprit révolutionnaire, de la perversité du peuple, de ses aspirations au pillage et au désordre. »

Et M. Chirac prouve que les révolutionnaires, les *pillards* et les perturbateurs, sont précisément les *joueurs* de la fortune publique, autrement dit les financiers.

* * *

« Un gouvernement se compose de gens qui sont faits ou se font les gérants de la fortune publique.

« Selon que ces gérants échappent au contrôle ou le subissent, la fortune circule pour se répandre et croître dans la masse par l'individu, ou au contraire pour s'accumuler et croître chez quelques individus contre la masse.

« Force et prestige se résument aujourd'hui dans un mot, l'acaparement systématique du signe représentatif de l'échange : l'argent.

« Et les deux aristocraties s'unissent si volontiers, que M^{lle} Ouvrard devient duchesse de Rochechouart, et M^{lle} Say princesse de Broglie.

« Les hommes achètent simplement les titres que les filles acquièrent par le mariage. Quand les comtes et les barons seront usés, nous aurons le prince d'Abraham, le marquis d'Astruc et le duc d'Isaac.

« Ceux qui s'irriteraient de cette domination caricaturale seront traités de communards, et devront expier leurs torts dans les bagnes présents et futurs.

« L'aristocratie féodale, qui faisait et défaisait les rois, est remplacée par l'aristocratie financière, qui fait et défait les gouvernements. »

Pendant que les milliards se partagent entre quelques hommes, dix millions de citoyens, nommés Martin, Durand, Chapuzeau, Boulard, Chabert, Bonneau, Duval ou Batandier, labourent la terre, battent le fer, taillent des pierres, montent des charpentes, chauffent des machines, souffrent la faim quand il y a chômage, et laissent des enfants en guenilles quand l'un d'eux est tombé d'un échafaudage ou s'est trouvé saisi par une courroie de transmission.



« Un impôt est créé pour des causes déterminées. Les causes disparaissent et l'impôt reste.

« On n'a jamais supprimé un impôt; on le transforme en l'accroissant. »

Ce sont les *intermédiaires* entre l'État et les particuliers qui font *l'affaire*; à eux revient le seul bénéfice.

« Quand vous souscrivez un emprunt, vous le versez deux fois: une fois en échangeant votre argent contre le titre, une deuxième fois en payant l'impôt avec lequel on vous promet de vous rembourser. »

Depuis trente ans, les économies du travail français, l'épargne du campagnard, du marchand, du petit bourgeois, de l'ouvrier, sortent de France en espèce et y rentrent en papier.

« Or, il arrive *toujours* un moment où ce papier ne vaut rien. »

Batandier a payé un collier de perles à une sultane, un sabre enrichi de rubis à un bey quelconque. Molinchard a construit un kilomètre de voie ferrée en Orient. Molinchard et Batandier n'ont plus de pain, tandis que le comte d'Abraham et le baron de Moïse, — qui ont servi d'intermédiaires, — font dorer la grille de leur hôtel, emplissent leurs écuries de chevaux de race, et achètent des paysages de 60,000 fr. pour les accrocher dans leur cabinet.

Pour attirer les pièces d'or et d'argent disséminées dans tant de tiroirs, cachées sous tant de paillasses, enfouies dans tant de caves, il faut des « pompes aspirantes ».

C'est pourquoi les comptoirs et sous-comptoirs se sont multipliés.

Puis il faut un levier ou un grand moteur, et on le nomme roi ou empereur.

Il résume la confiance du pays; on emprunte sous son nom; on s'enrichit sous sa responsabilité.

Et ce ne sont pas ceux qui se servent de l'instrument ; ce sont ceux contre qui on s'en sert qui paient sa liste civile.

Quand le grand moteur a fait son temps, et que, à force de prospérité, on se trouve les poches vides, il y a une petite révolution.

Les gens qui ont besoin d'un levier ou d'un moteur cherchent à remonter la machine sous un autre nom.

Cela s'appelle « *conspirer dans l'intérêt de l'ordre* ».

En avons-nous souscrit, de ces emprunts à primes et à lots !

Avons-nous assez donné notre labeur et notre argent à ces aimables Tirelaine et C^{ie}, qui nous font crier : Gare ! par leurs cochers.

N'est-ce pas qu'on est tenté de leur crier : Gare toi-même ?

* * *

Les particuliers sont ruinés ; les États tirent la langue. Où sont passés nos fonds ?

Prenez le cours de la Bourse, et lisez le cours des *fonds étrangers* :

Péruviens	23 ^f »
Emprunt égyptien	42 »
Turc	12 60
Obligations ottomanes	55 »
Espagne extérieure	14 »
Honduras	8 50

O mon Mexicain ! ô mon Transcontinental, où êtes-vous ?

* * *

Qu'a-t-on fait de nos fonds ?

A qui ont-ils profité ?

Pourquoi le guichet qui les a vu disparaître est-il encore ouvert, souriant et prêt à recommencer ?

Demain, peut-être, lirons-nous une annonce ainsi conçue :

EMPRUNT DE VINGT MILLIONS DE LA TERRE DE DÉSOLATION

« Intérêt garanti : 8 p. 100. Deux lots de 500,000 fr. Dix-huit lots de 100,000 fr. (avec garantie du *gouvernement de la Désolation* et de tous les *banquiers désolés*).

« Émission de 200,000 actions de 1,000 fr. — au porteur, — payables :

« 10 fr. en souscrivant.

« Et 990 fr. à la répartition.

« Le gouvernement de la *terre de Désolation* offre, comme garantie, aux souscripteurs :

« 1^o La stérilité du sol ;

« 2^o Des blocs de glace d'une valeur inappréciable ;

« 3^o Des bancs entiers de défenses de morse.

« Personne n'ignore l'importance qu'a acquise la défense du morse dans le commerce européen. Cette denrée seule suffirait à payer l'intérêt de l'emprunt.

« On souscrit à Paris, au Comptoir des Râfleurs, et en province, chez tous les correspondants. »

Et ce n'est pas une plaisanterie.

On a fait cette affaire et cette annonce sous d'autres noms, et on la refera encore.

*
* * *

« Douze centimes et demi (1/8 p. 100) donnent aux agents 100 millions de courtages annuels. » C'est donc qu'annuellement,

aussi, la somme des enjeux *nominaux* s'élève en bourse à 80 milliards !

Ce serait charmant dans un pays où tout le monde aurait les bras croisés ; mais quand, au contraire, on a affaire à un peuple actif, infatigable, ne reculant devant aucun labeur, on s'afflige de lui voir cette plaie, par où fuient son sang et ses forces.

* * *

Terminons par quelques aphorismes :

- Monsieur, je voudrais bien savoir quand vous me paierez.
- Vous êtes bien curieux.

(PRINCE DE TALLEYRAND.)

*Tu peux m'emprisonner, ô fortune ennemie,
Mais me faire payer, parbleu ! je t'en défie !*

(REGNARD.)

.. .. Mais rendez donc l'argent !

(RACINE.)

Si votre débiteur éprouve de la gêne, attendez qu'il soit plus aisé. Si vous lui remettez sa dette, ce sera plus méritoire pour vous.

(LE KORAN.)

Prêter, c'est compromettre son argent et risquer son ami.

(LÉON GOZLAN.)

L'or est une chimère.

(SCRIBE.)

Parisiens, le papier timbré vous dévore.

(FOURNIER-VERNEUIL.)

Je n'ai qu'un sou.

(ROMIEU, *ex-préfet*.)

Mon cher Méry,
Prêtez-moi cinq cents francs, dont j'ai absolument besoin.
Votre ami,

GÉRARD DE NERVAL.

Mon cher Gérard,
Si vous n'êtes pas mon ami, je n'ai pas de raison pour vous prêter cinq cents francs. Si vous êtes mon ami, pourquoi me les demandez-vous ?

MÉRY.

Tout par le peuple, rien pour le peuple.
(Un ancien sénateur.)

Si l'argent ne fait pas le bonheur, il y contribue énormément.
(DUVERT et LAUZANNE.)

Honneur au *courtage* malheureux.

NAPOLÉON.

Et pour mémoire :

AURÉLIEN SCHOLL.

*
* *

Sauf le brillant chroniqueur de l'*Évènement*, qui cachait sous l'ironie mordante le fond sérieux de ses critiques, la presse, en général, évita avec soin de mettre en relief tout ce qui concernait la *Juiverie*.

Naturellement *Figaro* et *Gaulois* gardèrent le silence le plus profond.

Avant d'aller plus loin et de citer brièvement les appréciations suggérées par mon livre, je demande la permission de rectifier une erreur que j'ai contribué à accréditer et dont, je crois, le premier coupable fut *Toussenel*.

En mettant pour épigraphe à mon livre la phrase attribuée à Montesquieu : « *Les financiers soutiennent l'État comme la corde soutient le pendu*, » j'avais, simplement, copié l'une des épigraphes figurant sur l'édition des *Juifs Rois de l'Époque*, publiée en 1847.

Depuis lors et à plusieurs reprises, mais inutilement, j'ai feuilleté l'œuvre de Montesquieu, pour savoir à quel propos il avait écrit la phrase que tout le monde lui empruntait ; finalement, c'est dans *Voltaire* que j'ai trouvé sa véritable origine.

On lit en effet, dans les *Mélanges* (1), l'anecdote suivante :

« Un jour le cardinal de Fleury, en présentant au roi les Fermiers généraux, qui venaient de signer un bail : « *Voilà, dit-il, Sire, les quarante colonnes de l'État.* »

Ici les éditeurs ont ajouté la note suivante :

— « *Oui, dit le marquis de Souvré, ils soutiennent l'État comme la corde soutient le pendu.* » —

Telle est bien, je crois, la vérité sur cette célèbre boutade, qui, d'ailleurs, est dans le caractère du *Souvré*, soldat courageux, dont l'histoire raconte la vaillante conduite, lors de la prise de Bruges, en juillet 1745.

Montesquieu s'est, il est vrai, occupé du rôle néfaste que les banquiers pouvaient jouer dans un État ; mais, nulle part, je n'ai trouvé une phrase qui ressemblât à celle que lui a imputée *Toussenel*.

Il faut donc rendre à *Souvré* ce qui lui appartient légitime-

(1) VOLTAIRE, *Œuvres complètes*, tome XIX, page 333, édition Lahure, Hachette, 1860.

mement, *Montesquieu* étant, d'ailleurs, assez riche de son propre fonds pour n'en souffrir aucun dommage.

Ce petit point de critique historique étant vidé, je reprends l'examen de l'esprit public en 1876.

*
* *

Le Courrier de France était alors dirigé par *Guyot-Montpary*, avec, je crois, le concours de *Robert Mitchell*, tous deux vieilles connaissances pour moi.

Cela n'empêcha pas que dans le numéro du 7 mai 1876, je fusse exécuté de la façon suivante, ce dont je n'ai nulle rancune, car, au moins, on ne *m'étouffait pas* !

Voici ce qui fut écrit :

Il vient de paraître chez Amyot un livre intitulé : *La Haute Banque et les Révolutions*. L'auteur, M. Auguste Chirac, a divisé son œuvre en trois points : le *point de départ*, la *marche ascendante* et le *point d'arrivée*.

Le point de départ, c'est, en quelques pages, un court aperçu sur l'ancien régime des finances royales, sur le commerce en écus et le rôle de l'Angleterre dans toutes les questions politiques et économiques qui touchent au trafic international.

Le point d'arrivée est une induction quelque peu fantaisiste de l'augmentation de la dette et de l'influence des banquiers. L'auteur a, lui-même, donné le titre d'*utopies* au chapitre consacré aux réformes qu'il juge nécessaires. Que voulez-vous dire à un inventeur qui s'exécute lui-même d'aussi bonne grâce et par avance ? On ne peut que le trouver charmant et d'humeur facile.

La partie la plus intéressante de l'ouvrage est celle comprise sous le nom de *la marche ascendante*. C'est celle qui tient la

plus grande place dans le livre, et c'est aussi celle qui offre le plus d'attraits.

La génération de 1830 connaissait bien les particularités financières qui avaient suivi 1814. Perrégaux, Ouvrard, Lafitte et beaucoup d'autres, étaient si intimement mêlés à la politique, que les chroniqueurs de l'époque les suivaient pas à pas et chaque jour. Au temps où nous sommes, tout cela est bien oublié, et, sauf les rares survivants de cette période agitée, il est bien peu de gens qui savent cette histoire.

Dans un style plein d'humour, affectant la forme du résumé et du trait, M. Chirac fait défiler devant les yeux du lecteur, rapidement et sans fatigue, depuis 1814 jusqu'en 1870, tous les personnages de la finance qui ont été mêlés au mouvement de notre siècle. Il fait, en même temps, l'historique de notre dette et des combinaisons variées qui l'ont amenée au point où nous en sommes.

Il y a, dans cet exposé, une foule d'anecdotes curieuses et des mots bien trouvés, qui donnent de la gaieté aux chiffres. Tout cela est mené très bon train et se déroule à donner le vertige. On tourne les feuillets comme les plaques d'un stéréoscope.

C'est une vraie lanterne magique; il faut la voir.

Ce fut à cette façon « sémillante et gaie » d'appeler l'attention sur les plaies honteuses dévoilées par moi que je fis allusion dans la préface de la troisième édition.

Le Siècle fut plus sérieux, il s'exprimait ainsi dans son numéro du 21 mai 1876 :

M. Chirac a entrepris la tâche difficile d'étudier le rôle de la haute banque dans les révolutions contemporaines. Il est incon-

testable que les potentats financiers de tous les temps, soit par leur initiative personnelle, soit par leurs opérations, ont exercé une action considérable sur les événements politiques; et, de nos jours, leur influence s'est manifestée avec plus d'ampleur, d'éclat et de puissance qu'aux époques passées. Mais cette influence ne se prête pas aisément à l'analyse; on en sent les effets plutôt qu'on ne les voit. L'attention n'est attirée que sur les actes administratifs ou militaires, sur les phénomènes moraux ou les faits économiques qu'elle détermine, et pour la découvrir il faut aller la chercher à l'arrière-plan de l'histoire.

C'est ce qu'a tenté M. Chirac pour la période de 1789 à 1870. Il ne s'est attaché qu'aux opérations d'État, et il a refait l'historique des emprunts nationaux.

Il expose les compétitions que ces emprunts ont soulevées, les embarras suscités aux gouvernements par les exigences de la haute banque, les luttes des groupes financiers et leurs funestes résultats sur la marche des affaires publiques: il montre les syndicats de banquiers, à leurs débuts, s'exerçant dans un cercle de combinaisons restreint, puis, enhardis par le succès, devenant indispensables, traitant d'égal à égal avec le pouvoir, et arrivant à lui dicter leurs volontés. Il fait voir comment certaines menées politiques qui ont eu de très importantes conséquences ont été la revanche d'intérêts déçus et de cupidités inassouviées. Il établit enfin que depuis soixante ans le concours donné à l'État par les grandes maisons de banque a été des plus coûteux pour le Trésor, et a beaucoup contribué à accroître les charges nationales.

Nous esquissons un résumé général du livre, et, tout en constatant que nous aurions à discuter quelques points de détail, nous reconnaissons que les appréciations de M. Chirac sont justes et dénotent une entente approfondie du sujet. Cette publication n'est pas une œuvre de circonstance, mais elle vient à propos aujourd'hui surtout que le prestige de la haute banque commence à décliner. Il est utile, il est nécessaire que le public voie travailler de près cette oligarchie de l'agiotage, qui a causé tant de ruines et poursuit avec impunité ses spoliations.

* * *

Avec les *Droits de l'Homme*, je trouve la note révolutionnaire ; mais on verra à quel point la sonorité en était voilée et combien, aujourd'hui, en écrivant plus vertement, on obtient aussi peu de résultat que par le passé.

Les *Droits de l'Homme* étaient alors sous la direction de Sigismond-Lacroix, avec la collaboration non apparente d'Yves Guyot ; Rochefort y signait tout simplement X... ; Paul Bouquet se chargea d'analyser mon livre.

Ces divers écrivains, qui représentaient alors avec autorité l'Esprit public, sont aujourd'hui répartis dans différents journaux.

Seul le journal de Rochefort a recommandé aux lecteurs mes *Rois de la République* ; je ne puis en dire autant des feuilles où écrivent Sigismond-Lacroix et Yves Guyot.

Pourquoi ? Mes thèses de 1883-85 sont les mêmes que celles de 1876 !

D'eux ou de moi, qui donc a changé ?

Quoi qu'il en soit, voici comment s'exprimait Paul Bouquet, à qui je sais gré d'avoir donné à son article le ton sérieux qui lui convenait ; il s'exprimait ainsi dans les *Droits de l'Homme*, sous la date du 25 mai 1876 :

L'épigraphe de ce livre, empruntée à Montesquieu : « Les financiers soutiennent l'État comme la corde soutient le pendu », indique suffisamment de quelle manière M. Chirac a apprécié le rôle politique de la haute banque. Il a fait, avec chiffres à l'appui, l'historique des principales spéculations financières de notre siècle. Il a montré les princes de la finance prêtant à

Napoléon, prêtant aux Bourbons, recevant des commissions de l'étranger, spéculant sur les malheurs de la France, escamotant les emprunts à leur profit, faisant des avances au Trésor à des taux usuraires, exécutant, en un mot, des exercices de haute voltige, c'est-à-dire de haute piperie financière.

M. Chirac restitue son véritable caractère à la révolution de 1830, préparée et exploitée par des personnalités du monde financier politique ; il cite des faits, il nomme des personnes, et déroule devant nous le tableau du tripotage financier auquel a présidé, pendant dix-huit ans, M. d'Orléans. Il ne fait que résumer l'histoire financière du second empire, à laquelle il réserve un livre spécial, histoire bien autrement scandaleuse et attristante.

Il y a peut-être chez M. Chirac, élève financier, paraît-il, de M. Mirès, un peu de personnalisme : il s'attaque beaucoup à Rothschild, en laissant un peu dans l'ombre Pereire, Fould, Mirès et autres, non moins responsables que le richissime banquier de la rue Laflitte. Il est vrai qu'il ne fait qu'effleurer le second empire, et qu'il se propose peut-être, dans son étude ultérieure, de répartir les responsabilités entre les principaux membres de l'état-major financier.

M. Chirac conclut à la suppression des emprunts, et préfère frapper directement aux sources du travail ou du revenu, sans aliéner l'avenir, sans fournir un vaste champ aux tripotages et aux jeux onéreux pour le Trésor.

Il est difficile en pareille matière d'être systématique et absolu, la question étant la plus complexe de toutes et ne pouvant être résolue que parallèlement à d'autres. Mais il nous semble qu'en effet il faudrait se préoccuper « de fermer le grand livre de la dette publique, pour le solder par voie d'amortissements, réduire les dépenses et éloigner la haute banque de toute immixtion privilégiée dans le budget de l'État ».

Il est évident que la banque ne doit jouir d'aucune immunité. L'agiotage, le jeu de bourse, nécessités par une sorte de flux et de reflux, c'est-à-dire par l'offre et la demande, ne doivent pas conduire, comme nous le voyons malheureusement, à des spécula-

tions effrénées. Dans notre milieu économique, étant donnée l'inégale répartition des charges publiques, le monopole d'une classe, l'absence de scrupules d'un certain nombre d'individus, un agiotage excessif, ne peuvent avoir que des conséquences déplorables pour notre avenir social et financier.

Paul BOUQUET (1).

Cet article me fournit l'occasion de déclarer que, dans l'édition actuelle, j'ai fait droit aux observations de son auteur relativement à la période impériale.

J'avais, en effet, le projet de consacrer à cette histoire un livre particulier; or dans celui-ci l'absence de comparaisons entre les débauches financières de l'Empire et celles des autres régimes a pu exagérer aux yeux de mon critique la place que j'avais accordée aux Rothschild, bien que cette place leur fût due, car ils dominent en réalité ce siècle tout entier.

Bouquet me qualifie : *élève financier de Mirès*.

J'avais dit, en effet, dans l'édition de 1876, que « Mirès, vaincu, me montra les *noirs dessous* des galeries du monde de l'argent ».

Ce que j'ai le mieux retenu des démonstrations de ce maître, c'est l'évidence indiscutable des malfaisances et des tripotages corrupteurs de la banque *haute* et *basse*, qui, depuis lors, a, plus que jamais, dévoré les forces vives de la France (2).

(1) J'ai su depuis que *Paul Bouquet* s'appelait PAUL STRAUSS, actuellement conseiller municipal!

(2) *Charles Virmaître*, dans son livre récent intitulé : *Paris-Canard*, raconte à peu près exactement mes débuts dans *la Presse*,

Je continue mon examen.

En 1876, j'ai collaboré quelque temps à l'*Écho*, sous des directions variées et entre autres celle de Charles Savary, député.

Aussi on ne s'étonnera pas de me voir exécuté de la belle façon dans ce journal où la finance jouait un grand rôle, juste au moment où s'élaborait la fameuse constitution.

Voici ce que disait l'*Écho* du 11 mai 1876 :

sous la direction de Mirès. Il est très vrai que *j'ignorais absolument tout ce qui concernait la finance et une bonne partie de ce qui touchait à l'économie.*

Mais Mirès, en exigeant ma signature, m'a contraint à m'inquiéter de ce que je mettais au-dessus ; au surplus, un jour, il me prouva *doctoralement* qu'« un homme, un écrivain, et même UN POÈTE, n'étaient pas complets s'ils ignoraient les finances de leur pays ». Aussi je me mis à étudier *sérieusement* ce qui, en somme, me faisait gagner ma vie.

Comme le dit *Virmaitre*, « je me suis livré à ma passion » dans le *Centre gauche* en 1870, ceci faisant passer cela ; mais lorsque, après la mort de Mirès, M. Debrousse me fit demander « combien je pouvais faire rapporter au bulletin financier », et que, naturellement, je lui eus répondu : « Rien ! » il me pria poliment de m'en aller.

Mirès, en effet, n'avait jamais voulu que son journal s'occupât d'autre chose que de ses démêlés avec Péreire.

Dans les temps troublés qui suivirent mon départ de la *Presse* et qui précédèrent la constitution de 1875, on s'acharna à ne m'offrir des appointements que pour des travaux de finances ; or, moi, je m'acharnais pour le théâtre ! Mais quand je m'aperçus que, là encore, la finance jouait le rôle prépondérant, ma colère n'eut plus de bornes, et j'entrai définitivement dans la campagne que j'ai toujours menée depuis.

M. Chirac est parti de ce principe que les gens de finance sont « des révolutionnaires, des pervers, des pillards et des perturbateurs ». L'auteur soutient que ce n'est pas là un paradoxe; il nous permettra d'être d'un avis absolument opposé.

En posant de semblables prémisses, M. Chirac est arrivé à conclure que, par les manœuvres de la haute banque, il n'y a plus de désintéressement, de loyauté, ni de patriotisme. Ce sont là des conclusions auxquelles, fort heureusement, les faits donnent chaque jour de catégoriques démentis.

En ce qui nous concerne, nous ne saurions laisser passer sans protestation les attaques dirigées, dans ce livre, contre les hommes les plus respectables et les plus universellement respectés de notre monde financier. Nous en dirons autant des déclamations auxquelles l'auteur se laisse aller contre des hommes qui remplirent un rôle glorieux sous la Restauration et sous la monarchie de Juillet.

* *

Il manque à cette revue des opinions, la note-type des *Journaux financiers*.

La voici :

Édouard Cahen, le grand courtier de la *haute banque*, aussi charmant comme homme qu'il est funeste comme financier, me lança, dans son *Journal des Travaux publics*, l'énorme pavé suivant, sous la date du 11 mai 1876 :

On sait avec quelle rapidité les dépenses budgétaires se sont accrues depuis cinquante ans. Le budget de 1830 atteignait 1,095 millions; celui de 1876 se solde en dépenses par 2,569 millions. Dans le même intervalle, le service de la Dette publique s'est élevé de 63 à 748 millions. Personne n'ignore que les guerres

et les événements politiques qui se sont succédés dans ce laps de temps sont en grande partie la cause de ce prodigieux surcroît des charges publiques. On sait aussi que les budgets s'accroissent progressivement par ce fait que les besoins d'une nation se développent d'année en année; c'est tantôt l'outillage à perfectionner, tantôt la défense du pays à compléter; ce sont des primes ou des encouragements exceptionnels à accorder à l'agriculture et à l'industrie lors de l'accomplissement de certaines réformes économiques. Ces causes de dépenses ont subsisté de tous temps, et figureront longtemps encore dans les motifs à l'appui d'augmentations de crédits ou même d'emprunts d'État.

Nous avons sous les yeux un livre assez original, dont l'auteur s'efforce de démontrer, à l'aide d'aphorismes singuliers, que les guerres ou les révolutions que nous avons subies depuis plus d'un demi-siècle sont l'œuvre personnelle et voulue de la haute banque en France. La Révolution de 1789 a créé le grand livre de la Dette publique; mais ce grand livre n'a été tantôt ouvert, tantôt fermé, que par la seule intervention des banquiers, qui préparaient à l'avance tous les événements que nous avons vus se dérouler depuis lors. Les Cent-Jours, la Restauration, 1830, 1848, 1851, 1870, et même la Commune, tous ces événements, dont plus d'un grand historien a indiqué les causes, sont l'œuvre exclusive de la haute banque. Cette découverte soudaine fait honneur à M. Chirac : elle a le mérite peu ordinaire de décharger tous les gouvernements antérieurs des lourdes fautes que l'opinion publique leur attribuait jusqu'à ce jour.

Nous ignorions, quant à nous, le rôle occulte de la haute finance; nous la connaissions, au contraire, par les éminents services qu'elle a rendus au pays dans maintes occasions difficiles. On retrouve l'appui de son concours dans toutes les grandes émotions qui ont pour but le développement de la richesse; elle est associée à toutes les opérations urgentes que le Trésor ne peut entreprendre ou achever dans un délai assez court; son crédit est aussi solide que celui de l'État, et l'épargne la considère justement comme le pivot des grandes affaires.

M. Chirac a voulu, sans doute, s'essayer au paradoxe. Nous reconnaissons volontiers qu'il l'a fait avec humour, sinon avec succès.

Comme on le voit, la note est assez raide, mais elle n'a absolument rien de sérieux, et elle a bien soin de passer sous silence le côté qu'*Aurélien Scholl* avait mis en lumière et qui principalement m'avait attiré la haine de la *haute banque*.

..

J'arrête là mes citations ; sauf quelques variantes de moindre importance, elles résument assez bien la façon dont je fus jugé, tant par les journaux monarchiques, comme la *Gazette du Midi*, que par les revues républicaines, comme le *Courrier littéraire*.

Aujourd'hui, la thèse de mon livre accusant la haute banque d'être seule *pillarde* et *pertubatrice* s'est plus que jamais vérifiée.

Onze ans d'histoire ont consacré mes conclusions et nul à cette heure ne saurait nier que *tout ce qui part de la finance conduit à l'avilissement !*

AUGUSTE CHIRAC.

P.-S. — La nouvelle édition que j'offre au public contient absolument tout ce qui entrerait dans celle de 1876 ; je dois dire cependant que j'ai remanié particulièrement les chapitres traitant de 1848 et de l'*Empire*.

J'ai parlé plus haut de ce dernier ; quant à ce qui concerne

1848, j'ai cru devoir y souligner plus énergiquement les enseignements de l'histoire.

J'ai aussi ajouté des conclusions nouvelles, telles que les comportent les faits survenus depuis 1876 et les chiffres des statistiques les plus récemment publiées.

Enfin, j'ai mis au chapitre VI, sous forme de *graphiques*, l'histoire économique et sociale des trois derniers gouvernements, et ensuite, sous forme de *documents* :

1^o Des éclaircissements curieux sur la *créance de la France contre l'Angleterre*;

2^o Trois *projets de lois* dressés d'après des constatations scientifiques et *non politiques*, codifiant avec précision les réformes seules aptes, selon moi, à prévenir le retour des bouleversements qui ruinent périodiquement la France.

A. C.

PRÉFACE DE LA TROISIÈME ÉDITION

16 mai 1876.

MON CHER ÉDITEUR,

Imaginez un médecin qui, sondant un ulcère effroyable, s'entendrait dire dans un concert harmonieux : — « Quel geste gracieux ! quelle main blanche ! »

Voilà justement mon cas.

La Haute Banque et les Révolutions était un livre de combat.

C'était un cri d'alarme en faveur de la République menacée, et non pas, comme on l'a publié, — perfidement peut-être, — un livre plein d'humour !

C'était surtout une œuvre de patriotisme français !

Et voici que, me demandant pour une troisième édition la préface que j'avais crue inutile pour les autres, vous m'informez que les quatre cinquièmes de celles-ci sont allés à l'Étranger.

Bien mieux, je viens d'apprendre que c'est aussi à l'Étranger que l'on pratique les réformes que j'indique : en effet, singulière coïncidence, on vient de déposer en Italie un projet de loi

par lequel, conformément aux conclusions de l'avant-dernier chapitre de mon livre, on frappe d'un impôt les opérations de bourse faites à terme, — c'est-à-dire le jeu.

Au fond, de quoi viens-je me plaindre ?

Aussitôt l'ouvrage annoncé, un chroniqueur audacieux et spirituel, faisant trêve un moment à ses badinages mordants, découpe le livre et affirme la thèse hardie de l'ouvrage. — Mais il s'arrête net.

Presque aussitôt, d'autres jettent des fleurs sur l'abîme : « Le litre est charmant, le paradoxe y est brillant. Le style est plein d'humour. C'est vertigineux. Le chiffre y éclate de rire, l'anecdote pétille et flambe. »

Un écrivain plus sérieux me dit : « Il y a beaucoup de vrai dans votre histoire. » Mais il ne l'écrit pas.

Un rédacteur en chef m'avoue ne pas Oser parler du livre.

Plusieurs autres journaux signalent les accusations que j'ai formulées, et protestent doucement en ce qui les concerne politiquement.

D'autres enfin annoncent une analyse et saluent en passant le littéraire ami.

Mais tous se gardent bien d'attaquer le fond du sujet, de parler du vol organisé, de faits enregistrés.

On a peur de la haute banque qui paye, la chose est évidente.

Et cette peur n'est pas spéciale aux journalistes. Un libraire est allé jusqu'à me dire :

« Vous êtes trop sévère pour MM. de Rothschild. Je ne mettrai pas votre livre dans ma vitrine ; — ce sont des clients,..... etc..... »

Quant à moi, en déclarant, en face de l'histoire et avec le secours de ses puissantes affirmations :

« Que depuis quatre-vingt-sept ans, nous n'avons cessé de perdre toutes les conquêtes de 1789 sur la FÉODALITÉ DE DROIT DIVIN, à ce point que l'urgence d'un 1889 contre la FÉODALITÉ FINANCIÈRE, qui a remplacé et dépassé l'autre, s'impose d'une façon absolue; »

j'avais cru que la presse française, affirmant son indépendance et pénétrée de son rôle de phare de l'opinion, signalerait le danger et révélerait l'écueil.

Je me suis trompé : les journaux semblent être entièrement dominés par cette féodalité de l'argent, qui dévore notre pays et que je voudrais démasquer avant qu'elle ait achevé son crime.

Ils servent donc de levier à ce terrible engin que je signale, et qui, aspirant l'argent de la France, ne lui rend que la misère, le déshonneur et la démoralisation.

Ils sont donc les complices de ce régime de l'escroquerie légale, qui se déroule dans l'histoire du pays, et ils tremblent de dévoiler avec moi les tire-laine qui sont blottis dans les articles de notre Code.

Peut-être ont-ils poussé le scepticisme jusqu'à supposer qu'écrivant un livre patriotique rempli de dures vérités, au risque de m'aliéner des sympathies et de m'attirer des colères puissantes, — dont je m'inquiète peu du reste, — j'ai voulu recueillir quelque louange de mon style ou de mon érudition, — et même, qui sait ? arracher aussi quelque rançon à des financiers compromis !

La chose est tellement dans les mœurs ! Au quel cas, en partageant.....

Mais non. Je ne saurais, moi, pousser aussi loin l'outrage du scepticisme. J'aime mieux accuser l'indifférence et la paresse.

Enfin, mon cher éditeur, vous savez quelle lettre anonyme m'a été adressée.

On me traite de communard, on m'avertit charitablement que le gouvernement ferait œuvre pie en m'expédiant à Nouméa ; et, pour finir, on me menace de je ne sais quel châtiment si je publie le livre annoncé sur les finances impériales.

En vérité, vous et moi nous sommes de hardis coquins.

Et pendant qu'on nous enterre ainsi, il suffira que la fille Z. trompe son amant, ou que le sieur K. vole la caisse, que M^{me} A. donne une fête orientale, ou M^{me} B. un médianoche prussien, pour que tous nos gazetiers se mettent en campagne et soient sur les dents avec quatre colonnes de copie sur la conscience !

Et, après cela, vous voulez risquer une troisième édition !

Est-ce que l'Égypte en réforme aurait demandé l'ouvrage, après Berlin, Pétersbourg, Londres, Naples, Florence, Rome,.... est-ce la Calédonie ?

Enfin, si vous persistez dans votre idée, faites des affiches bien détaillées : le bon sens public jugera, peut-être, et mettez cette lettre en guise de préface.

Bien à vous,

AUGUSTE CHIRAC.

LA
HAUTE BANQUE
ET LES
RÉVOLUTIONS

LE POINT DE DÉPART

I

LES RÉVOLUTIONNAIRES.

Depuis 1789, les gens de finance ont mis à la mode une série de plaintes, toujours les mêmes, du reste, au sujet « de l'esprit révolutionnaire, des progrès de la révolution, de la perversité du peuple, de ses aspirations au pillage et au désordre ».

C'est pour répondre à ces plaintes que ce livre a été écrit.

C'est surtout pour démontrer, avec les preuves à la main, aux susdits gens de finance :

Que les révolutionnaires, les pervers, les pillards et les perturbateurs, *ce sont eux et eux seuls !*

Ceci a l'air d'un paradoxe.

Et cependant l'histoire, inexorable dans ses déductions, fait de ce paradoxe une vérité absolue.

Ce livre est donc une *histoire*.

Comme tel, il ne contient aucun fait qui ne soit matériellement exact.

Et j'ai cette conviction que la thèse dont il est le développement surprendra beaucoup moins MM. les financiers que vous-même, lecteur, qui êtes accoutumé depuis longtemps à voir en eux les *conservateurs* par excellence.

II

PRÉMISSES.

Un gouvernement n'est jamais autre chose qu'une collection d'hommes qui *sont faits* ou *se font* les gérants de la fortune publique.

Selon que ces gérants échappent à tout contrôle par leur toute-puissance, ou, au contraire, y sont strictement soumis par l'origine de leur mandat, la fortune publique circule pour se répandre et croître dans la masse par l'individu, ou, au contraire, circule pour s'accumuler et croître chez quelques individus contre la masse.

Sous l'ancienne autocratie, le vassal *redevait* au seigneur.

C'était le prestige qui donnait la force.

Sous la démocratie moderne, l'unité s'absorbe dans la dizaine et c'est la force qui donne le prestige.

Or, tout, force et prestige, se résume aujourd'hui dans un mot : l'accaparement systématique du signe représentatif de l'échange : *la monnaie*.

III

SIMPLE APERÇU.

Il y a cent-cinquante ans environ, le meilleur moyen d'extraire de la poche du citoyen, — du *sujet du roi*, comme on l'appelait alors, — le fruit de son labeur, — *l'épargne publique*, comme on dirait aujourd'hui, — c'était, purement et simplement, de le *requérir pour le service du roi*.

En échange, les dignités, les privilèges, les ordres, les titres nobiliaires, étaient offerts à quelques-uns des rançonnés et le *sujet* était content.

Cela aurait pu durer *toujours*, c'est-à-dire aussi longtemps qu'il y aurait en France des gens habiles à collectionner les écus pour les échanger ensuite contre un hochet royal, appuyé d'un bénéfice ou d'un privilège quelconque.

Le système financier de la France était alors d'une simplicité absolument naïve.

Un homme couronné rançonnait sa cour ; la cour rançonnait les fermiers généraux ; les fermiers généraux rançonnaient les receveurs des tailles et des gabelles ; et ceux-ci rançonnaient le menu peuple.

Ce système de vexations successives et purement arbitraires ne pouvait continuer à s'affirmer avec une pareille effronterie.

Ceux qui en étaient les agents sentirent, eux-mêmes, que le menu peuple, sur lequel, au bout du compte, pesait tout le fardeau, ne se résignerait pas indéfiniment à servir de mamelles aux parasites de la monarchie.

En un mot, il fallait arriver au même résultat, mais en changeant les moyens.

A la force il fallait substituer l'adresse, à l'effraction la fausse clef.

Le voleur de grands chemins allait s'élever à la dignité de pick-pocket.

Tel a été le progrès moderne :

En effet, la monarchie à l'agonie vit soudain se créer un système d'agiotage effréné ; ce système avait un côté séduisant, car il faisait miroiter, non plus seulement aux yeux de quelques-uns, mais aux yeux de tous, l'espoir d'accumuler en peu de temps de fortes sommes d'argent, et d'être admis, à leur tour,

à la curée des charges, étant désormais capables d'en acquérir.

C'est alors que la France vit surgir le fantastique Jean Law, que brillèrent les beaux jours de la rue Quincampoix et que se combina la gigantesque escroquerie de la compagnie des Indes.

Une banqueroute générale succéda à ce feu-follet.

Les ruines qu'on avait voulu réparer devinrent plus profondes, plus nombreuses que jamais, et cette catastrophe exaspéra les innombrables citoyens qui avaient, eux aussi, entrevu leur million, mais en rêve seulement.

Quelques-uns, néanmoins, restèrent debout sur les débris de tous ; car il y eut à cette époque des fortunes scandaleuses, comme des ruines inouïes.

Les théories financières du commencement du règne de Louis XV furent plus intimement liées qu'on ne pourrait le croire au cri de libération que poussèrent les provinces en 1789.

Plus de privilèges ! mort aux aristocrates ! s'écriait-on.

Et, pour corollaire : l'exécution du roi, celle des nobles et des hauts financiers ; et enfin la sanglante époque qui aboutit à cette autre époque, aussi sanglante, mais traversée d'un peu de gloire, appelée d'abord la République, puis le premier Empire !

Si 89 avait poussé la théorie de l'égalité à ses ex-

trêmes limites, le retour d'un système monarchique, bien qu'affectant une origine plébéienne, provoquait la réaction d'une autocratie.

Cette réaction eut lieu.

Mais comme la monarchie, elle dut adopter la forme plébéienne.

L'Empire éveillait, en effet, la cupidité des traitants, qui, cette fois, s'organisèrent avec énergie et cherchèrent même à s'allier à l'ancienne noblesse ; ils y réussirent, puisqu'on vit un Rochemore, dernier héritier de Richelieu, épouser M^{lle} Ouvrard.

Or ceci fut l'œuvre de la Restauration.

Mais, en attendant cette fusion, l'aristocratie financière de l'Empire, bourgeoise de mœurs et d'origine, affamée de grandeur, car elle était bouffie d'orgueil obéissant aveuglément à son avidité, cause de sa fortune, ne pouvait tarder à s'apercevoir que le maître l'était trop, et à constater que, pour être soumise aux passions d'un pouvoir absolu, il valait mieux celui dont les éclaboussures étaient brillantes au lieu d'être simplement brutales.

Donc, on commença à se demander si, avec de l'argent, on ne pourrait pas acheter une partie de ce prestige qui est l'apanage convenu des vieilles races royales et l'on conspira pour les Bourbons.

Un premier fait se dégage nettement de cette tendance.

C'est que jusqu'à ce moment l'or était moins recherché pour lui-même que pour l'élévation qu'il pouvait procurer.

Depuis, le confortable de la vie a remplacé le confortable du nom.

Même après 89 et après l'Empire, les théories républicaines étaient peu ou mal comprises.

Le *moi aussi* était le dernier mot du rêve de la domination.

Quant à la solidarité des intérêts, au bien-être social, à l'aisance de chacun par tous et de tous par chacun, il n'y fallait pas songer.

Malgré le *Contrat social* du trop nuageux Rousseau et l'*Homme aux quarante écus* du trop anecdotique Voltaire, on ne soupçonnait pas encore la forme pratique que pouvaient revêtir ces belles théories qui avortèrent misérablement en 1851, aussi bien par les extravagances des uns que par l'ambition criminelle des autres.

La révolution de 89 avait préparé elle-même l'instrument destiné à détruire ses tendances réparatrices et progressistes :

Elle avait créé le grand-livre de la dette publique.

On peut affirmer que, par cette création, elle avait organisé, pour ainsi dire, dès ce moment, le mode futur d'après lequel on gèrerait les finances de l'État.

Aussi, est-ce dans ce même grand-livre que nous

trouverons l'histoire irrécusable des spoliations de toutes les monarchies qui se sont succédé.

A ce point de vue, Cambon fit une œuvre utile, mais il était loin de se douter que son seul résultat serait de préparer aux peuples à venir la possibilité de prouver par écrit les abus dont, jusque-là, ils n'avaient pu évaluer ni l'importance ni l'étendue.

Et lorsqu'il expliquait dans son rapport « comment la nation aurait sans cesse, dans sa main, le *taux du Crédit public* », il était loin de soupçonner qu'il créait dans cette même nation une autre aristocratie dangereuse, basée sur ce crédit lui-même, et qui en abuserait outrageusement.

C'est l'histoire de ces abus que nous allons écrire.

Et comme, après cent ans à peine, nous retrouvons les fermiers généraux sous le nom moderne de banquiers politiques, c'est contre eux et leurs innombrables janissaires que nous poussons aujourd'hui le cri de 89.

Que l'exemple du passé leur serve.

Nous ne voulons pas d'hécatombes, car il est encore temps d'arrêter le mal pacifiquement, par la probité, par la logique.

Nous ne voulons pas encore ni l'attentat à la propriété, ni la liquidation sociale, ni la persécution religieuse, mais nous voulons la suppression énergique des abus et la réglementation équitable du fonction-

nement de ces pompes aspirantes de l'épargne publique qu'on nomme :

Les maisons de Banque.

Elles se sont toujours emparées du pouvoir pour épuiser la nation.

L'aristocratie féodale, qui faisait et défaisait les rois, est remplacée par l'aristocratie financière, qui fait et défait les gouvernements.

Toutes les évolutions rétrogrades, toutes les révolutions sanglantes, depuis 89, ont été leur œuvre :

La Restauration de 1814 ;

Les Cent jours ;

La Restauration de 1815 ;

La Monarchie de 1830 ;

La République de 1848 ;

Le Coup d'État de 1851.

Tout est leur œuvre, et leur œuvre exclusive.

Et si, allant plus loin, arrivant à des dates plus actuelles, nous voulons, au risque de soulever, d'un mot, les passions plus fougueuses, continuer notre exposé, nous prouverons que :

1870, 1871, 1872, et même 1874, sont encore dominés par la haute banque politique (1).

Eh bien ! il est fou de laisser les destinées d'un

(1) J'écrivais ceci en 1876. Depuis, le mal a empiré ; je l'ai démontré dans LES ROIS DE LA RÉPUBLIQUE (*Histoire des juiveries*) et l'*Histoire de l'agiotage*.

(Note de l'auteur.)

pays entre les mains des hommes d'argent, accapareurs de fortunes.

Il est des économistes avisés qui s'efforcent, je le sais, de démontrer que la prospérité de ces accumulateurs est liée à celle de tous.

Il n'en est rien et, en attendant d'autres démonstrations, qui suivront du reste :

Dites-moi, contribuables français, à quelle époque de la période ouverte par le premier Empire vous avez vu annuler un seul des impôts créés pour des causes déterminées.

Jamais !

L'impôt créé, c'est fini, il l'est à perpétuité ; on ne le supprime pas, on le transforme en l'accroissant.

Ceci est en grande partie l'œuvre du système odieux des emprunts.

Or, souvenez-vous que lorsque vous souscrivez un emprunt, vous promettez de donner deux fois l'argent que vous croyez ne donner qu'une seule.

En effet vous le donnez une fois en souscrivant, ensuite une seconde fois en payant l'impôt avec lequel on promet de vous rembourser.

Or, dans ce va-et-vient de l'argent, il y a toujours des intermédiaires qui accumulent des bénéfices à votre préjudice et à celui de l'État, de telle sorte qu'à un moment donné, c'est à ces intermédiaires que vous payez perpétuellement l'intérêt usuraire

inscrit à votre grand-livre sous les chiffres fallacieux de 5, 4 $\frac{1}{2}$, 4 et 5 pour cent.

C'est ainsi que vos pères de 1814 n'avaient, dette consolidée, que 63 millions de charges annuelles, et c'est ainsi que avons, en 1876 : 748 millions à payer perpétuellement.

On vous dira, je le sais, que l'amortissement et diverses annulations ont eu lieu entre les deux dates que je viens de citer, et que, de ce fait, le grand-livre a été soulagé de 585 millions.

J'en tiens compte, car, dans ce cas, notre dette publique s'élèverait non plus à 748 millions, mais à 1 milliard 550 millions.

Et ces annulations, à quoi ont-elles servi ?

Ont-elles arrêté la croissance de la dette ?

Vous voyez bien que non.

On vous dira encore que les puissances financières servent à faire de grandes choses, à délivrer les territoires et à soulager les misères.

C'est justement ce que nous voulons examiner. Et nous ferons cet examen dans un esprit de conciliation et de réforme équitable, et non pas avec un parti-pris de guerre contre les financiers.

Car nous ne poursuivons qu'un but : l'amélioration de la chose publique, par conséquent la prospérité de la République, par conséquent encore la prospérité de tous.

IV

LE COMMERCE DES ÉCUS.

Avant d'entreprendre l'examen que nous venons d'annoncer, il est nécessaire d'expliquer notre opinion sur le rôle rationnel de la banque libre.

Les marchandises amoncelées chez le commerçant en écus, le capital du banquier, par conséquent, ne doit pas, selon nous, représenter autre chose que *du travail provisoirement converti en stock sous la forme du signe conventionnel des échanges entre les services rendus* : LA MONNAIE.

Or, industriellement et commercialement, les maisons de banque facilitent cet échange et alimentent le travail.

Mais, au point de vue purement financier, politique et économique, c'est-à-dire au point de vue

de leur rôle comme intermédiaires entre la masse des contribuables qui composent l'État et chacun de ces contribuables pris isolément, il ne devrait exister aucune spéculation, cette spéculation n'ayant d'autre effet que d'appauvrir l'individu dans son unité multipliée, c'est-à-dire dans sa masse, au bénéfice du seul intermédiaire, devenu par là un accapareur.

Industriellement et commercialement, la libre concurrence est favorable à l'escompte, parce qu'il n'y a pas de marché public, et parce qu'il y a un régulateur : la *Banque de France*.

Mais politiquement il n'en est pas ainsi, et l'absorption des grosses opérations de crédit public par la *haute banque* est ruineuse pour le contribuable.

A cela, il y a trois motifs :

La concurrence est trop restreinte, et par conséquent nulle dans ses effets.

Il y a un marché public dont le public est l'esclave, et dont le sol est machiné comme une scène de théâtre.

Et il n'y a pas de régulateur comme, pour l'escompte, est la *Banque de France*.

Développer ces trois points principaux de notre doctrine sortirait du cadre de ce volume, et nous y consacrerons un ouvrage particulier (1).

(1) Cet ouvrage particulier a paru sous le titre de : LA PROCHAINE RÉVOLUTION (*Code socialiste*).

Pour le moment, nous n'en tirerons que la proposition suivante, qui se trouvera démontrée par les faits dans le cours de notre étude, à savoir qu'il est absolument faux d'affirmer que ce que la haute banque absorbe sous une forme, elle le rend sous une autre.

C'est là, en effet, un pur sophisme, car, avec la théorie et malheureusement la pratique, des gros intérêts et des grosses commissions, — *rétributions de l'oisiveté et de l'inutilité économique*, — qui composent le fonds unique du grand jeu de la banque, elle arrive à exporter le numéraire en échange de papier qu'elle répand ensuite dans la nation.

Or, quand, à un moment donné, ce papier ne vaut plus que zéro, ce qui arrive presque toujours, qui a perdu ?

La nation, et la nation seule !

Il serait trop facile de mettre un nom sous cet exemple.

Et l'on nous parle du progrès !

Il n'y a aujourd'hui de progrès en finance, en comparaison des procédés employés par les fermiers généraux, que dans la manière d'escamoter l'épargne publique.

Au pillage a succédé l'abus de confiance ; là où le fermier général ne promettait aucune compensation en échange de ce qu'il prenait au nom de son bail de

fermage, le banquier moderne promet des bénéfices et de gros dividendes, sous le couvert du crédit de l'État.

Il n'y a qu'un mensonge de plus.

En effet, et l'on ne paraît pas s'en douter, lorsqu'un État concède un emprunt à une maison de banque, — et c'est toujours ainsi, même dans le cas de souscription directe du public, — il fait exactement la même opération privilégiée que Louis XIV pratiquait envers ses fermiers généraux.

C'est-à-dire que l'État donne à cette maison de banque le droit d'abriter sous son crédit ses opérations particulières, en faisant appel, selon des conditions déterminées, à l'épargne de tous.

Ce droit est accompagné d'un monopole de fait qui consiste dans la puissance de créer la rareté ou l'abondance du titre, par suite sa cherté ou son bas prix, c'est-à-dire encore la hausse et la baisse à volonté.

De sorte que les banquiers, ordinairement dépositaires transitoires d'une grande quantité de fonds appartenant à divers, peuvent absorber temporairement l'emprunt, en le souscrivant soit directement, soit indirectement, et, outre le bénéfice de la concession, ils ont celui, tout arbitraire, de la vente à prime sur le marché, après la clôture de la souscription publique, généralement fictive.

Or, le contribuable (car nous raisonnons ici dans l'hypothèse d'un emprunt national) a acquis à un prix arbitraire la jouissance d'un revenu fixe, et, dans le fonctionnement de l'amortissement, il ne retrouvera que le pair.

La prime et la commission sont restées entre les mains du banquier, d'où perte sèche pour le contribuable; bien plus, sous forme d'impôt, il paiera de nouveau cette prime et cette commission.

Cette taxation arbitraire d'une valeur basant nominale un revenu ne correspond-elle pas avec une rare précision à la taxation arbitraire des tailles et des gabelles?

La forme seule a varié; le fond reste identique, et c'est ce dont nous nous plaignons, et c'est ce qui, au bout d'une certaine période, engendrera les mêmes ruines et, par suite, les mêmes révoltes que celles qui ont cru mettre fin au système financier du siècle précédent.

V

LA CORRUPTION ANGLAISE

C'est à l'Angleterre que nous devons la création de la puissance financière en France.

Cette nation, avec sa politique égoïste et mercantile, n'exerce l'esprit de conquête qu'au moyen du trafic des territoires.

Ne pouvant s'étendre en Europe et ayant été forcée d'abandonner définitivement le pied-à-terre qu'elle avait longtemps convoité, dans le nord de la France, elle s'est réfugiée dans un rôle taciturne, ténébreux et surtout financier.

Elle a toujours adopté nos souverains dans la détresse ; elle les a nourris, élevés et corrompus au contact de son système financier.

Et, en définitive, c'est toujours de chez elle que nous sont revenus les prétendants au trône, comme aussi c'est presque toujours à la faveur de son crédit que ceux-ci ont pu faire les frais de leur joyeux avènement.

Qu'on me cite un seul prétendant couronné, — Napoléon I^{er} excepté, lequel n'en revint plus, quand il y alla, — dont le point de départ n'ait pas été situé sur les bords de la Tamise, ou qui se soit affranchi de l'influence britannique.

Louis XVIII par trois fois.

Louis-Philippe une fois.

Louis-Napoléon, se désignant troisième, et par trois fois aussi revenant de Londres.

Et maintenant où portent leurs regards ceux qui rêvent une monarchie nouvelle ?

Vers l'Angleterre, toujours ! Car il y a là le quatrième Napoléon, et il attend son heure (1).

Nous ne parlerons pas des exilés des divers régimes, encore moins des déshérités de l'ambition ou des criminels envers la chose publique.

Mais nous pensons que les vrais martyrs d'une opinion ne doivent pas aller en Angleterre chercher une consolation ou un remède à leurs déceptions.

Aussi devons-nous signaler, dans une honorable

(1) Est-il besoin de rappeler que ceci était écrit en 1876 ?

exception, ce personnage respectable dans la loyauté même de son entêtement, et qui, ne voulant pas rentrer en France comme simple citoyen, — n'étant et ne pouvant être autre chose, — a choisi Froshdorff pour y loger sa prétendue royauté (1).

La nation anglaise a toujours été fort précoce.

Avant la France, elle avait eu son Louis XVI, et avant elle aussi son Robespierre.

Seulement, son Robespierre fut financier et s'appela Cromwell.

Et notre Cromwell paya de sa tête sa folie de n'être que Robespierre.

Aussi la plaie financière s'est-elle développée, surtout en Angleterre, au point d'en devenir contagieuse.

Et, si elle n'a pas encore subi complètement l'action purulente de cette force destructrice, c'est parce que, limitée dans son influence et dans son activité militaire, ayant eu, par conséquent, moins souvent que nous à réparer les désastres de la guerre, — désastres égaux, d'ailleurs, quel que soit le sort des armes, — elle s'est spécialisée dans son rôle de pieuvre des finances de tous les États ses voisins.

(1) En 1873, Bourbon-Chambord n'avait qu'à vouloir pour régner. Ses scrupules lui ont attiré tous les sarcasmes de sa clientèle, qui, plus tard, voulut le suppléer en créant l'*Union générale*. Il faut le dégager de cette promiscuité, et rendre justice au dernier rejeton de la race dégénérée des Bourbons, parce que seul il a persisté à mettre d'accord ses actes avec ses idées.

Que le mal lui soit arrivé de Venise ou soit né sur son sol, nous n'avons pas à l'examiner ; mais ce qui est certain, c'est qu'elle nous le communiqua la première sous la forme de l'Écossais Law, lequel ouvrit l'horizon aux traitants nés sous Louis XIV.

Cet élève et cet adepte de William Paterson, l'inventeur des banques de circulation, nous dota aussi d'une compagnie des Indes et d'une foule d'autres compagnies fantastiques, toujours à l'instar de l'Angleterre.

Plus tard le cabinet de M. Pitt favorisa les idées de 1789 et aida considérablement à la chute des Bourbons, quitte à prendre ensuite une politique opposée, toujours dans l'espérance de bénéficier des changements.

La trésorerie anglaise avait aussi la théorie des subsides.

L'Angleterre subventionna pendant un certain temps les trois quarts de l'Europe.

L'Empire de Napoléon I^{er}, qu'elle n'avait pas prévu, la déranga un moment dans ses opérations usuraires ; mais elle le fit durement sentir à la Restauration, et fut assez persévérante et assez habile, à la fois, pour pousser sa revanche jusque sur le second Empire de 1852.

Déjà, sous Louis-Philippe, elle avait inventé la question d'Orient, encore palpitante, du reste, et la

question égyptienne, plus que jamais actuelle depuis l'acquisition du canal de Suez.

Néanmoins eile afficha toujours l'horreur des armements de guerre, se jugeant assez armée du stylet commercial et économique, dont elle aiguisa la pointe avec le libre échange, après en avoir empoisonné la lame avec le crédit (1).

Or ce dernier suffisait pour tuer la France. Depuis Law, il y était lancé, et il devait dévorer successivement bien des royautés en attendant qu'il eût mangé la nation entière en devenant cosmopolite comme son propagateur.

Or, nous marchons si bien vers ce beau résultat qu'après quatre-vingt-sept années nous nous retrouvons en présence d'abus financiers beaucoup plus menaçants que ceux contre lesquels les hommes de 89 avaient eu à lutter si énergiquement.

(1) Voyez aussi, dans le tome I des *Rois de la République*, le chapitre intitulé : *L'exemple de l'Angleterre*. Tout ce qui concerne Suez et l'Orient est traité dans les BRIGANDAGES HISTORIQUES, L'AGIOTAGE sous la troisième République.

LA MARCHE ASCENDANTE

I

LA PREMIÈRE RESTAURATION.

Ceux qui nieraient l'immixtion toute-puissante de la haute banque de 1814 dans le premier succès de la restauration des Bourbons n'ont qu'à se souvenir :

Que c'est seulement à une série de trahisons que Napoléon I^{er} a dû toutes ses défaites ;

Et que ces trahisons furent commises surtout par les repus, que son omnipotence avait comblés de faveurs et de gloire.

Mais, pour entrer brutalement dans les faits, qu'on

examine d'un œil froid ce qui se serait passé à Paris si, au 31 mars 1814, Marmont, duc de Raguse, et Mortier, duc de Trévise, avaient épuisé leurs moyens de défense au lieu de capituler.

Cet examen nous conduira nécessairement à découvrir l'élément financier de cette étonnante capitulation.

Le gigantesque empire de Napoléon manquait de pondération.

La cohésion ne pouvait exister qu'à l'aide de la menace permanente de ces grands coups que savait frapper le guerrier légendaire.

Les intérêts divers créés par l'Empire cherchaient à s'affranchir de la tutelle du héros.

Et parmi ces intérêts, les plus puissants, ceux qui résumaient tous les autres, étaient précisément représentés par les grands financiers, les grands capitalistes, ceux-là, surtout, qui, comme Laffitte, avaient conservé, même en dépit du blocus, la faculté de correspondre, *pour leurs affaires*, avec l'Angleterre.

Or, depuis la création d'un marché des fonds publics, tout changement est loin de répugner aux financiers, — au contraire.

Placés merveilleusement pour être les premiers informés, comme banquiers, fournisseurs de l'État, ils ne rêvent, comme ils l'ont fait :

En 1870, pendant et avant le siège ;

En 1855, époque du tartare de Sébastopol ;
Pendant les guerres de l'empire, à l'aide des nouvelles constantes de la mort de Napoléon ;
Et enfin, au moment de Waterloo ;
Qu'à réaliser des coups de bourse ;
C'est-à-dire à dévaliser le public confiant.
Quoi qu'il en soit, en 1814, vingt années de guerre avaient épuisé la France en hommes et en argent.

Les pompes aspirantes de l'épargne avaient fonctionné sous toutes les formes imaginables, de sorte que les pompiers eux-mêmes, je veux dire les financiers, commençaient à s'apercevoir que le *manche de la pompe* s'usait visiblement.

Le manche, le levier, comme on voudra l'appeler, c'est le chef politique, prétexte ou étiquette derrière lesquels on se cache pour faire fonctionner l'appareil pneumatique.

Donc il fallait changer de levier ou tout au moins l'isoler un moment ; car l'heure allait peut-être arriver où ce levier deviendrait rétif et même capable, dans un mouvement saccadé, de heurter au front ceux qui le manœuvraient.

Ce qui signifie que les banquiers redoutaient, dans la pénurie générale du pays, une contribution qui pourrait diminuer leurs bénéfices en ne pesant que sur eux.

Napoléon, premier consul, avait essayé dans une certaine mesure cette *réciprocité*, et l'on s'en souvenait.

Or, restituer ? Jamais !

En conséquence, les vieux compagnons d'armes du héros commencèrent à avoir la goutte, la cour était souffrante ; les corps de l'État, enfiévrés par la peur, hésitaient à s'aliter.

Le prestige impérial faiblissait.

Le Sénat venait de jurer de mourir entre les tombeaux de ses ancêtres et les berceaux de ses enfants, ce qui, au fond, n'aurait pas servi à grand'chose ; mais le Corps législatif, plein de ventrus, *esclave* pendant treize années de victoires et de gains, devenait tout à coup *homme libre* !

Ce tas de créanciers redoutait la faillite.

Napoléon vint et le brisa.

Il était trop tard.

Ce qui, une année plus tôt, eût été une habileté — non un droit — devenait à ce moment une faute plus grave : car le populaire est formaliste et ne comprend que tardivement ce qu'il y a d'inconciliable entre un pouvoir absolu et une chambre élective.

Cette dissolution entraîna bien des défections ; celle de l'Autriche, la trahison de Bernadotte, celle de Moreau, puis la défection de la Bavière, suivie de

Leipzig, qui fut le premier revers sérieux du grand capitaine. Et cependant il était encore vainqueur.

Mais, malgré sa victoire de Hanau, les alliés débordaient.

La Hollande venait de se jeter dans les bras de la maison d'Orange ; Dantzik, Utrecht, avaient capitulé ; enfin, Murat, Français et beau-frère de l'empereur, passait à l'ennemi.

Un million d'étrangers entouraient la France et commençaient à franchir ses frontières.

L'empereur accomplissait des prodiges.

Vainqueur le 27 janvier à Saint-Dizier, vainqueur le 29 à Brienne, vainqueur le 18 février à Nangis, vainqueur, enfin, dans tous les combats, le 29 mars il remportait encore la victoire d'Arcis-sur-Aube, et le 26 de nouveau à Saint-Dizier.

A partir de ce moment il put se diriger à marche forcée sur Paris.

Mais les grandes armées russe et prussienne étaient en route du côté opposé, et se présentèrent le 30 mars sous les murs de la capitale.

Ce même jour Napoléon était à deux heures de l'ennemi.

Deux heures de résistance et un coup de main pouvaient tout changer.

On était loin d'avoir épuisé les moyens de défense, et pourtant Marmont et Mortier capitulèrent.

L'impératrice était partie, Joseph Bonaparte manquait d'énergie.

Il faut vraiment regarder attentivement les dates pour constater qu'on n'est qu'en 1814.

Enfin, on capitula.

D'ailleurs, pourquoi se défendre ?

Pourquoi fournir à l'ennemi l'occasion de pratiquer le pillage ?

Qui en aurait souffert ?

Est-ce le peuple ? Il était ruiné !

Mais il y avait à Paris :

M. Perregaux, un suisse devenu *sénateur*, beau-père de Marmont, et associé au révolutionnaire Laffitte.

Il y avait ce même Laffitte, qui s'appelait Jacques et en maigrissait.

Il y avait M. Greffulhe, MM. Mallet frères, Tourton, Delessert, Odier, Hottinguer, Florentin Seillère (drapier, puis baron) ; il y avait encore M. Collot, M. Doumergue, le grand Hinguerlot et l'ingénieur Séguin, et enfin le fameux Ouvrard.

Tous ces messieurs étaient immensément riches, possesseurs d'hôtels splendides (tous les hôtels des fermiers généraux avaient été achetés par eux ou leurs amis), plusieurs d'entre eux possédaient à Sceaux des maisons de plaisance, les châteaux du Raincy, de Gros-Bois, de Bagatelle, et bien d'autres encore.

Et enfin, nous l'avons dit, on conspirait depuis longtemps pour celui qui faisait des ducs, des comtes et des vicomtes *fleurdelysés* !

Donc il ne fallait pas se défendre ; il fallait, néanmoins, arrêter l'ennemi ; il fallait enfin, et surtout, un nouveau prétexte politique, un nouveau *manche* à la pompe aspirante plus haut décrite.

Or, il y avait un arriéré de 507 millions dus par l'Empire à la plupart des Messieurs nommés ci-contre ; et comme ils désespéraient de retrouver ces 507 millions dans Napoléon, ils les imposaient au comte d'Artois, moyennant quoi ils lui ouvriraient les portes de Paris.

De son côté, le comte d'Artois arrivait appuyé d'un cortège d'anciennes soutanes assez proprement affublées du justaucorps financier, lesquelles maniaient, avec une verve toute gauloise, le rateau du joueur.

Et, en effet, il y avait là Talleyrand, ce spéculateur émérite, qui avait vingt fois fait et défait sa fortune dans les jeux de bourse de l'univers entier.

Cet ami de l'abbé d'Espagnac était fort digne de s'entendre avec un autre abbé, grand acquéreur de biens nationaux et qui fut qualifié baron Louis ; celui-ci devenait Ministre des finances.

Il avait fonctionné sous l'empire et, par conséquent, se trouvait être un lien direct avec les autres menus

capitalistes non admis dans la grande conspiration bourbonnienne.

Ceux-ci, en effet, n'étant enrichis, pour la plupart, que parce qu'ils avaient acquis les biens nationaux, auraient jugé leur situation médiocrement rassurante avec la perspective du retour des anciens rois.

Mais tout avait été bien préparé, et la finance tout entière pouvait saluer avec enthousiasme et sans arrière-pensée cette belle restauration.

En effet, Jacques Laffitte arbora la cocarde blanche avant tout le monde, et prêta son hôtel aux diverses négociations, notamment à l'adhésion du gendre de Perregaux, son associé (le général Marmont, duc de Raguse), au gouvernement provisoire institué au moment de la capitulation du 31 mars.

Le premier acte de l'abbé baron Louis fut de se procurer une centaine de millions.

Il les trouva facilement chez des banquiers, et justement au moyen de reconnaissances de liquidation qui figurèrent sous le nom de bons royaux, à 8 p. 100, et remboursables dans un délai de trois années, mais toujours convertibles en 5 p. 100 consolidés.

L'arriéré, tout était là !

Désormais, certains de le recouvrer, les banquiers, fidèles à leur système d'agiotage, prêtèrent de nou-

veau à gros intérêts leur capital reconnu, pouvant le doubler ensuite par la négociation sur le marché des fonds publics.

En mars 1814, la rente avait fait 45 fr. ; en avril, elle était à 66 fr., et, ce qui dénote bien le jeu effréné, elle cote le même mois, sans cause politique apparente, 49 fr. 50.

En mai, elle fit, cours extrêmes, 63 fr. et 56 fr. 50, pour arriver assez rapidement, en août, à 80 fr., cours le plus élevé de la période de 1814 qui suivit la capitulation de Paris.

Voici, du reste, un tableau qui indiquera le jeu du marché après la Restauration, par comparaison avec les dernières années de l'Empire.

	Plus haut.	Plus bas.	Cours moyens annuels.
Empire.	1810.... 84,50 (mars).....	78,40 (janv.)	81,86
	1811.... 83,40 (novembre)...	77,70 (mai)	80,84
	1812.... 83,60 (février).....	76,50 (déc.)	81,18
	1813.... 80,20 (janvier).....	47,50 (déc.)	70,08
Empire.	1814 (janv.-mars) 57,50 (févr.)	45,00 (mars)	59,25
Restauration. 1814	(avril-déc.) 80,00 (août)	49,50 (mars)	
Restauration. 1815	(janv.-mars) 81,65 (mars)	65,50 (mars)	63,45
Cent-Jours... 1815	(avril-juin) 69,00 (avril)	53,00 (juin)	
Restauration. 1815	(juill.-déc.) 69,75 (juill.)	52,30 (déc.)	

Qu'on ne dise pas que les dernières années de l'Empire ont été moins fécondes en événements que les courtes périodes de la Restauration.

Les guerres étaient incessantes, les nouvelles,

vraies ou fausses, nombreuses ; et, à tout propos, on annonçait la mort de l'empereur.

Seulement il n'y avait pas encore de prétendants possibles ; par conséquent, aucune alternative raisonnable entre la cocarde blanche et la cocarde tricolore.

Par conséquent, les avidités ou les revanches sans horizon étaient sans audaces.

Les fluctuations du marché une fois constatées, dira-t-on qu'elles provenaient de la confiance ou de méfiance publique !...

Qui osera soutenir que le public porteur de rentes ou de titres divers fût assez vite instruit des secrets politiques pour acheter ou revendre avec une telle précision, selon les pronostics ?

Le télégraphe électrique, faut-il le rappeler, n'existait pas, même en projet, et pour surprendre un télégramme, il fallait, comme Monte-Cristo, empêcher les loirs de manger les pêches du préposé à la tour de Montlhéry...

Dans cette situation, la Banque seule disposait du marché.

Une coterie de fermiers généraux déguisés en banquiers fournisseurs accomplissait les mouvements à sa volonté et trouvait trop facilement sa contre-partie dans une masse de petits agioteurs, mis en goût par quelque heureuse acquisition, ou encore parmi les

effarés de la deuxième heure qui, ne déduisant les nouvelles que des évolutions du marché, étaient détroussés en un tour de main.

C'est vainement et bien perfidement qu'on cherche toujours à démontrer que la bourse est le réflecteur sincère de l'opinion publique.

Elle en est, au contraire, le mirage le plus trompeur.

Elle montre des horizons de verdure là où ne sont que des gouffres arides.

Si on l'appelle thermomètre ou encore baromètre, soyez sûr qu'un tube habilement dissimulé correspond avec un réservoir où l'on fait à volonté le froid ou le chaud, le vide ou la pression.

Si on l'appelle boussole, soyez certain que, sous le parquet, est une barre d'acier qui, toujours à volonté, dirige les déclinaisons de l'aiguille aimantée.

Au 1^{er} avril 1814, le jeu sur les rentes était d'autant plus facile aux princes de la finance que les titres négociés étaient moins nombreux.

A cette date, en effet, la dette consolidée ne s'élevait encore qu'à 63,507,637 francs de rente à 5 p. 100, dont 174,195 francs seulement représentaient l'ancienne dette constituée.

Donc, quand le 5 p. 100 tomba au-dessous de 50 francs, il suffisait, sur le marché au comptant, de 633,076,370 francs pour accaparer la totalité des rentes inscrites sur le grand-livre.

Or, les banquiers créanciers de l'arriéré impérial réclamaient à eux seuls 507 millions, soit la moitié au taux ci-dessus du capital inscrit.

Une fois les fournitures payées, les rentes, négociées antérieurement et jetées dans la circulation en procurant déjà aux concessionnaires des bénéfices considérables, pouvaient donc facilement revenir entre leurs mains avec un nouveau bénéfice.

Ceci était bien calculé, même par les ministres d'alors, et cependant ils ne modifièrent en rien leur façon d'agir en se servant des banquiers.

Il leur fallait la bourse, car la bourse est le grand instrument des bénéfices inavoués et inavouables.

Aucun ministre, à coup sûr, n'oserait donner ostensiblement à une maison de banque la commission énorme qu'il autorise implicitement cette même maison à soustraire de la poche publique.

Grâce à ce fonctionnement déjà fort développé en 1814, l'abbé baron Louis put trouver facilement les cent premiers millions qui lui étaient nécessaires chez MM. Laffitte, Mallet, Tourton, Delessert et Odier.

Ce premier succès l'encouragea, et, au moment de dresser le budget, il eut encore recours au même procédé.

Cet homme audacieux alla jusqu'à présenter un budget non seulement en équilibre, mais, encore, accusant un excédent de 70 millions, même en enre-

gistrant 35 millions pour la liste civile et 10 millions pour frais de négociation.

Naturellement cet excédent était consacré à la liquidation de l'arriéré, d'où conciliation immédiate de tous les créanciers, satisfaction publique des autres naïfs qui se disaient :

« On ne paye ces arriérés que parce qu'il y a un excédent ! » Quel beau pays que la France !

L'abbé-baron Louis fit plus encore !

Les acquéreurs de Biens nationaux tremblaient, malgré les assurances verbales des auteurs de la Restauration, et demandaient des gages positifs.

Une loi les leur donna.

Ils furent confirmés solennellement dans leurs possessions ; puis aussitôt, par une étrange contradiction, qui n'est explicable que *financièrement*, les biens confisqués, mais non encore acquis par des tiers, devaient être restitués à leurs propriétaires originaires. D'où, à la fois, légitimation et réprobation des actes de la Révolution.

Enfin, pour couronner l'œuvre, l'immense abbé avait aussi obtenu des Chambres le paiement des dettes contractées par le roi et la famille royale, pendant leur exil ; en capital 50 millions ; en rente perpétuelle, portée au grand-livre : 1,499,354 fr., jouissance 1^{er} janvier 1816.

La curée était complète.

II

LES CENT-JOURS.

Jusque-là tout était bien pour la haute banque.

Elle avait encore fonctionné avec un succès fort appréciable.

Mais à cause ou en dépit des bourgeoiseries de M. Louis, deux éléments antipathiques gravitaient autour du trône de l'autre Louis, maître du précédent.

La manœuvre de la *pompe aspirante* était très disputée.

Les luttes et les compétitions étaient ardentes, surtout entre les financiers de races et les financiers d'espèces ; car si la haute banque formait l'état-major de la garde nationale, les hauts marquis formaient celui de la maison du roi.

Les banquiers avaient été faits comtes ou barons, mais les marquis étaient pairs.

Enfin, les armes des financiers étaient des gueules au chariot d'or ou au chevron d'argent, mais celles des marquis étaient d'azur, au chef de lis, avec merlettes ou croissants, ce qui était bien plus sérieux.

Donc il fallait donner une leçon au pouvoir et lui prouver que l'argent était tout et la noblesse rien.

Maître Jacques Laffite commença à bouder : bien qu'adulé, visité, consulté journellement par les deux abbés, Talleyrand et Louis, par le duc d'Arlberg et bien d'autres, quoique gouverneur de la *Banque de France*, Jacques Laffitte n'était pas satisfait et il avait dit à ses satellites ou à ses collègues du même rang : Ça ne va pas !

Voici pourquoi :

L'industrie et le commerce, qui avaient fini par s'accommoder de l'état de guerre permanent sous l'Empire, soit en s'organisant pour les fournitures, soit en suppléant au blocus par des transports par terre et par canaux, soit en remplaçant les objets d'importation étrangère par la chimie ; l'industrie et ses chefs, MM. Audry-Puyraveau, Bethfort, Human, Delorme, Salleron, Balguerie, Gévaudan, et aussi les financiers spéciaux tels que : Collot, Seguin, Ouvrard et Doumergue, froissés dans leur amour-propre, très

liés aux intérêts de Laffitte, se déclaraient relativement oisifs.

Les opérations financières de l'abbé Louis avaient un moment occupé leur estomac ; mais ils n'en avaient fait qu'une bouchée, et puis on ne peut pas toujours faire des opérations d'un seul côté, même quand on est ministre des finances royales.

Le roi, pour sa part, témoignait le désir de s'occuper de ses fidèles ruinés par la République.

On conçoit que le camp des financiers tournât avec une certaine inquiétude ses regards vers l'horizon et commençât à se demander :

Où allons-nous ?

On se remit à conspirer.

De son côté, le populaire, qui se voyait en plein retour d'une époque maudite, que des noms retentissants lui rappelaient sans cesse, était merveilleusement préparé à faire le jeu des financiers.

On continua à conspirer.

Enfin Napoléon débarqua au golfe Juan.

La nouvelle fut longtemps secrète et l'on peut penser ce que la Bourse fit en attendant l'explosion.

M. Laffitte savait parfaitement à quoi s'en tenir... et pour cause !

Nous n'avons pas à retracer ici la marche triomphale du fantastique empereur.

Avant les gens de finances, les soldats et le peuple, qui, s'ils n'avaient pas eu leur part en argent, avaient eu au moins leur part en gloire, témoignèrent le plus noble désintéressement.

L'entrée à Paris fut un éblouissement.

Mais la haute banque européenne, assemblée au Congrès de Vienne, veillait. Le coup était inattendu, la haute banque étrangère n'y avait pas trempé.

D'où effarement, baisse des fonds publics, hausse du change, colère de l'Angleterre et de tous les alliés.

Tout cela n'étonna pas la banque française, elle s'y attendait.

La guerre était déclarée.

Le patriotisme populaire, qui n'avait rien compris au tour de passe-passe de la capitulation de mars 1814, se réveilla plein d'ardeur.

Les dons patriotiques affluèrent.

MM. Delorme et Gévaudan versèrent de fortes sommes d'argent.

Jacques Laffitte, avec le même enthousiasme qui lui avait fait arborer la cocarde blanche, mettait immédiatement à la disposition de l'empereur plusieurs millions, contre dépôts de rentes, prises à la caisse d'amortissement.

Il y avait, en outre, 40 millions dans les coffres de l'État ; la Restauration n'ayant pas eu le temps de les employer, les banquiers pouvaient, sous une forme ou sous une autre, y prétendre sans hésiter.

La *Banque de France* avait fourni 15 millions.

Cela ne suffisait pas.

Laffitte s'était cru à la veille d'être ministre ; il n'en fut rien.

MM. Gaudin et Mollien avaient repris les rênes administratives. — Laffitte se refroidissait, car ces fonctionnaires, habitués aux procédés très sévères de l'Empire (qui, s'il avait usé largement des fournisseurs et des industriels, avait, en revanche, fort peu pratiqué les financiers soumissionnaires d'emprunts), manquaient de ce que ces derniers appelaient : de l'audace.

Pourtant, le trop ingénieux Ouvrard fut appelé aux Tuileries.

Plus hardi que M. Laffitte ou peut-être le couvrant, il prit sans façon, à la même caisse d'amortissement, 5 millions de rentes 6 p. 100 qu'il cota 55 francs et pour lesquelles il versa 50 millions.

Ces 50 millions étaient payables à raison de 2 millions par jour à dater du 1^{er} juin. Ils le furent régulièrement, au grand étonnement des autres financiers.

Ceci est facilement explicable.

La rente avait fait en mai 62 fr. 25 cent. et 56 fr. cours extrêmes ; d'où, comme cours moyen, 59 fr. 12 cent.

En conséquence, en plaçant les 5 millions de rentes à 59 fr. 12 cent., Ouvrard réalisait une prime moyenne de 5 à 6 francs par 5 francs de rente.

En effet, le 1^{er} juin, ce financier avait placé ses rentes non seulement à Paris, mais même à Londres et à Amsterdam, et encaissé 3 millions de commission, plus 6 millions de prime, au total 9 millions.

Ce fut lestement fait.

Désormais Waterloo pouvait venir et seconder de nouveau le jeu des financiers.

Le 20 juin au soir, jour où éclata la nouvelle, la rente, qui était à 53 francs (le cours d'Ouvrard), monta brusquement à 55 fr. 50 cent. le 21 juin, pour arriver le 22 à 60 francs, le 30 à 66 francs et, enfin, le lendemain de la deuxième capitulation de Paris, le 4 juillet, elle atteignait 69 fr. 75 cent.

Ce fut là, en grande partie, le triomphe de la banque étrangère, qui avait pris 5 millions de rente à 53 francs.

Quant à M. Laffitte, il n'était pas resté inactif, et il pouvait encore aider à cette capitulation de Paris en prêtant, toujours sur *dépôt de rentes*, les millions nécessaires à payer l'armée qui se retirait derrière la Loire.

Mais, au milieu de tous ces prêts de millions, il ne faut pas oublier une chose :

C'est que ces rentes inscrites, ces bénéfices réalisés, ces primes, ces gros intérêts, vont peser en définitive uniquement sur la masse des contribuables, laquelle, parfaitement étrangère aux profits, n'aura reçu que des horions.

III

LA DEUXIÈME RESTAURATION

Un arriéré de plus, tel est le bilan des Cent Jours, et la Restauration, fidèle à ses principes, plus que jamais ayant besoin des ressources de la spéculation, ne faillira pas à les payer.

Et, en effet, nous voyons figurer aux budgets définitifs, qui ne furent réglés qu'en 1822 :

Arriéré de l'Empire avant 1814, 307 millions.	} 433 millions.
— en 1815, 126 millions.	
Arriéré de la Restauration en 1814, 103 millions.	} 233 millions.
— en 1815, 130 millions.	
Total.....	666 millions.

Voici maintenant la dette consolidée au mo-

ment du second avènement de Louis XVIII, en juillet 1815 :

Report du total au 1 ^{er} avril 1814....	63,307,637 fr.
On avait ajouté depuis.....	2,632,448
Dettes de Louis XVIII.....	1,499,654
Total, rentes 5 p. 100....	67,439,739 fr.

Les Cent Jours n'avaient rien ajouté au grand-livre. Ses emprunts ne furent consolidés que beaucoup plus tard.

Mais remarquons, en attendant, qu'aux cours de juin 1815, 53 francs, et de décembre de la même année, 52 fr. 30, ces 67.439.739 francs de rentes 5 p. 100 représentaient, environ, 675 millions de capital.

L'arriéré seul demandait 666 millions.

Il était, dès lors, fort simple d'acquérir à bas prix le plus possible de ces rentes, pour devenir ensuite maître absolu du paiement de cet arriéré, avec chance d'en doubler le capital.

Ce fut fait, et l'on profita de tous les événements.

Grâce à la panique du vulgaire, on avait pu acheter à 53 francs la veille de Waterloo, on revendit à 66 dix jours après. Voilà tout ! Ce fut le premier grand coup des Rothschild.

Cela, d'ailleurs, n'était qu'un jeu d'enfant pour des

hommes qui jouaient à coup sûr, « ne trouvant pas (comme disait Talleyrand) un autre moyen de gagner ».

Il est vrai que, quelques mois après, la rente retombait encore à 52 fr. 50.

C'était un nouveau coup de bascule, comme nous le verrons ; car, à dater de ce moment, la partie se joua sur le dos du pays, non plus seulement entre banquiers français, mais entre les financiers de l'Europe entière.

Ce fut le triomphe des tendances séculaires de la Grande-Bretagne en matière de spéculations financières.

Ce phénomène historique est hors de toute contestation.

Si l'invasion qui amena la première Restauration fut l'œuvre absolue de la rapacité de la haute banque locale, secondée par l'avidité anglaise, en revanche, l'invasion qui imposa au pays la seconde Restauration fut une conception très nette de la banque européenne coalisée.

Cette affirmation ne ressort pas seulement des jeux de bourse, elle est tout entière écrite dans les traités de 1815.

Le premier traité, conclu le 30 mai 1814, entre les alliés et le roi de France, avait fait entrevoir à tous les pays que Napoléon avait rançonnés, pendant

les conquêtes et après leur annexion, la possibilité d'obtenir aussi le paiement de leur arriéré.

C'était le mot à l'ordre du jour.

Or, cet arriéré était immense. Tous les particuliers, tous les banquiers, tous les princes, réclamaient *leur arriéré*.

Et, comme les Cent Jours avaient causé des pertes imprévues aux alliés joueurs et gouverneurs, ceux-ci, violemment irrités contre la nation qui avait eu le mauvais goût de ne pas emboîter immédiatement le pas aux financiers faiseurs de rois ; contre cette nation, qui avait eu la témérité, tant que la trahison n'avait pas achevé son œuvre honteuse, de leur infliger, avec une poignée d'hommes, une trentaine de défaites humiliantes ; les alliés, dis-je, ajoutèrent aux réclamations particulières et aux cessions territoriales une large indemnité en argent :

Indemnités de guerre.....	700 millions.
Réclamations diverses	1,600 —
Au total.....	2,300 millions.

Sur les 1,600 millions, il y avait un arriéré de 4,000 reîtres fournis à Henri IV par un principule allemand.

Il était impossible de mieux démasquer le but visé.

Ces 2,300,000,000 étaient nécessaires pour alimenter les finances de toute l'Europe, et ils paraiss-

saient suffisants pour obtenir le fonctionnement indéfini d'un mécanisme *aspirateur* de tout ce que le travailleur français pourrait produire annuellement dans le présent et dans l'avenir.

Voilà pourtant à quoi l'on était arrivé, pour n'avoir fait, en 89, qu'une demi-révolution !

Je ne me dissimule pas tout ce que quelques humanitaires aveugles vont trouver d'audace dans cette proposition.

Mais je les supplie de réfléchir que l'historien, n'écrivant pas sous l'influence d'une situation *actuelle*, ne voit et ne doit voir que les résultats atteints, sans s'arrêter à discuter les moyens employés..

Je vais plus loin, car je puis le dire aujourd'hui avec autant de logique :

Si la révolution de 1848 n'avait pas été étouffée, un peu par elle-même et beaucoup par autrui, nous n'aurions pas eu 1870.

C'est ici qu'on peut parler de progrès !

Rapprochez donc ces pauvres 2 milliards de 1815 des 5 milliards de 1870, et continuez donc à parler du progrès de nos institutions modernes !

Aussi, lorsque, faisant un effort suprême, l'esprit humain se place au-dessus des éblouissements du chiffre, quand la raison pure, invoquant la saine logique, cherche à sonder les profondeurs que couvrent ces amoncellements, de quel immense dédain n'est-

on pas saisi en présence de ces pygmées, qui se croient des hommes d'États et ne sont, qu'on les étiquette Bismark ou Wellington, que des courtauds de boutique, car ils ne voient pas, les ignares, qu'ils travaillent avec un beau zèle à conduire non la France, mais l'Europe, vers un cataclysme révolutionnaire, et que, s'il faut sacrifier au fétichisme des dates, cinq cents ans de finances locales, ayant conduit la France à 1793, il n'aura fallu à l'Europe que cent années de finances internationales pour la conduire à 1893 (1).

Quoi qu'il en soit, l'année 1815 inaugura solennellement la toute-puissance politique de la haute banque européenne.

C'est alors que brillèrent, diplomatiquement et métalliquement :

Les *Baring*, de Londres, les *Hope*, d'Amsterdam, les *Rothschild*, de Francfort, de Londres, de Vienne et de Paris, les *Sina*, de Vienne, les *Stieglitz*, de Pétersbourg.

Une immense spéculation les mit en mouvement.

Nos financiers français firent alors triste figure ; les Laffitte, les Ouvrard, les Roy, furent distancés. Les

(1) Ce pronostic, que je donnais alors par la simple comparaison des *accaparements*, est absolument justifié par les *calculs économiques* les plus précis. Voyez surtout mon livre : *La prochaine Révolution*.

catholiques et les protestants furent surtout vaincus par les JUIFS.

Le champ était vaste, du reste.

Les 700 millions d'indemnité et les créances étrangères allaient donner lieu à un mouvement de fonds et à un jeu de bourse éblouissants.

Les financiers étrangers avaient fort admiré nos banquiers, prêtant, tour à tour, leur concours à chacun des gouvernements, qui se succédaient si rapidement les uns aux autres, et, tant était fort et toujours merveilleux le prestige de ce beau pays de France, le plus spirituel, le plus policé d'Europe, ils voulurent, eux aussi, les vainqueurs, prêter à leurs vaincus !

Cet élan a été fort préconisé par les économistes et interprété par eux comme un tour de force et un bienfait du crédit.

Au fond, nous devons le constater, ce n'est nullement pour obéir à un sentiment d'humanité et de modération dans le droit de la guerre que les alliés agirent ainsi, mais uniquement par calcul et par égoïsme.

S'ils ne dévastèrent pas les établissements financiers, c'est qu'ils se réservaient la possibilité de s'emparer plus sûrement, par leur concours, de la fortune de chacun des citoyens.

Seuls, les musées furent dépouillés, malgré quelques protestations.

Cela tient à une sorte de représaille exercée contre les agissements de Napoléon.

Car, en fait d'objet d'art, une indemnité pécuniaire ne saurait, à aucun degré, se substituer à la possession de l'original.

La haute banque européenne venait donc d'affirmer son pouvoir en protégeant nos banques, nos maisons de crédit, nos monts de piété, nos caisses d'amortissement.

Elle fit plus encore, elle affirma sa tyrannie dans les négociations qui devaient aboutir au fameux traité de 1815.

On ne peut, sans émotion, remonter à cette période de notre histoire, où nous voyons un diplomate recommandable par ses grandes qualités, le duc de Richelieu, obligé d'implorer la caution des banquiers de la Sainte-Alliance et de lutter pied à pied, pour ne pas leur laisser mettre une main avide sur le grand-livre de la dette publique.

IV

OCCUPATION FINANCIÈRE (1815-1818).

L'énergie de Richelieu ne put prévaloir entièrement.

Il lui fallut consentir aux prétentions de la haute banque, en ce qui concernait l'indemnité pécuniaire.

Mais il tint bon, pour ce qui regardait le paiement des créances particulières.

Richelieu ne voulait pas que les gouvernements étrangers fussent titulaires de rentes à inscrire en réparation des pertes subies par leurs sujets ; il ne voulut admettre que ces sujets eux-mêmes comme créanciers.

Il obtenait par là la diffusion immédiate, la répartition et la dispersion des titres, et, par conséquent, il

conjurait la menace d'un écrasement du marché, écrasement qui l'aurait mis à la merci de la banque coalisée, pour toutes les questions d'emprunt.

Nous verrons bientôt comment s'y prirent les alliés et, à leur tête, l'Angleterre, pour paralyser toutes ces sages précautions.

Dans le but de payer les 100 premiers millions de l'indemnité de guerre, on leva une contribution spéciale sur les citoyens.

Mais il fallait du temps pour effectuer cette levée ; il fallait le temps de dresser les listes et de centraliser les recettes.

Les alliés, ou du moins les banquiers, qui flairaient un escompte splendide, ne voulaient pas attendre.

Force fut donc au gouvernement de tirer des traites sur les préfets, lesquels étaient chargés de centraliser les collectes des receveurs généraux et de les *négoier*.

L'éternel abbé Louis était revenu aux finances.

On divisa les 600 millions restants en quinze engagements, payables par quarts, de quatre en quatre mois, à dater du 31 mars 1816, et échangeables trente jours avant leur échéance, contre des bons du Trésor au porteur.

Ces bons du Trésor devaient être, à leur tour, ménagés de telle façon qu'il n'y eût jamais plus de 50 millions à la fois en circulation.

Cet arrangement retrace bien la lutte. Les bons du Trésor furent une concession faite par Richelieu ; mais la restriction de 50 millions fut sa revanche, partielle malheureusement.

Jusque-là, le grand-livre avait été défendu et les intermédiaires ordinaires des avances sur rentes un peu écartés.

Cependant, il fallut faire à cet égard une nouvelle concession.

Il fallut donner une garantie du paiement régulier de ces traites et de ces bons du Trésor.

Les banquiers stipulèrent à cet effet la remise d'une *inscription de rente* de 7 millions de francs, sur le grand-livre de la dette consolidée 5 p. 100.

Forcé d'en passer par là, Richelieu stipula à son tour que cette inscription ne serait ni négociable, ni productive d'arrérages et ne pourrait être acquise qu'à défaut de paiement régulier ; au contraire, en cas de régularité, elle ne devait être fondue qu'avec le dernier terme de paiement des cent derniers millions.

Les intentions de Richelieu étaient excellentes ; il se disait, et avec raison, qu'une contribution de guerre levée directement était un malheur momentané, mais que la consolidation d'un emprunt remplaçant cette levée directe était une plaie rongeuse d'une éternelle durée.

C'est ce qu'on a absolument méconnu en 1870.

A ce moment, une levée directe, forcément proportionnelle, eût touché droit au cœur la propriété pécuniaire, ce qui était logique ; tandis qu'un emprunt consolidé créait un vaste champ au jeu de bourse et escamotait, pour ainsi dire, aux yeux de la population le côté odieux de la rançon payée.

Et le peuple est tellement aveuglé par les sophismes des financiers modernes, auxquels il ne comprend rien, qu'il se laisse prendre par le *jeu* dix fois plus que ce qu'il verserait directement et utilement.

Bien plus, il croit qu'une souscription publique à un emprunt, dans de telles conditions, est un placement *lucratif* et il ne s'aperçoit pas que, contre la somme qu'il donne, sous condition de 5 p. 100 nominal, on lui imposera 10 à 15 p. 100, de sorte qu'il recevra d'une main 5 fr. et, de l'autre, versera 15 fr., obtenant ainsi un déficit de 10 fr. à payer en plus !

Où est le placement ?

Pour en revenir à 1815, il nous reste à examiner le grand inconnu du moment : la liquidation des créances particulières.

Elles étaient de deux sortes :

Les unes, celles des Anglais, étaient les mêmes que celles composant l'arriéré des fournisseurs ou des

banquiers français réclamé à l'Empire, et comprenaient aussi la restitution des confiscations en meubles ou immeubles, opérées, depuis 1792, sur tous possesseurs anglais ou français.

Les autres créances particulières, y compris encore celles des Anglais, consistaient, purement et simplement, en une indemnisation des emprunts ou contributions, levées par Napoléon, ou par ses agents, suivant des formes légales dans les pays annexés.

On affecta directement, et sans aucune négociation préalable avec les banquiers, une inscription de 3,500,000 fr. de rente 5 p. 100 aux créanciers anglais seuls, et une autre inscription de même valeur aux créanciers alliés, Anglais, Prussiens, Russes, Autrichiens, etc., traitant en commun.

Deux conventions relatent ces dispositions : l'une, spéciale aux Anglais, exclusivement ; l'autre générale aux alliés, y compris les Anglais.

Toutes deux portent la date du 20 novembre 1815.

Le grand-livre avait donc à enregistrer, de ce chef, 7 millions de rente, moitié pour les Anglais, moitié pour les alliés.

Fidèle à sa résolution de proscrire l'agiotage, Richelieu avait pris les précautions suivantes :

Ces rentes ne seraient pas négociables.

Leurs arrérages semestriels seraient exclusivement consacrés à acheter des rentes nouvelles sur le

marché, constituant ainsi l'intérêt accumulé et composé en faveur du créancier reconnu jusqu'au moment de sa reconnaissance.

Et finalement si, après liquidation, ces 7 millions de rente n'étaient pas épuisés, le solde, avec la proportion de rentes achetées qui lui appartiendrait, serait restitué au Trésor français.

Par ce moyen, Richelieu obtenait trois résultats :

Il arrêta l'exportation du numéraire ; il relevait le marché comme par le jeu d'un amortissement régulier, et, enfin, au cas d'un concours forcé de la haute banque, le taux de la rente étant soutenu, il se trouverait moins à la discrétion de la finance coalisée.

C'était, comme on le voit, la guerre déclarée à la haute finance.

Mais ce n'était pas tout.

Après avoir inscrit des rentes 5 p. 100 au profit des créances à valider, il fallait fixer le taux auquel elles seraient calculées pour représenter le capital réclamé.

Deux sortes de cas pouvaient se présenter :

Le premier cas était celui des anciens porteurs de rentes françaises dépouillés de leur titre.

Ici aucune évaluation ; à qui avait 100 fr. de rente on rendait 100 fr. de rente.

Le second cas était celui de *capitaux* représentant des meubles ou des immeubles perdus.

C'est ici qu'une évaluation était nécessaire, et elle fut différente dans les deux conventions.

Pour les alliés, les rentes devaient être inscrites au pair, donc à 100 fr., tandis que sur le marché elles étaient à 53 fr. 30.

Mais cette inscription au pair était subordonnée à une condition.

Pour certaines créances, le pair ne serait admis qu'au cas où la rente serait cotée 75 fr. ; la France s'engageait à bonifier la différence entre ce cours et celui réellement coté ; donc, au cours de 53 fr. 30, la France bonifiait 21 fr. 70 de capital ; si la rente montait à 70 fr., elle ne bonifiait plus que 5 fr.

Ce qui revient à dire que, selon le cours public de la rente, on inscrivait celles accordées à 100 fr. moins 21 fr. 70, ou à 100 fr. moins 5 fr., soit, par conséquent, à 78 fr. 30 ou à 95 fr., et ainsi de suite.

Pour d'autres créances cataloguées, le même système était adopté ; mais la base, au lieu d'être 75 fr., était seulement 60 fr.

Grâce à cette manière de fixer la capitalisation des rentes à délivrer, la France avait pour elle tout l'aléa de la hausse, et en se souvenant que, le jour de la signature de ces traités, la rente faisait 53 fr. 30, on peut penser si Ouvrard, et Laffitte, et Hope, et Baring, eussent jamais accepté de pareilles conditions.

Nous avons dit que le taux de capitalisation avait été différent pour les alliés et pour les Anglais.

Nous venons d'indiquer le taux accordé aux alliés en général ; voyons, maintenant, le taux accordé aux Anglais seuls.

On avait adopté, dans leur convention particulière, le même mécanisme de rentes non-aliénables, d'achats successifs, avec les arrérages, de *restitution*, en cas d'excédent après liquidation, et l'on ajouta :

Que les rentes accordées ne seraient délivrées que par cinquièmes coupures trimestrielles, ce qui immobilisait l'inscription pendant quinze mois, même après son attribution à l'indemnitaire reconnu fondé.

Avec les Anglais, fort avancés individuellement dans les affaires de bourse, il fallait ce surcroît de précautions.

Mais, victorieux sur tous les points, Richelieu fut battu sur le taux de capitalisation.

Il fallait accepter un taux immuable, sans aléas, commun à tous les créanciers, et ce fut celui qui ressortirait, comme moyenne, entre le pair et le cours du jour de la convention. Par conséquent, 76 fr. 45.

Tel fut ce règlement auquel participa, avec une rare clairvoyance, M. Corvetto, successeur de l'abbé Louis.

Les banquiers étaient exaspérés d'être écartés de ce règlement des créances particulières ; aussi prirent-

ils leur revanche en achetant d'avance toutes celles qu'ils purent trouver, de telle sorte que M. de Riche-lieu devait, malgré ses précautions, rencontrer encore la haute banque derrière chacune de ces réclamations particulières, acquises au plus bas prix par elle.

Ce fut dans ce genre d'opérations que le jeune James de Rothschild fit, à Paris, ses premières armes.

Un fait est encore à noter avant de procéder à l'examen du paiement de l'indemnité de guerre, au sujet duquel nous allons constater la vengeance des hauts financiers étrangers : c'est le jeu singulier de la Bourse depuis l'occupation.

Elle avait monté à cause de Waterloo.

De 53 fr. en juin, elle avait poussé la rente à 69 fr. 75 en août.

Par quel étrange phénomène, alors que tout s'ar-rangeait, alors qu'on signait les traités, la rente tombait-elle à 53 fr. 30 le jour de cette signature et à 52 fr. 30 le lendemain, 21 novembre.

Quelle raison y avait-il en décembre pour remon-ter à 64 fr. et retomber immédiatement à 52 fr. 30, avec un écart de 12 à 15 fr?

Autant de mystères que les pages suivantes pour-ront quelque peu éclaircir.

La fin de l'année 1815 se passa, pour la haute

banque, dans des alternatives d'espérances d'emprunts, suivies bientôt de déceptions.

Les contributions de guerre rentraient régulièrement, il fallait se borner à l'escompte des traites des 100 premiers millions.

Mais, en attendant l'heure d'aviser au paiement des 600 autres millions, on entretenait le marché dans un état de faiblesse suffisant pour pouvoir en devenir facilement le maître au moment opportun.

Les financiers avaient donc organisé une lutte sourde contre la hausse et cette lutte se prolongea bien avant dans l'année 1816.

En effet, dans le courant de cette année, la rente 5 p. 100 cota son plus haut cours 64 fr. 40 en février et, à dater de mars, elle ne dépassa plus 60 fr.

Cours moyen pour l'année 59 fr. 25.

Dans le courant de cette même année, le premier crédit demandé aux Chambres et obtenu par M. Corvetto avait été de 6 millions de rente. Aucun banquier français n'avait voulu les prendre.

Les naïfs ou les hommes de parti qui ont raconté ce fait l'ont attribué à *l'impuissance* de la finance française.

C'est là une mauvaise plaisanterie.

Ouvrard, le moins sérieux des banquiers, avait pu placer 5 millions de rentes à un moment bien plus critique, et des hommes comme MM. Laffitte, Sanlot-

Baguenault, Delessert, Hottinguer et tant d'autres, avaient été impuissants ?

Non ! la vérité, la voici :

M. Corvetto avait cherché à diriger son ministère dans le sens des idées du duc de Richelieu.

Il avait cherché à protéger le grand livre contre l'envahissement des financiers de tous pays et à reconstituer l'amortissement.

Mais cet effort d'une honnête intention ne devait pas résister aux coalitions d'intérêt.

Les alliés étaient impatients. Ils ne laissaient pas au gouvernement le temps de respirer.

D'ailleurs, il fallait de l'argent à Blücher, pour le perdre à Frascati, à Wellington, pour payer ses maîtresses, aux menus monarques, pour fermer la bouche à leurs sujets affamés, dont une victoire inespérée avait surexcité les appétits.

De son côté, la banque étrangère brûlait de mettre la main dans nos affaires *mathématiquement*, puisque les souverains ne l'avaient pas fait *belliqueusement*.

De là des compétitions multiples et pleines d'acrimonies ; car, tout le monde spéculait, tout le monde, y compris *Monsieur*, frère du roi, et le duc d'Osmond, et le comte de Bruges.

C'est uniquement sous ce point de vue qu'il faut envisager la grande discussion financière de 1816, si naïvement ou perfidement appréciée par les historiens.

Jusqu'ici, en effet, les banquiers étrangers, et, à leur tête, le jeune Rothschild, — qui, modestement installé d'abord rue Le Pelletier, venait d'agrandir quelque peu ses bureaux, en les transportant rue de Provence, — s'étaient bornés à acheter les créances des particuliers, qu'on liquidait conformément aux conventions du 20 novembre 1815.

Quant aux banquiers français, ils avaient fait une opération identique sur l'arriéré national, mais avec moins de bonheur, toutefois, que les juifs allemands, prussiens ou anglais, car on n'en était pas encore venu à liquider ce malheureux arriéré.

D'où mécontentement général.

Le résultat de cette situation fut celui-ci :

Les 6 millions de rente, mis à la disposition du ministère, furent très peu placés en France, et allèrent, pour la plus grande partie, à Amsterdam, au prix moyen de 57 fr. 26, soit à 2 francs au-dessous du cours moyen de l'année entière.

C'était désastreux.

Une autre circonstance avait indisposé deux princes de la finance : MM. Laffitte et Ouvrard.

M. Corvetto avait trouvé mauvais que ces messieurs eussent accepté des rentes prises à la caisse d'amortissement.

Or, on sait que M. Corvetto fut le protecteur le plus acharné et le restaurateur le plus habile de cette ins-

titution, si utile entre des mains honnêtes ; néanmoins, en poursuivant Ouvrard et Laffitte, ce ministre obéissait plutôt au besoin de défendre son système de prédilection qu'à une hostilité convaincue contre l'intervention de la haute banque, dont, au fond, il appréciait le concours.

Donc, M. Corvetto voulut contraindre ces deux financiers à restituer l'un 5 millions, l'autre 200,000 fr. de rente.

Contre cette dernière somme de rentes déposées, M. Laffitte avait avancé 2 millions, — 10 p. 100, comme Ouvrard.

M. Jacques Laffitte trouva moyen de se justifier et sauva, du même coup, son collègue. Il écrivit au ministre une lettre dans laquelle il expliqua que les circonstances avaient été graves et exceptionnelles, qu'il fallait éloigner à tout prix l'armée de la Loire, pour protéger *le retour du roi bien-aimé* ; que lui, régent de la banque, sur laquelle on voulait pratiquer un emprunt forcé, ne pouvait permettre une semblable exaction, et que, par patriotisme, il avait fait lui-même les fonds nécessaires à payer l'armée.

En bon français, cela voulait dire : « La banque allait réaliser illégalement un bénéfice de 10 p. 100, je me suis sacrifié à sa place. »

Devant un pareil argument, M. Corvetto n'avait

qu'à s'incliner ; il s'inclina, mais il dut se jeter dans les bras de MM. Hope et Baring.

Pendant que cela se passait dans les bureaux du ministère, la lutte parlementaire était en plein développement.

De ce côté, la résistance prenait un autre prétexte. M. Corvetto voulait faire de l'argent avec les forêts de l'État, pour payer l'arriéré, au lieu de continuer l'émission ruineuse des bons royaux à 8 p. 100, pratiquée par le baron abbé Louis.

De là, la grande colère du Parlement.

Les bois venaient pour la plupart du clergé ; vendre ces bois, c'était attaquer la religion ; d'ailleurs, mauvaise affaire ; on n'en retirait pas un prix sérieux, et cela ferait encore baisser la propriété.

Or, il faut savoir que le parlement était composé, en majorité, de gros propriétaires fonciers.

En conséquence, la Chambre accordait volontiers le paiement de l'arriéré, mais en rentes sur l'État et non en vente des forêts.

Donc, encore, arrêt immédiat de cette vente des bois.

Le ministère dut transiger ; il liquida les créances arriérées par voie de reconnaissances de liquidation, non négociables, mais transmissibles, cependant, par les voies ordinaires, et l'on supprima l'aliénation des bois.

Ce succès du Parlement lui coûta la vie.

On le congédia, et celui qui le remplaça vota, du premier coup, tout le contraire. On reprit donc la vente des bois ; la haute banque les acheta au plus bas prix possible.

Cette ressource ne suffit pas.

Entre temps, la suprématie de Hope et Baring s'affirmait tous les jours.

Le 10 février et le 11 mars 1817, M. Corvetto avait dû, humblement, traiter avec eux et leur confier le placement d'abord de 9,090,909 francs de rentes 5 p. 100 ;

Puis de 8,620,689 francs de rentes 5 p. 100 :

En total, 17,711,698 francs de rentes 5 p. 100.

Le grand-livre était enfin rouvert !

Ces messieurs prirent les premières à 52,50, les secondes à 55,50.

Et, pendant ce temps, la rente faisait sur le marché :

En février, 61,40 et 59,50 ;

En mars, 61,75 et 59,50.

Ce qui revient à dire :

Que l'on inscrivait, à la charge des contribuables, le service, à perpétuité, d'une rente à 9 p. 100 en moyenne, au bénéfice de l'étranger.

C'était absolument le contraire du but que s'était proposé Richelieu, en rédigeant, si habilement pourtant, les conventions de 1815.

V

LIBÉRATION FINANCIÈRE, 1818-1820. — CHUTE DE LA RESTAURATION.

Nous n'entreprendrons pas d'écrire l'histoire de toutes les négociations de cette période de Restauration.

Nous devons précipiter nos aperçus et, surtout, moins analyser les diverses manœuvres spoliatrices de la haute banque, que signaler leur trait d'union avec leur résultat définitif, qui est le renversement de chaque gouvernement.

Nous ne pouvons, néanmoins, passer sous silence la libération financière et les crises qui l'accompagnèrent, car c'est par elles que commencèrent les premières attaques sérieuses qu'eut à subir la Restauration.

La liquidation des créances particulières avait suivi son cours.

Mais celles qui résultaient de la convention faite avec les alliés en général accusaient de telles exagérations, que le duc de Richelieu, d'accord en cela avec l'empereur Alexandre, dut y mettre quelque tempérament.

On se rappelle que, pour cette série de créances, on devait bonifier sur le pair la différence entre le cours réel de la rente et les cours conventionnels, fixés, dans un cas, à 75, et, dans l'autre, à 60.

Or, le cours moyen de 1816 ayant été : 59,25 et le cours moyen de 1817 : 63,90, on conçoit que les bonifications plus haut indiquées n'avaient pu fournir à la France une situation plus favorable quant au placement des rentes ; les créances basées sur 75 étant beaucoup plus nombreuses que celles basées sur 60, le taux d'inscription avait presque toujours été fort loin du pair.

Pour 1816, il avait été de 84,25, et pour 1817, de 88,90.

De plus, aux premiers 3,500,000 francs de rentes accordés, il avait fallu ajouter 2 nouveaux millions, soit, au total, 5 millions $1/2$ de rentes, qui avaient été absorbés, et il restait encore 1,300 millions à liquider ; c'était, du moins, la prétention des alliés.

Ces 1,300 millions, au cours moyen de 1817,

eussent exigé 75 millions de rentes à inscrire au grand-livre.

De ce côté donc, la stipulation de Richelieu concernant le retour d'un solde à la France était une illusion perdue.

Il fallait proposer une transaction.

Les alliés, d'ailleurs, étaient assez disposés à l'accueillir. Ils souhaitaient de répartir chez eux, à l'abri du contrôle français, les futures indemnités sur le grand-livre, lesquelles n'étaient pas assez facilement acquérables par leurs banquiers ; enfin, ils consentaient à se retirer munis d'un gros chiffre de ces bienheureuses rentes 5 p. 100 si ardemment convoitées.

Wellington avait plusieurs raisons pour prêter la main à cette transaction.

D'abord, on avait failli l'assassiner ; ensuite le czar, mystique et dévot, trouvant que ses troupes se corrompaient au contact de la population française, pesait sur le chef anglais.

Paris avait dompté les horse-guards aussi bien que les uhlands et les cosaques.

Car, si la finance politique ne prospérait pas, le commerce parisien rançonnait les étrangers et s'enrichissait à leurs dépens.

Les cafés, les restaurants, les boutiques de tous genres, vendaient leurs denrées ou leurs marchandises à des prix insensés.

Ce fut l'époque des grandes fortunes dans ce genre de commerce.

Donc, tout encourageait la demande d'une rançon définitive, sous prétexte d'une évacuation, dont on avait envie, sans vouloir l'avouer.

Mais, quand on arriva aux chiffres, la querelle s'envenima.

La force resta à la fois au moins intéressé, le czar, et au plus repu, Wellington.

On ne s'inquiéta pas des autres. Voilà pour le camp ennemi.

Pour la France, ce fut un triomphe de loyauté diplomatique : car, quelque concession qu'on lui fit, elle donnait toujours plus qu'on n'avait le droit de lui demander.

Les alliés transigèrent moyennant la remise d'une inscription de rente 5 p. 100 de 12,040,000 francs, *négociable* cette fois.

Cette clause leur fit accepter la grosse réduction sur leur demande, qui s'élevait, comme nous l'avons dit, à 73 millions de rentes.

Quant aux 700 millions d'indemnité de guerre, ils étaient intégralement exigibles.

Les Anglais ne voulurent accepter aucune transaction ; par une convention spéciale, ils exigèrent l'exécution intégrale et continue de la convention du 20 novembre, dans toutes ses clauses, et ils obtinrent

un second dépôt de 3 millions de rentes, mais non négociables (dernière victoire de Richelieu), pour achever leur liquidation, conformément aux prescriptions de la convention qui leur était particulière.

Pour réussir à ce degré, le gouvernement britannique avait fait valoir : que ses créances étaient identiques à celle de l'arrière français et des propriétaires dépouillés par la Révolution ; que ce n'était pas le cas de faire une transaction, puisqu'il s'agissait de dettes de droit commun ; enfin, qu'il ne voulait rien *pour lui*, mais seulement *pour ses nationaux* ; qu'en conséquence, ceux-ci devaient être, comme par le passé, inscrits sur le grand-livre de la dette publique de France, jusqu'au dernier centime dû.

Seulement, tout ceci fut dit à l'oreille, car, extérieurement, l'Angleterre eut l'air de faire un sacrifice, trompant ses alliés en exagérant ses demandes pendant la négociation, comme elle les trompa plus tard, en simulant un déficit, ainsi que nous le verrons.

Les Espagnols traitèrent dans le même sens, contre remise d'un million de rente, sauf, comme pour les Anglais, compte à faire ultérieurement.

Enfin les liquidations devaient, pour la facilité de tous, se terminer dans les pays respectifs des indemnitaires.

Les conventions qui réglèrent ainsi les créances particulières sont datées du 25 avril 1818.

Il restait maintenant à payer le solde de 700 millions.

L'emprunt fait avec la maison Baring avait profondément irrité M. Laffitte et un nouveau venu dans le monde financier politique, M. Casimir Périer. Leur colère les coalisa ; ils combattirent, à outrance, le ministère dans la session de 1817 et, dans un sens différent au point de vue politique, se trouvèrent appuyés par un Gascon à la brillante faconde, M. de Villèle.

Le résultat de cette apparition des deux financiers fut, non pas, comme ils l'espéraient, de les rendre adjudicataires de l'emprunt libérateur, mais d'empêcher qu'ostensiblement du moins, il fût concédé à MM. Hope et Baring.

L'emprunt de 1818 fut donc offert au public.

Il faut bien se rendre compte que le ministère ne pouvait pas choisir, publiquement, une maison française, après avoir traité, jusque-là, presque exclusivement avec Baring et Hope, trésoriers de la Sainte-Alliance.

D'ailleurs on avait encore besoin de ces deux puissances.

Et si elles parurent se résigner à ne point imposer leur suprématie, c'est que la convention des alliés, qui, en réglant les créances particulières, avait stipulé 12,040,000 francs de rentes *négociables*, les

avait déjà quelque peu satisfaits, au point qu'ils avaient admis pour une part le concours du jeune Rothschild.

Ils ne se défiaient pas encore de ce soleil levant, qui ne devait pas tarder à les éclipser pour longtemps.

Quoi qu'il en soit, ce fut sous l'apparence d'une souscription publique que la haute banque de Paris, amenée à résipiscence, put couvrir largement, tout comme de nos jours, où la publicité est aussi sincère, les 15 millions de rentes offerts à son avidité.

Ce jour-là M. de Richelieu aurait pu être aussi triomphant que M. Thiers en 1872. Il n'y songea même pas, car pour lui il n'y avait pas matière à triomphe.

Le taux de la négociation fut 66 fr. 50 (7 fr. 52 p. 100) ; au même moment la bourse de Paris cotait le 5 p. 100 à 69 fr. 60 et à 67 fr. 25, cours extrêmes (mai 1818). Or, dès le mois suivant, par un mouvement qui tient du miracle, elle montait à 74 fr. 50, probablement à cause de l'abondance du titre !

Les historiens nous diront que ce fut là une manifestation *patriotique*, tant la France était *heureuse* de ce que la haute banque lui extorquait son épargne !

Mais alors j'ai quelque souci de savoir comment les mêmes historiens interpréteront cet autre sentiment de la France, témoigné, par la bourse, en décembre de cette même année 1818, époque où la libération n'était plus une espérance, mais un fait

solennellement annoncé par le roi le 10 décembre, et où la rente 5 p. 100 tomba tout à coup à 60 francs.

Oh ! sincérité de la finance !

Cette baisse avait été le produit d'une lutte entre les financiers français et les financiers étrangers, et dans cet odieux duel ce fut seulement le contribuable qui fut blessé !

Voici en peu de mots le secret de la comédie.

Baring, donnant son concours, avait toujours voulu être le seul maître du marché.

Après la libération, une même inspiration avait germé dans tous les cerveaux financiers : réaliser.

Les belles espérances avaient affolé les têtes. On jouait sur tout, même sur les certificats de liquidations de toutes provenances.

Or, pendant que les détenteurs de l'emprunt de 1818 aidaient à la hausse pour se décharger, avec une large prime, sur le dos du public, les puissances, malgré les précautions de Richelieu, vendaient soit directement, soit par leurs banquiers, Rothschild entre autres et surtout Baring.

Ces deux courants contraires se neutralisèrent quelque temps ; mais à la première faiblesse de l'un des deux camps, cette faiblesse dégénéra en vertige dont les habiles surent profiter, notamment les Anglais.

Pour mettre un terme à ces curieuses luttes entre

les banquiers, les alliés, qui avaient en main le moyen de biseauter les cartes, simulèrent tout à coup une hésitation, et parurent vouloir suspendre l'évacuation. Cette sinistre farce fut admirablement jouée et elle tourna au triomphe le plus complet de MM. Baring et Hope.

C'est alors en effet qu'ils durent intervenir *au nom de leurs intérêts menacés*, et, par conséquent, *au nom de l'intérêt de la Sainte-Alliance* ; ils se transportèrent avec Richelieu à Aix-la-Chapelle, écartèrent définitivement Rothschild (qui, luttant pour sa maison comme Villèle, Laffitte, Périer, pour eux et leur boutique, était aussi allé à Aix-la-Chapelle, dans le but d'offrir son concours), et enfin réussirent à *cautionner seuls la Restauration*.

L'évacuation eut lieu.

Le succès de ces messieurs de Londres et d'Amsterdam coûta cher à notre pays.

En moins de deux années ils s'étaient trouvés adjudicataires soit indirectement, soit par traité officiel, de 57,238,953 fr. de rentes 5 p. 100, au prix moyen de 59 fr. 75.

Et cependant, durant la même période, le cours moyen du 5 p. 100 fut 67 fr. 27.

Ils avaient donc pu réaliser une prime moyenne de 86 millions environ, sans compter les commissions et les sous-commissions.

Ils pouvaient dès lors quitter la France et jouir de leurs *économies*.

Et en effet ils s'effacèrent peu à peu de la grande scène politique.

Cette retraite de Hope et Baring eut pour résultat de laisser le champ libre à la dynastie des Rothschild.

Ceux-ci, écartés d'abord des emprunts directs, s'étaient voués à la spécialité des liquidations particulières.

Forts de la protection avouée de Metternich, comme Hope et Baring l'avaient été de celle de Wellington, ils ne tardèrent pas à faire apprécier leurs services.

Les Hope et Baring restèrent donc les financiers politiques de la Sainte-Alliance ; mais les Rothschild devinrent ses trésoriers jurés, si bien que l'Angleterre elle-même adopta bientôt leur concours, pour des opérations moins vastes peut-être que celles de leurs rivaux, mais, à coup sûr, tout aussi lucratives (1).

Le futur baron de Rothschild essaya donc ses forces.

Il ne put pas, en 1821, enlever à MM. Hottinguer, Bagnenault et Delessert l'émission de 9,585,220 fr. de rentes, faite le 9 août de cette année, mais il prit

(1) J'ai raconté ailleurs par quel étrange procédé Rothschild arriva à capter la confiance des souverains étrangers. (Voir *Les Rois de la République*, tome I.)

une glorieuse revanche le 10 juillet 1825 en se chargeant *seul* d'une émission de 25 millions de rentes 5 p. 100, distançant ainsi tous les autres financiers qui entouraient le roi.

En 1821 la Restauration ne pouvait pas encore trop s'écarter de ses financiers politiques.

Elle l'avait bien prouvé en refusant à la baronne de Rothschild le tabouret qu'elle avait osé demander.

— Fi ! vous n'y songez pas ! avait dit la duchesse d'Angoulême.

— Fingt bur cent ! avait grommelé l'Allemand. Cette menace était la moins redoutable à ce moment.

En effet, la Restauration avait à se concilier d'abord les mêmes hommes dont Richelieu n'avait pas accueilli les services, et qui, cependant, avaient accaparé l'État-major de la garde nationale et le Parlement : deux forces à ménager.

Mais en 1825 Richelieu était mort.

Pour expliquer comment tout à coup à cette époque le très-audacieux James de Rothschild avait pu dominer ainsi la haute banque de Paris, nous sommes obligés de reprendre l'histoire particulière de la liquidation des créances concernant spécialement l'Angleterre.

D'ailleurs cette histoire, toujours négligée par les écrivains, trop peu soucieux d'approfondir les détails, se lie plus qu'on ne peut le croire aux événements

qui renversèrent les gouvernements successeurs de la Restauration, et cette Restauration elle-même.

Nous avons vu que l'une des conventions de 1818 avait alloué, par forfait, aux alliés, une inscription de 12 millions de rentes négociables.

Baring en avait une partie, Rothschild, comme représentant ou comme acquéreur de la masse des réclamations allemandes, avait l'autre, et ce n'était pas la plus petite.

Au Congrès de Laybak et de Troppau, Rothschild de Vienne avait pu déjà signaler ses services à Metternich, et réussir les emprunts de la Sainte-Alliance, alors séparée de l'Angleterre et de la Hollande sur un point de vue politique.

A cette occasion les quatre frères Rothschild furent nommés barons.

Celui de Paris, James, nouveau baron, avait en outre besoin, pour assurer son inviolabilité, d'être commissionné sous une forme quelconque par son gouvernement.

On le fit consul général d'Autriche.

Ainsi inviolable, car il paraît que des menaces sérieuses lui avaient été adressées anonymement, il put continuer ses opérations.

A ce propos nous ne pouvons assez nous étonner du choix de M. de Rothschild comme point de mire de menaces quelconques.

Menaçait-on sa fortune ? Mais il y avait à Paris à ce moment des financiers plus riches que lui ! Menaçait-on sa nationalité ? Pourquoi ? L'évacuation était terminée.

Il ne faut voir dans cette direction prise par des haines assurément blâmables que le résultat de l'immixtion fort approfondie de ce financier dans les créances particulières dont je viens de parler et des bénéfices par lui réalisés logiquement, sinon régulièrement, aux lieu et place des réclamants originaires.

Quoi qu'il en soit, M. de Rothschild avait transporté ses bureaux rue de la Chaussée-d'Antin, où il avait acheté l'ancien hôtel du ministre Fouché et y avait développé ses opérations.

Outre la liquidation des créances générales aux alliés, il avait pris aussi le service des fonds relatifs à celle des créances spéciales à la Grande-Bretagne et à l'Espagne.

De ce côté tout n'était pas fini et le résultat final pouvait créer un excédent en faveur de la France.

L'Espagne échappa peut-être au banquier, par suite d'une convention diplomatique spéciale et *secrète*, mais l'Angleterre lui resta.

Pour cette nation il y avait deux opérations à faire : il y avait à se charger de percevoir les semestres de rentes et en opérer le remploi sur le marché de Paris, conformément aux conventions.

Il y avait également à acquérir les créances reconnues aux titulaires et à les leur escompter quand ils seraient las d'attendre leur liquidation définitive.

Au resté leur attente était généralement fort longue ; aussi était-il aisé de faire consentir leur impatience ou leur misère aux plus larges concessions.

Après 1818, ce dernier genre d'opération ne pouvait plus se faire à Paris, puisque la liquidation se poursuivait à Londres ; mais pendant la première période, renfermant les délais dans lesquels les réclamants avaient à produire leurs titres sous peine de déchéance, on avait eu tout le temps nécessaire à colliger ce qui était digne de l'être.

Le baron James, après 1818, continua donc seulement à faire le service financier de la commission de Londres.

Cette commission, de son côté, conduisait cette liquidation avec une lenteur surprenante. En 1822, son procédé ayant, depuis longtemps, consisté à s'approprier des rentes à 76 fr. 65 cent. (capitalisation inscrite au traité), pour les revendre aux cours plus élevés qui suivirent l'évacuation définitive, elle avait pu payer en argent tous les réclamants, en les spoliant, en violant les traités, et publier, néanmoins, dès 1821, *un déficit*.

Ce déficit était si réel qu'en septembre 1822, la commission avait pu consigner chez ROTHSCHILD, entre

autres fonds, *un million* de rentes, inutiles à la liquidation (1).

Celui-ci s'était prêté à toutes les combinaisons de la commission anglaise ; il avait acheté des rentes avec les arrérages ; il en avait vendu d'autres, en violation des traités, et avait, en tout point, si bien conduit ses affaires, qu'en septembre 1822 il avait fait avec le gouvernement français, récemment privé de son ministre des Affaires Étrangères, Richelieu, comme aussi de son ministre des Finances, Corvetto, sa première négociation, consistant à prendre 120 millions de bons du Trésor à 6 p. 100, avec commission.

Sur le marché, ces bons du Trésor se négociaient à 4 p. 100.

Fort de ce bénéfice et de ce succès, lié dès lors avec M. de Villèle, qui, étrangeté des sauteriers politiques, devenu ministre, avait rompu avec les Laffitte et les Casimir-Périer, qualifiés de *révolutionnaires*, il devint assez puissant pour battre comme nous l'avons dit, en 1823, ce même Laffitte, avec lui, M. Lapanouse, parent de Villèle, et enfin M. Sartoris.

Quant à la liquidation des réclamations anglaises, elle continuait à s'éterniser ; aussi la retrouvons-nous dans une dizaine d'années, toujours lente, toujours

(1) Voir à la fin du volume, page 195.

violatrice des traités internationaux et, comme par un hasard singulier, toujours liée aux heureuses aventures du baron financier et consul de Sa Majesté Autrichienne.

Louis XVIII était mort et remplacé par Charles X.

L'édifice financier de Richelieu et de Corvetto avait pu subsister quelque temps, malgré quelques modifications de personnes ; mais la Restauration le dénatura bientôt, en produisant fatalement le vide dans les finances populaires, et, au milieu du triomphe des maisons de banque, on entrevit, soudain, la révolte du peuple affamé.

Le Gouvernement avait froissé encore une fois les financiers politiques en adoptant un étranger, et ceux-ci, voyant le populaire en mouvement, n'eurent plus qu'une idée, se mettre à la tête de la révolte, paraître la diriger pour la dominer, et chercher un nouveau *manche* plus docile à leur main, pour continuer le fonctionnement de la pompe aspirante de la fortune publique.

Ce plan fut adopté comme dans un accord tacite, et devint le mot d'ordre des financiers politiques de la France.

C'est ce que nous allons raconter dans le chapitre suivant.

VI

LA RÉVOLUTION DE 1830.

Le triomphe des financiers avait été trop évident sous la Restauration pour qu'on laissât misérablement trôner les grands et les petits barons sous les galeries du Palais-Royal.

On leur bâtit donc un palais spécial, au milieu de la rue Vivienne, et on l'inaugura en 1823.

Pendant ce même temps, on élevait, rue de Rivoli, le triste ministère des finances, qui fut si prestement « flambé » en 1871.

Malgré cela, quelle piètre royauté que celle des banquiers, qui côtoyaient à chaque instant les ducs et les pairs, même quand ils étaient chez eux, au palais Vivienne !

Ils convoitaient les Tuileries.

Jacques Laffitte et Casimir Périer n'avaient pas encore été ministres !

Depuis le couronnement de James, baron de Rothschild, la haute banque de Paris était oisive.

Elle cherchait bien, par ci par là, quelque aventure à l'étranger, mais il lui était impossible de lutter avec le financier consul d'Autriche.

Ce dernier n'était distançable que sur un point.

Étranger, il ne pouvait pas être ministre du roi de France.

Quant au marché des fonds publics, il n'offrait pas matière à grand agiotage.

La rente avait dépassé le pair.

Les acheteurs à 52 ou à 60 préféraient jouir de leur revenu à 8 ou 9 p. 100, plutôt que de réaliser un capital d'un emploi devenu difficile.

L'Espagne, seule, présentait en ce moment quelque avantage.

Mais Ouvrard s'y était jeté à corps perdu, pour finir ensuite à Sainte-Pélagie et succomber sous les coups de son ancien confrère, M. Séguin.

Un Espagnol, M. Aguado, était plus heureux ; il venait d'inventer les subsides aux journaux financiers, comme autrefois l'Angleterre avait trouvé les subsides aux puissances européennes. Et, avec ce balancier, si perfectionné de nos jours, M. Aguado battait monnaie

sur le dos de la France, tout comme l'Angleterre sur le dos de l'Europe.

Au milieu de cette pénurie relative des grosses opérations, la caisse d'amortissement, suivant l'impulsion que lui avait donnée M. Corvetto, fonctionnait avec une régularité mathématique.

Ce fut non la finance française, mais le vigilant baron consul d'Autriche, qui s'avisa tout à coup, le premier, que racheter à 105 fr. des rentes vendues à Baring et consorts 52 ou 60 fr. était une absurdité légale, et il jeta l'idée d'une conversion.

Dans cette innovation il trouvait un nouvel accroissement de ses immenses richesses.

Le fantôme d'un 3 p. 100 dansait déjà dans la cervelle gouvernementale.

On voulait préparer l'avènement du milliard des émigrés sur le grand-livre de la dette publique.

Mais une conversion du 5 en 3 p. 100 était chose grave.

Le 5 p. 100 était presque tout entier à l'étranger et dans la haute banque française ; le public le voyait peu, ce qui explique la hausse indéfinie de ces fonds d'État.

Du reste, pour la masse des contribuables, de quoi s'agissait-il ?

Est-ce que la réduction du service du 5 p. 100 allait servir à dégrever les impôts ? — Nullement !

Le porteur de 5 recevrait 3, et n'en payerait pas moins 10 ou 15 d'impôt.

Double perte.

Il y avait donc là matière à polémique.

L'industrie et le commerce, peu admis jusque-là à la curée pratiquée par la haute banque, entrèrent de plain pied dans l'opposition sur ce chapitre, sans en comprendre au fond la portée réelle.

M. Laffitte, trop joueur pour avoir conservé ses liquidations d'arriéré, accueillait pourtant cette conversion, au grand étonnement de ses collègues.

Au surplus il conspirait déjà pour M. le duc d'Orléans, qui devait obtenir 14 millions de rente, sur la création du 3 p. 100, comme nous allons le voir.

Mais M. Casimir Périer, gros porteur de 5, était indigné ; son indignation était, de plus, nourrie par celle de M. Roy.

Agez donc ! Rothschild avait voulu une conversion *forcée* !

Le ministre dut transiger.

Il adopta une conversion facultative, et le 5 p. 100 et le 4 p. 100 firent leur première apparition.

La conversion facultative n'obtint pas de succès. Et pour favoriser le nouveau 3 p. 100, on transporta sur lui seul le fonctionnement de la caisse d'amortissement.

Mais pourquoi donc Rothschild avait-il conçu la

pensée d'une conversion, et surtout d'une conversion forcée ?

Comme trésorier de la Sainte-Alliance, il devait avoir une forte quantité de 5 p. 100.

Quel était donc son bénéfice ?

D'abord M. de Rothschild n'était pas homme à jouir paisiblement d'un revenu.

C'est le change continuuel qui fait le fond de sa théorie financière, et il avait su largement profiter de la hausse de ce fonds pour réaliser les rentes dont il avait été porteur.

Ensuite M. de Rothschild était toujours très avant dans la liquidation des réclamations spéciales aux sujets britanniques.

Il y avait là un champ de 6 millions et demi de rentes 5 p. 100 qu'il s'agissait de travailler et de labourer avec adresse.

Depuis 1825 le banquier correspondant de la commission de Londres avait aidé celle-ci dans toutes les violations des traités internationaux.

La majorité des sujets anglais auxquels ces traités avaient assuré des rentes à 76 fr. 65 en avaient été adroitement dépouillés.

D'autres, à leur place, avaient bénéficié de la prime que le cours de 105 à 110 fr. donnait sur le marché.

Et cependant il y avait encore un stock considé-

nable de rentes qu'il était difficile de faire disparaître : car la convention de 1818 n'avait pas autorisé la *répartition du capital* qu'aurait prôduit la vente des rentes allouées, mais elle avait au contraire exigé la *répartition de ces rentes elles-mêmes*, par voie d'inscription nominale du rentier sur le grand-livre de la dette française.

Or l'effet d'une conversion *forcée* du 5 p. 100 en 3 p. 100 allait être celui-ci :

L'Angleterre se plaindrait hautement ; non-seulement elle avait un déficit en 1821 (ce qui était faux), mais encore on dépouillait ses *malheureux sujets* des deux cinquièmes de leur revenu !

Et alors, de deux choses l'une :

Ou, pouvant dissimuler jusqu'au bout l'existence d'un stock excédant et maintenir le déficit, elle osait demander un nouveau fonds de garantie ;

Ou, étant forcée d'avouer l'existence de ce stock, elle arguait de la conversion pour se l'approprier et paralyser ainsi la dernière précaution prise par le duc de Richelieu.

Telle était l'alternative que la Chambre fit évanouir, assurément sans s'en douter le moins du monde, et par esprit d'opposition, tactique ordinaire des fractions qui aspirent au pouvoir.

La banque dite révolutionnaire était alors représentée par MM. Casimir Périer, Ternaux, Jacques

Laffitte, un autre Jacques appelé aussi Lefebvre, puis encore par MM. Deléssert, Odier, André Cottier.

Dans le commerce et l'industrie apparaissaient, à la tête de nombreux ouvriers, MM. Audry-Puyraveau, Kœchlin et même M. Human.

Un vent destructeur, provoqué par les haines bourgeoises contre l'aristocratie, avait commencé à souffler sur les grandes propriétés, dites seigneuriales, depuis 1818.

Une réunion de financiers, surnommée *la bande noire*, avait passé le niveau sur tous les beaux domaines, qu'elle morcelait, démolissait et émiettait.

Malgré cela, les possesseurs des biens des émigrés n'étaient pas encore rassurés complètement.

On avait eu beau faire des lois, ils ne croyaient pas à leur sécurité.

D'autre part les émigrés, non indemnisés alors qu'on avait payé une foule d'arriérés de même nature, étaient exaspérés.

Ces financiers orgueilleux tenaient leur place !

Ah ! si on leur rendait leur fortune !

Malgré quelques alliances avec eux, les *nobles* ruinés étaient trop nombreux pour avoir chacun une *héritière* de banquier.

Calmer les uns, parce qu'ils étaient riches, nourrir les autres, parce qu'ils étaient affamés, — la faim et la richesse étant deux forces égales, d'ailleurs, — le

tout en inscrivant au *grand-livre* trente millions de rente, tel fut le parti auquel on s'arrêta, et M. de Rothschild put, cette fois encore, *exécuter* en 3 p. 100 le Trésor public de la France.

Ce qui signifie que la masse populaire, qui n'était pas encore appelée à voter l'impôt, qu'elle payait, allait néanmoins enrichir de ses sueurs un grand nombre d'unités privilégiées.

Cela exaspéra l'industrie, le commerce et les ouvriers, qui, voyant la fureur de leurs patrons, n'avaient aucune raison pour dissimuler leur propre colère.

M. de Villèle fut renversé ; M. de Martignac, directeur des Domaines, lui succéda.

Le changement était illusoire.

Le résultat le plus curieux de cette gigantesque indemnité fut, en même temps qu'elle semait la colère dans les classes bourgeoises, de donner à Louis-Philippe les moyens de préparer son avènement.

En effet, elle l'enrichit prodigieusement et constitua un état-major millionnaire qui pouvait le servir au moment opportun.

Parmi les plus forts titulaires de 3 p. 100 inscrits à cette époque figurent :

M. le duc d'Orléans (Penthièvre par sa mère),
14 millions de rentes.

M. le duc de Choiseul, 1 million de rentes.

M. le duc de Liancourt, 1 million et demi de rentes.

M. le marquis de La Fayette, 450,000 francs de rentes.

M. Gaëtan de La Rochefoucauld, 420,000 francs de rentes.

M. le comte de Thiars, 357,000 francs de rentes.

M. le comte de Lameth, 201,000 francs de rentes.

Ce fut de cette belle opération que date la liaison intime de M. de Rothschild avec la famille d'Orléans.

Le prétendant résidait alors en Angleterre.

Cette immense curée de paix après tant d'autres curées de guerre, élevant le budget des dépenses à 1,418 millions (1823), — il avait doublé en neuf années, — fut le coup décisif que se donna la Restauration.

La révolte commença par la Chambre.

Comme elle avait rejeté M. de Villèle, elle rejeta M. de Martignac.

On lui donna, tant était grande la clairvoyance ! M. de Polignac ; celui-ci mit le feu aux poudres.

La France ne voulait plus de Gascons.

M. Laffitte, après avoir un moment adouci son opposition à propos du vote des 30 millions de 3 p. 100, redevint plus furieux que jamais.

Il est vraiment bizarre de retrouver sans cesse ce grand panier percé à la chasse de quelques millions.

C'était au point que sa faillite était imminente.

Avec lui une foule de petits capitalistes ne demandaient que plaie et bosse.

La finance voulait le pouvoir à tout prix ; elle ne se contentait plus de la *coulisse*, il lui fallait la *scène*.

Le futur levier de la *pompe* politique existait, d'ailleurs, et s'appelait le duc d'Orléans.

Celui-ci était prêt à tout, pour ne pas demeurer *oisif*, comme il ne cessait de l'écrire, des bords de la Tamise, depuis quatre ou cinq ans.

Oisif ! un euphémisme adorable.

Les têtes s'échauffaient, car le soleil était ardent.

Audry-Puyraveau et Ternaux s'étaient mis à la tête de leurs propres ouvriers armés.

Les élections de 1850 avaient donné la majorité à la haute finance et au commerce.

Le faubourg Saint-Antoine de l'époque était la rue du Sentier.

Toute la colonie commerciale était révolutionnaire avec la haute industrie et la finance.

Quant aux ouvriers, il n'en était question que pour les jeter aux barricades.

Non acceptés comme édificateurs d'un pouvoir, on les jugeait bons pour détruire un gouvernement.

Soldats, oui ; électeurs, non !

Cependant il y avait des crises à propos des salaires.

Enfin, ce qui dira tout, voici quel fut le gouver-

nement provisoire qui céda ensuite la place au roi Louis-Philippe :

Jacques Laffitte ;

Casimir Périer ;

Comte de Lobau ;

De Schonen ;

Audry-Puyraveau ;

Mauguin ;

Tous gens de finance ou d'industrie.

La Fayette était commandant de la garde nationale.

Rothschild s'était prudemment effacé, attendant, ses millions en arrêt, l'avènement de M. le duc d'Orléans.

Trois jours de bataille et ce fut fait.

Le levier de la pompe aspirante fut couronné Louis-Philippe 1^{er}, *roi des Français*, notez bien, et non *roi de France*.

Et, pour caractériser d'un mot la révolution de 1830 :

Ce fut l'insurrection du 5 p. 100 déclassé contre la concurrence du 3 p. 100 armé ;

Le tout, comme toujours, pour le plus grand dommage des contribuables.

VII

LE DERNIER ROI.

Le nouvel ordre de choses fonctionna dix-huit années.

Ce fut le règne absolu du négociant et de l'industriel, tous les deux s'appuyant sur la banque.

Seulement il fallait élargir les participations ; c'est ce qui explique le nombre infini de Compagnies qui se créèrent sous tous les prétextes possibles.

C'était enfin le retour du système Law généralisé, multiplié, organisé, légalisé et divinisé.

Pour la seconde fois l'histoire se voyait forcée d'écrire Law à côté d'Orléans.

En effet, sous Louis-Philippe I^{er}, comme sous le régent, tout homme qui avait 500 fr. pouvait *aspirer* à devenir millionnaire en vingt-quatre heures.

L'aspiration était certaine et libre, le résultat seul était douteux.

Mais en attendant les millions à répartir, il fallait que le roi débutât par payer sa bienvenue à ses actionnaires.

L'influence de Jacques Laffitte avait toujours été considérable, tantôt à droite, tantôt à gauche, car ce financier affichait volontiers toutes les cocardes, pourvu qu'elles servissent à remplir ses coffres, toujours vides, malheureusement.

Laffitte était devenu l'idole du peuple.

Chose étrange que cet engouement aveugle des électeurs pour certains hommes qu'ils s'entêtent à croire leurs protecteurs et leurs amis !

Or, cet homme qui avait ramené le *Père de Gand* était appelé le *Père de la liberté* !

Comme tel, en 1829, il était déjà ruiné, mais, comme on dit, il tenait le coup.

A la faveur des troubles qui accompagnèrent l'avènement du nouveau roi, il déclara sa situation et déposa son bilan.

On allait bientôt comprendre la conduite de ce banquier lors de l'affaire du milliard des émigrés.

En effet, on ne pouvait pas laisser le gouverneur

de la Banque de France, le ministre actuel des finances, qui avait pris pour sous-secrétaire d'État le jeune Thiers, toujours demeuré jeune depuis, sous la menace d'une faillite.

Et puis il n'était pas seul atteint : Audry-Puyraveau était compromis, et bien d'autres à côté de lui, et il fallait payer les ouvriers de cet estimable industriel, qui avaient commencé la sédition.

Les trésors de la Casbah d'Alger venaient d'arriver ; ces trésors, dus à l'expédition accomplie sous le régime précédent, et récemment grossis de deux millions, prêtés au dey par un Marseillais, nommé Bacri, débarquèrent, très opportunément, pour profiter à ses successeurs, réalisant une fois de plus le :

« *Sic vos non vobis.* »

On répartit l'or à flots, excepté sur Bacri, toutefois, qui, comme créancier fondé, ne devait pas être payé.

Mais qu'était ce trésor algérien en présence des besoins de M. Laffitte ?

Il lui fallait 6 millions, à lui seul. La Banque de France hésitait à les lui prêter, le bilan du banquier lui paraissant fantastique.

Le roi, alors, se souvenant que les 14 millions de rentes 5 p. 100 qu'il avait reçus avaient été appuyés par M. Laffitte, lui donna sa caution personnelle en-

vers la Banque de France et l'acte fut solennellement passé le 15 janvier 1831 (1).

Pendant ce temps une souscription nationale rattachait sou à sou, jusqu'à concurrence de 1 million, l'hôtel du pauvre financier, et en l'honneur de celui qui avait fait et défait trois gouvernements, la rue d'Artois prit le nom de rue Laffitte, en attendant qu'elle s'appelle rue Rothschild.

Pour justifier une telle popularité, M. Laffitte, étant aux finances, devait se montrer un peu révolutionnaire pour lui-même.

Il annonça donc un prochain remaniement de l'impôt, fit distribuer des récompenses nationales aux blessés de juillet et même à quelques-uns des héros survivants de 1789.

(1) Voici le texte même de cet acte :

« La Banque de France ayant consenti, par l'arrêté du Conseil général du 10 de ce mois, à fournir à la maison Laffitte et Cie, de cette ville, la somme de six millions de francs, pour éteindre entièrement ses acceptations actuellement en circulation, moyennant que j'assure à la Banque la rentrée de cette somme, je m'engage, dans le cas où les paiements n'auraient pas été faits en tout ou en partie par M. Laffitte lui-même, à rembourser la Banque de ces six millions, qui ne pourront être pris que sur les revenus de la liste civile, sans qu'il puisse en résulter aucun engagement de ma part sur mes biens particuliers, et encore moins sur ceux de mes enfants, aux époques ci-après : 1,300,000 fr. le 31 décembre 1831; 1,300,000 fr. le 31 décembre 1832; 1,300,000 fr. le 31 décembre 1833; 1,300,000 fr. le 31 décembre 1834; 800,000 fr. le 31 décembre 1835, avec les intérêts à raison de 5 p. 100 l'an, lesquels seront joints au capital à chaque époque de paiement. Approuvé l'écriture ci-dessus. Paris, 15 janvier 1831. Louis-Philippe. »

Le gaspillage fut tel que le Trésor fut vidé en un tour de main.

Ce fut M. Casimir Périer qu'on chargea de le remplir.

Voyons quelle avait été, pendant ce temps, l'attitude du banquier autrichien.

Il s'était jeté dans les opérations extérieures, et il y avait perdu une forte part de ce qu'il avait gagné en France,

Justifiant ainsi notre opinion que *les maisons de banque ne rendent pas à un pays ce qu'elles lui absorbent, et que leurs bénéfices sont toujours une perte sèche pour ce pays.*

En effet, toujours trésorier de la Sainte-Alliance, laquelle, voyant avec une certaine inquiétude la révolution de juillet, avait joué à la baisse sur toutes les places de l'Europe, M. de Rothschild était chargé d'une foule d'emprunts étrangers, non encore placés.

Il avait les ducats de Naples, les métalliques d'Autriche, l'emprunt Russe, le dernier emprunt Français à 4 p. 100 ; tout cela était accumulé en papier et perdait 30 à 40 p. 100.

Le pauvre banquier n'avait guère comme opération permanente, sinon régulière, que le service de la commission de Londres ; celle-ci n'avait pas encore déclaré la clôture de ses opérations, bien que la liquidation réelle fût terminée depuis fort longtemps.

Les sommes disponibles, qui étaient, du reste, considérables, s'étaient égarées et circulaient, çà et là, partie dans les dépenses personnelles de Georges IV, partie dans la construction du palais de Buckingham, partie sous forme de secours aux districts en détresse, partie, enfin, en stock chez M. de Rothschild.

Cela ne pouvait durer indéfiniment, et, en 1831, on se décida à avouer à la Chambre des communes que depuis 1826 la portion légale de cette liquidation avait été close par les commissaires nommés en 1815, et l'on publia un compte fantastique qui n'a son pareil que dans ceux plus modernes de M. Haussmann.

Ce compte énonçait, malgré tout, un excédant de 700,000 fr. de rentes entre les mains de M. de Rothschild.

A ce même moment éclatait la crise financière de 1831, et il paraît certain que sans son frère Nathan, de Londres, James, de Paris, aurait perdu la tête. Aussi le voyait-on circuler affolé dans les salons ministériels de cette époque.

Au surplus, l'émeute grondait dans la rue.

La population voyait bien que cette révolution n'avait rien changé aux abus financiers du passé ; il fallait un audacieux au ministère de l'argent, et Casimir Périer dut céder la place à l'éternel abbé, resté seulement le prêtre fanatique de la spéculation,

et qui l'avouait hautement, au *baron Louis*, en un mot, le même qu'un biographe de 1831 appelait, justement « l'attrape-ministère ».

Notre abbé alla, selon sa coutume, droit au but : l'impôt.

Tout fut augmenté avec une grande vigueur.

On comprend l'opportunité d'une telle mesure.

La haute banque jugea nécessaire de se serrer, et ce fut le moment où Casimir Périer put compter sérieusement avec MM. Delessert, Lefebvre, Ganneron et Odier.

L'année passa ; l'Europe était menaçante ; avec cette attitude, James de Rothschild avait repris ses forces, et, dans un grand coup de spéculation, retrouvé tout son crédit ; la Sainte-Alliance avait fait son jeu.

Une des mesures financières de 1831, qui facilitèrent le plus la spéculation de bourse, fut, assurément, celle qui créa les rentes au porteur, et, par conséquent, rendit possible la vente et l'achat anonymes.

Beaucoup de fortunes purent s'élever à l'abri de ce mutisme du titre, qui, transmis de la main à la main, devenait ainsi presque une monnaie, ne conservant aucune trace de son origine.

Tout ce qui existait, en rentes, dans le compte de la liquidation anglaise, put donc, pour la *facilité* des paiements, être converti en rentes au porteur.

Ces procédés appartenaient à l'ancienne école, disait l'opposition ; l'abbé Louis, du reste, personnifiait tous les gouvernements passés, et l'ancienne coterie s'usait visiblement.

Une autre école financière s'élevait dans l'ombre : L'école Saint-Simonienne.

Son auteur n'était autre, cependant, que le nommé Saint-Simon, un *comte*, et même un Vermandois, disait-il, mais ex-employé au Mont-de-Piété et, comme l'abbé Louis, ayant tripoté dans les biens nationaux.

Saint-Simon mort, sa théorie survivait. Elle fut reprise et adoptée par quelques jeunes gens dont les chefs, appelés *pères*, furent Bazard et Enfantin.

Autour de ces deux noms apparaissent Michel Chevalier, Augustin Thierry, Olinde Rodrigues, Émile Barrault, Charles Duveyrier, Fournel, Pereire, d'Eichtal, Stéphane Flachet, Léon Halévy, tous, néanmoins, savants, très intelligents et préconisant la destruction de l'héritage.

Cette théorie, fille naturelle de l'acquisition des biens nationaux et qui, par elle, avait sa raison d'être pratique, tomba avec les nouveaux venus, *héritiers, eux aussi*, de cette doctrine, et non pas inventeurs, dans le domaine de la théorie abstraite et purement spéculative.

Néanmoins, répandue parmi le prolétariat qui n'en saisissait que le gros côté et y mettait tout autre

chose que ce que Saint-Simon y avait voulu mettre, elle pouvait devenir une menace des plus dangereuses pour la Société fondée sur le principe de 1830.

Pour attirer l'attention, la famille saint-simonienne avait eu recours aux plus folles extravagances.

La théorie économique était devenue une religion avec son culte et ses prêtres.

Le pape était à Ménilmontant.

Ce fut pourtant cette école qui prépara la Révolution de 1848, l'étouffa par la folie et finit par s'asseoir sur ses ruines en versant, elle aussi, dans la propriété et la fortune ; car on l'a souvent répété, tous les saints-simonniens sont *arrivés*, ce qui est exact.

Pendant ce temps, le gouvernement de Juillet, après avoir réparti les rentes, ou les bons du Trésor, ou les pensions, ou les récompenses, parmi la bourgeoisie, fut forcé de songer aussi aux ouvriers.

On improvisa pour eux la chose du monde qu'on peut le moins improviser, car elle ne dépend pas d'un caprice du pouvoir, mais d'un ensemble économique sagement et longuement équilibré, — on leur improvisa : *du travail* !

C'était, sous une autre forme, le milliard des émigrés de la Société.

Nous retrouverons encore la même faute sous la République de 48, qui en mourut financièrement,

comme le gouvernement de Juillet devait en mourir, comme en était morte la Restauration.

M. Thiers fut le patron de cette nouvelle manière d'épuiser le Trésor. Ce fut lui qui demanda les 100 millions nécessaires pour organiser les travaux publics et occuper les ouvriers.

Au lieu de procéder par dégrèvement, on procédait par accumulation, ce qui est une éternelle faute en politique.

Les ouvriers étant occupés, les financiers, jugeant inutile ou trop peu lucratif de les aider, s'étaient tournés vers l'étranger.

L'exportation du numéraire recommença ; en échange on créait du papier d'une valeur douteuse.

Ce fut alors que M. de Rothschild fit son grand emprunt international à l'occasion du traité relatif à la Grèce ; puis les emprunts de don Pedro et de don Miguel.

Première série d'exportation.

Une autre série d'exportation de numéraire affecta la forme d'un paiement de 50 millions, fait aux États-Unis, en acquittement d'une dette appartenant aux liquidations de 1815 et que les traités de cette époque n'avaient pas voulu reconnaître.

Et pendant que de tous côtés on ouvrait les écluses à l'argent français, on s'inquiétait peu de savoir ce qu'était devenue la liquidation anglaise, dont

on étouffait doucement le résultat, lequel aurait pu soulager le grand-livre, alors qu'on le chargeait, au contraire, de tous côtés.

Le paiement aux États-Unis entraînait dans les vues politiques de Louis-Philippe ; mais la revendication à l'Angleterre, qui l'avait nourri, n'aurait profité au Trésor qu'en découvrant bien des turpitudes, et ceci emporta cela.

Du reste, il y avait mieux pour les hobereaux de la finance, il y avait la Bourse.

Elle recommençait ses évolutions.

On était au paroxysme de la folie du jeu, et il serait curieux de constater que chacun des nombreux attentats, dirigés contre la personne du roi, n'était, au fond, qu'une opération de Bourse.

Les boursiers-joueurs ayant commencé à déprécier les banques *des riches*, le gouvernement favorisa la création d'une banque *des pauvres* : les caisses d'épargne.

Le merveilleux résultat de cette institution, qui, comme la caisse d'amortissement, eût pu être fort utile entre des mains honnêtes, fut, au contraire, de placer à la disposition des gouvernements un nouveau moyen de se livrer à l'accaparement des deniers publics, en violation d'un dépôt sacré.

Pendant que la Banque internationale exportait, pendant que les boursiers jouaient, pendant que

M. Thiers faisait travailler les ouvriers aux dépens du Trésor, l'ancienne Banque industrielle et révolutionnaire donnait aussi la mesure de son activité.

Les établissements de crédit se succédaient ; M. Laffitte les favorisait ; M. Gouin s'élevait, ainsi que M. Cail et M. Derosne.

M. Thiers, arrivé à la présidence du conseil des ministres, disait :

— Vous voyez !

Il voulut voir plus loin, et toujours aventureux, éprouva le besoin de s'aventurer lui-même.

Il avait, paraît-il, manœuvré de telle sorte, qu'on croyait à une guerre imminente avec l'Angleterre, première apparition de la question d'Orient.

Déjà tout se préparait dans ce sens, lorsque, soudain, le télégraphe parla, arrêtant net le cours des idées et avec lui, celui de la Bourse.

On alla même jusqu'à prononcer le mot de coup de Bourse.

Et, en effet, ce fut le moment des plus énormes oscillations des marchés européens, et des fortunes furent faites et défaits en une journée.

M. Thiers se retira.

M. Laffitte était mort. On était en plein luxe ; la maison Rothschild brillait de toute sa splendeur, et le gouvernement déclarait qu'il voulait mettre de l'ordre dans les finances.

M. Gouin, successeur de M. Laffitte, le grave M. Delessert, les deux frères Périer, successeurs de Casimir, y aidaient de tout leur pouvoir.

On alla même jusqu'à découvrir sept millions de déficit pour le Trésor.

Cette affaire est connue sous le nom de déficit Kestner ; mais tout se borna à la constatation du fait.

La corruption financière était arrivée à son comble.

L'idée phalanstérienne venait de faire son apparition. Les ignorants l'interprétaient dans le sens de la promiscuité, et l'ouvrier entraînait dans cette démoralisation qui descendait sur lui.

L'or du joueur avait trainé sur le sol du pays, laissant une trace huileuse qui s'allongeait et s'élargissait, graisse maculante et non pas nourrissante.

Aux mouvements saccadés avaient succédé, en Bourse, une série de hausses régulières.

Le 5 p. 100 atteignit 122 francs. On revint à l'idée d'une conversion. C'était renouveler une vieille querelle ; il était trop tôt, et le 5 p. 100 ne devait triompher qu'en 1852.

Du reste, il est encore curieux de le constater, précisément au moment où l'on reparla d'une conversion, la commission de Londres se débattait contre des réclamations irritées, appuyées d'accusations hardies, relativement à l'indemnité française de 1815, et sentait qu'il fallait enterrer définitivement

ses exactions. Elle devait y réussir bientôt, sans le concours d'une conversion.

Nous sommes arrivés en 1847.

L'école financière de 1830 avait usé le levier de sa pompe aspirante ; les chemins de fer y avaient puissamment aidé, et ce qui aurait dû être tout d'abord un instrument de prospérité publique commença, grâce à la spéculation, par être un élément de ruine.

Les financiers absorbèrent les lignes.

Le système de l'avenir consistait à grouper, sous le nom de Compagnies, des quantités innombrables d'ouvriers, qu'on courberait sous le niveau d'une discipline sévère, afin de, plus tard, quand on ne pourrait faire autrement, les conduire aux urnes, comme on les avait conduits aux barricades au début de ce régime.

C'était donc un sous-classement des forces industrielles, un embrigadement des volontés sous la domination des capitaux.

M. Thiers était revenu au pouvoir, appuyé de M. Odilon Barrot.

L'orage s'élevait, et nul ne le voyait. La maison de Rothschild avait continué à monopoliser le crédit, prenant la fleur et laissant les feuilles de l'arbre financier aux capitalistes de Paris.

L'année, du reste, n'était pas heureuse, et la nature ne favorisait pas l'administration.

Il y avait eu des inondations ; le blé fut rare. L'approvisionnement tourna à l'agiotage.

Enfin le 10 novembre 1847 le Trésor, obéré, dut recourir à M. de Rothschild et lui adjuger un emprunt de 250 millions.

Ce banquier l'obtint en 3 p. 100, à 75 fr. 25.

Dès le mois de décembre 1847 ce fonds avait atteint 77 fr. 55, en moins de deux mois ; c'était pour le millionnaire une prime de 2 fr. 10 pour 3 francs de rente, soit, en moyenne, 18 millions de bénéfices sur la totalité de l'emprunt.

Pendant que le Trésor faisait cette opération, l'industrie, poussée à outrance, rançonnée par la banque et secondée par le vertige des associations, prétexte de mille escroqueries, avait abusé de l'ouvrier, d'où une irritation terrible dans le peuple.

Des écrivains populaires prenaient soin, d'ailleurs, d'alimenter cette irritation en démontrant aux citoyens que la révolution de 1830 était un leurre, qu'ils avaient été trompés, que c'était toujours la même main qui tenait le pouvoir, qu'il fallait prendre une éclatante revanche.

Le peuple, de son côté, voyait avec un perpétuel étonnement combien était différente sa situation, par comparaison avec celle de ses chefs, en matière de travail.

Le patron était-il ruiné, par faillite ou autrement, l'ouvrier perdait son gagne-pain et était réduit à mourir de faim, pendant que, sujet de surprise, ledit patron vendait seulement ses voitures — quand il les vendait — et continuait à jouir de son bien-être.

A côté de cela, tel prolétaire, hier sans sou ni maille, était le lendemain presque millionnaire, sans cause apparente, sans travail fourni.

Pourquoi?

Telle était la question éternellement posée.

La finance politique, tout entière passée dans l'opposition, favorisait ce mécontentement, espérant bien, comme en 1830, le diriger et l'absorber ensuite.

Enfin, il y avait un nouveau prétexte, un nouveau levier à adapter à la pompe aspirante, un autre duc d'Orléans, qui s'appelait le prince Louis-Napoléon Bonaparte.

Celui-ci, blotti dans la tanière traditionnelle des prétendants, l'Angleterre, où l'aveuglement plus que le dédain des d'Orléans l'avait laissé fuir, épiait le moment de tenter une restauration impériale.

Avec lui le peuple était prince à son tour : Bonaparte était la royauté plébeienne ; Louis se faisait volontiers socialiste, phalanstérien, tout ce qu'on voulait, pourvu qu'il mit la main sur les finances de la France.

L'opposition, elle, revêtait toutes les formes,

depuis la rue du Sentier jusqu'au faubourg Saint-Antoine, depuis la Chaussée-d'Antin jusqu'à la rue Saint-Dominique ; à Lyon, à Marseille, et même à Carpentras, toute la France gémissait et conspirait dans un sens ou dans l'autre.

Cette vaste aspiration au changement éclata à propos d'un banquet.

Louis-Philippe avait régné, et, à son tour, ce roi partait pour l'Angleterre.

Voyons, de bonne foi, ces grands financiers, ce luxe, ce tourbillon d'argent, de compagnies, de rentes, de chemins de fer, de rentes sur le grand livre, n'avaient donc pas fait le repos et la prospérité du pays ?

C'est la République qui va répondre.

VII ⁽¹⁾

1848

Les hommes de 1830 s'étaient trompés ; ils croyaient dominer le mouvement, cette fois encore, ils ne le purent pas.

L'insurrection de 1848 fut *populaire et sociale*.

Ceux mêmes dont les théories brillantes et hardies l'avaient aidée : MM. Louis Blanc, Proudhon, Léon Faucher, Émile Péreire, Infantin, Wolowski, Michel Chevalier, Cabet et bien d'autres, furent impuissants.

Au milieu de divergences nombreuses, les programmes réformateurs avaient une partie commune qui peut se résumer ainsi :

(1) Ce chapitre a été complètement remanié en vue de l'édition actuelle, et à cause des confirmations que les événements survenus depuis 1876 ont apportées à la thèse du présent ouvrage.

Travail obligatoire.

La société est un vaste laboratoire où chacun doit trouver sa place selon ses capacités.

La société doit le travail aux ouvriers.

Guerre au capital, affranchissement de l'oppression de tous par la *haute banque*.

Ces programmes et leurs variantes avaient un défaut principal :

Ils manquaient d'*organisation*.

On peut dire qu'ils étaient de simples tables des matières, résumant un ensemble de critiques ; mais ils ne révélaient à aucun degré une notion complète, synthétique de *l'organisme social*.

Or, la théorie sans organisation, jetée en pâture à l'ignorance populaire, fait des *révoltés* et non pas des *révolutionnaires*.

C'est ce que la *haute banque* a toujours très bien compris. Ayant tout à gagner au tohu-va-bohu juif, elle favorise volontiers les critiques les plus amères contre le pouvoir, qu'elle domine pourtant et qu'elle entoure, mais d'une façon occulte ; elle fournit, même, son argent aux journaux les plus violents, tant que ceux-ci ne tendent qu'à *détruire*.

Mais aussitôt qu'il s'agit d'*organiser* la *théorie* née, logiquement, de l'ensemble des critiques, elle s'évade ; de sorte que si l'appel à la révolte trouve toujours chez elle des trompettes et des clairons, jamais

elle n'a fourni même un filre à la *révolution scientifique*.

En cela la *haute banque* est logique. En effet il n'y a pas de *révolution sociale* possible quand préalablement il n'y a pas eu *révolution financière*.

Or, la finance étant elle-même une *révolution permanente*, mais *silencieuse*, dirigée contre les intérêts de la masse, on comprend que la *révolution financière* doit être forcément une *contre-révolution*, par conséquent une destruction de l'organisation dominante, dont le vrai nom est le *Capitalisme*.

De son côté, le capitalisme étant une organisation éminemment scientifique, enserrant simultanément *tous les intérêts*, il est clair que, pour l'atteindre, il faut viser et toucher partout en même temps.

Voilà pourquoi, quand on veut faire une révolution scientifique, il faut :

Ou la réaliser doucement et progressivement par l'habileté des moyens et la supériorité des idées pratiques ;

Ou l'imposer brutalement une fois pour toutes, par la violence systématique et étudiée, de façon à ne pas dépasser le but.

MAIS, DANS LES DEUX CAS, IL FAUT AVOIR UN PROGRAMME D'ENSEMBLE ET DE DÉTAIL, NET, INFLEXIBLE, SANS TRANSACTION ÉVENTUELLE, PARCE QU'UNE TRANSACTION DANS UN PROGRAMME EST LE SIGNE DE SON IMPERFECTION.

En 1848, on a eu le tort grave de jouer avec la colère du peuple affamé.

D'une part, ceux qui, avec sincérité, n'avaient foi que dans la violence, n'étaient pas assez forts pour l'employer avec utilité.

De l'autre, les souvenirs de 1789, avec ses confiscations et ses hécatombes, étaient encore trop vivants pour ne pas avoir organisé une résistance non seulement française, mais européenne.

Enfin, la corruption du règne qui venait de finir avait empoisonné jusqu'aux soldats de la Révolution.

Or, pour triompher *durablement*, une « révolution doit être pure ».

Est-il nécessaire de rappeler ici au milieu de quelles pourritures s'effondra la monarchie de 1830 ?

Faut-il rappeler à quel point la corruption et la vénalité avaient pénétré dans les habitudes de tous les fonctionnaires ?

Faut-il souligner la ressemblance étrange des scandales de 1847 avec ceux de 1887 !

Cà et là des ministres, des généraux, des fonctionnaires de l'ordre le plus élevé, sont convaincus de vénalité, de forfaiture, d'escroquerie !

La justice, effarée, chancelle ; les faux poids élisent domicile dans sa balance symbolique ; la nation est démoralisée.

— Comment cela est-il possible ? — Pourquoi nous a-t-on caché si longtemps ces turpitudes ?

Hé ! bonnes gens ! parce que ceux qui désiraient s'asseoir sur ces turpitudes, pour en commettre à leur tour, voulaient avoir le temps de se préparer.

Songez-y ! 1847-1887 sont deux identités !

Quoi qu'il en soit, les hommes de 1848 avaient la partie belle.

La monarchie de juillet s'étant écroulée dans le mépris public, le gouvernement provisoire n'avait eu qu'à ramasser le pouvoir ; il disposait donc, dès le premier jour, des facilités les plus inimaginables pour réformer d'un coup, sans résistance possible, tous les abus du passé, pour installer un régime économique nouveau et, pour sauver la France de toutes les catastrophes qu'elle a traversées depuis, laissant à chacune d'elles quelques lambeaux de son honneur ou de ses richesses.

Au lieu de cela, qu'a-t-il fait ?

Faute d'avoir étudié, faute d'avoir muri un plan d'organisation sociale, composé d'ignorants autant que d'ambitieux, il tâtonna plusieurs mois, essaya des *systèmes partiels* ; étrange chirurgien, il se mit à panser la *plaie-misère*, tout en aiguisant le *sabre-million*.

C'était absolument recommencer l'œuvre des Danaïdes !

Ce fait seul accuse formidablement tous ces pseudo-réformateurs, aptes seulement à inonder Paris de leur prose creuse et de leur phraséologie ampoulée.

Pourtant ces hommes ne devaient leur notoriété qu'à leurs vigoureuses critiques du régime déchu ; besogne aisée ! Or, il est si visible que leurs discussions étaient superficielles et dirigées seulement dans un but ambitieux, que le jour où ils se sont trouvés, soudain, maîtres de *tout ce pouvoir*, dont, pendant tant d'années, ils n'avaient espéré obtenir qu'une *faible partie*, ils se sont montrés interdits, impuissants, — ou, sinon, ils ont été *des traîtres* !

Dans tous les cas, ils ont tellement « attendu », « ânonné », qu'ils ont laissé le temps au *capital*, seul coupable des infamies orléanistes, de s'organiser, de se donner un autre chef, et, finalement, de noyer de nouveau la France dans des flots de sang.

Au moins, que cette leçon profite au peuple ; qu'il sache bien et retienne que jamais il ne doit laisser vingt-quatre heures de vacance entre un régime ancien et un régime nouveau.

Qu'il se méfie des conseillers systématiques de renversements ou de batailles, si les mêmes sont muets sur l'organisation nouvelle qui devra être substituée à l'ancienne ; il faut au contraire que cette organisation soit toute prête, étant condensée prati-

quement sous la forme de quatre ou cinq lois ou décrets, non pas *d'ordre politique*, — la politique ne servant qu'à satisfaire la rage des passions, — mais *d'ordre scientifique et économique*, le seul qui sache équilibrer, pour tous les besoins et les moyens, les consommations et les productions, et installer le bien-être là où était la misère, sans qu'il soit fait le moindre appel au caprice ou à l'arbitraire (1).

Afin de mieux comprendre les facilités offertes au gouvernement de 1848, il faut jeter un coup d'œil sur l'état des transformations sociales au moment de son installation :

Depuis 1814, toutes les forces *aristocratiques* s'étaient fondues peu à peu dans la FINANCE.

C'est ainsi qu'on avait pu voir, dès 1824, M^{lle} Desteyère devenir duchesse d'Osmond, MM^{les} Roy, marquise de Talhouët et comtesse de Lariboisière ; M^{lle} Ouvrard avait épousé le comte de Rochechouard, dernier héritier de Richelieu. Pour MM^{les} Collot, c'était une simple aspiration à la pairie.

Les finances, à leur tour, s'étaient fondues petit à petit dans l'industrie et le commerce.

(1) Pour préciser et joindre l'exemple au précepte, je donne trois lois principales, qui, *consenties pacifiquement*, rendraient inutile l'emploi de la violence. Ces lois sont uniquement basées sur des *constats scientifiques* ; on les trouvera, avec leur exposé des motifs, à la fin du présent volume.

La suprématie de l'industrie avait été proclamée par Saint-Simon quand il dirigeait l'*Industriel*.

Un manifeste signé Saint-Simon, Augustin Thierry, avait posé, en principe, que la mort d'un empereur ou d'un roi n'était rien, tandis que la mort d'un industriel ou d'un chimiste était une calamité publique.

Mais le manifeste ne parlait pas du cataclysme devant suivre nécessairement la disparition d'un *banquier* ; aussi ceux qui subventionnaient le journal de Saint-Simon se retirèrent devant cette proclamation quasi-sociale ; ils s'appelaient Cottier, Vassal, Blanc-Collin, Hottinguer, Gros-Davilliers, Delessert, Casimir Périer (1).

Ces Messieurs espéraient alors *faire les affaires de la France*, et, assurément, M. Vassal n'aurait pas encore osé s'insurger contre des ordonnances *royales* et Casimir Périer n'aurait pas aidé à renverser le *roi*.

Ils en étaient venus là, pourtant, en 1830.

Comme on le voit, fusion de races et fusion d'idées, tout était allé peu à peu vers le peuple, sans que les fusionnistes s'en rendissent bien compte eux-mêmes.

Aristocratie, banque, industrie, commerce, et enfin bourgeoisie, étaient devenus des alliés.

La progression avait été celle-ci :

(1) Voir, dans le deuxième volume des *Rois de la République*, les particularités concernant ces divers financiers.

D'abord, cent hommes en *gouvernaient* trente millions ; puis mille hommes étaient devenus nécessaires ; puis cent mille, enfin, cinq cent mille. On en était là ; c'était l'Empire qui devait atteindre le million.

C'est-à-dire que trente millions de producteurs, au lieu d'avoir à repaître cent familles, avaient à en enrichir un million.

Tel était le progrès !

Au moment que nous étudions, néanmoins, et tout en s'éparpillant, la force métallique pouvait encore se compter facilement.

Quand elle entendit le tocsin de 1848, elle se resserra soudain et fit le vide autour du pouvoir nouveau.

Si celui-ci avait été sincère, il aurait été clairvoyant ; il aurait senti où était le péril, et, par des mesures sévères, il aurait conjuré la grève européenne des capitalistes qui allait avoir raison des vellétés socialistes manifestées en France.

Ce gouvernement ne fit rien, ne vit rien et capitula bien vite, ainsi que nous allons le voir.

Comme tout autre gouvernement, il avait besoin d'argent. *Il le sollicita* auprès des financiers ! Ceux-ci le lui refusèrent. — Naturellement.

L'Europe, de son côté, était surprise et émue ; beaucoup de villes étaient atteintes par la propagande

révolutionnaire française. L'Europe avait, en outre, comme nous l'avons dit, la main fort avant plongée dans le grand livre français, soit par elle, soit par les banquiers, et elle s'effarait parce que le marché financier n'était plus dirigeable, du moment qu'elle ne tenait plus les ficelles des mouvements politiques.

L'Europe donc fit grève. Le premier acte de cette grève fut accompli par le banquier autrichien de la rue Laffitte.

Celui-ci avait été surpris par 1848 en plein jeu de bourse international. Habitué à aller de confiance, les événements qu'il avait traversés, depuis 1814, lui ayant toujours démontré que ses amis savaient conserver le pouvoir, et que lui-même arrivait toujours à posséder leur secret, il avait organisé, sur l'emprunt de 250 millions, une vaste combinaison financière.

Le gouvernement nouveau le déroutait.

Comment, du reste, un financier et un banquier international, de la religion judaïque, aurait-il pu se faire comprendre de M. de Lamartine, un poète ; de M. Arago, un journaliste ; de M. Marie, un avocat ; et, enfin, de M. Ledru-Rollin, qui empêchait la réouverture du palais de l'agiotage ?

Assurément, c'était impossible !

Mais il lui restait le Ministre des finances. Celui-ci était un coreligionnaire. Il s'appelait Goudchaux ;

c'était un banquier de second ordre, un petit escompteur de commerce ; il y avait aussi Garnier-Pagès, un courtier de bourse ! Il y avait surtout Crémieux, l'orléaniste juif, le restaurateur d'Israël en France et en Algérie.

Là, peut-être, était le salut.

Avec de pareils éléments, le célèbre baron ne fit qu'une bouchée de la finance républicaine.

Voici quelle était la situation de Rothschild envers la France au moment où éclata l'insurrection de février 1848.

Il avait soumissionné et contracté, en novembre 1847, un emprunt de 250 millions, comme nous l'avons dit plus haut.

Ainsi que nous l'avons dit également, il avait pu, grâce aux mouvements ascensionnels de la bourse, réaliser environ 18 millions de primes.

Les avait-il réalisés ou non, ce n'est pas ici la question.

La seule question est de savoir s'il *avait pu* le faire. Or, il l'avait pu.

Sur les 250 millions, le banquier avait encore à verser 170 millions.

M. Goudchaux lui demanda timidement de s'exécuter ; le banquier, prétextant le cas de force majeure, — car la rente avait baissé, — refusa de faire les autres versements.

Il osa ainsi une chose que le célèbre Ouvrard n'avait même pas songé à faire au moment de Waterloo.

Il est curieux de comparer les deux situations.

M. de Rothschild avait obtenu l'emprunt en 5 p. 100 à 75 fr. 25, en novembre 1847.

Voici les cours du 5 p. 100 à partir de cette époque :

	Plus haut.		Plus bas.
1847, Novembre	77 ^f 39.	23 février ...	76 ^f »
Décembre.....	77 35.		74 90
1848, Janvier	75 20.		73 20
Février	74 80.	23 février ...	73 70
Mars		7 mars.....	58 »

Donc, en décembre, M. de Rothschild pouvait avoir placé à 77 fr., cours moyen, les 9,966,800 fr. de rentes 5 p. 100 qui représenteraient les 250 millions concédés à 75 fr. 25, avec une prime de 1 fr. 75 par 5 fr. de rente, soit un bénéfice de 17 millions 442,000 fr. sans compter la commission.

Mais M. de Rothschild, n'ayant, sans doute, pas trouvé les cours assez élevés pour lui (habitué qu'il était aux bénéfices espagnols ou haïtiens), avait autrement organisé son opération, quand les journées de février éclatèrent.

Il n'avait, paraît-il, placé que 2,569,415 fr. de rente, pour un versement au Trésor de 64,450,878 fr.,

gardant ainsi une prime de 4,496,472 fr. 75 au cours moyen de 77 fr.

Un cautionnement de 25 millions avait été déposé, comme garantie des engagements du soumissionnaire.

A dater du 7 février et le 7 de chaque mois, il avait à verser 10 millions jusqu'à concurrence du solde nominal, en décomptant les arrérages que le gouvernement avait déclarés payables par anticipation à partir du 22 décembre 1847, et qu'il fit payer par anticipation de l'anticipation le 6 mars, au lieu du 22 mars 1848.

Tout cela ne conduisit à rien.

Non seulement M. de Rothschild, après s'être fait imperturbablement solder, en février, un demi-million pour le service de *l'emprunt grec* garanti par la France, ne continua pas ses versements exigibles, mais, encore, il fut relevé de ses engagements et par surcroît admis, en secret, à une émission de 15 millions de rente 5 p. 100, au même taux que celui auquel il avait pris l'emprunt en 3 p. 100 (27 juillet 1848).

La théorie est donc fort claire ; les banquiers qui traitent avec l'État n'admettent pas d'aléa contre eux.

Appelés à agioter sur une nation, ils gardent tous les bénéfices et lui font supporter toutes les pertes.

Et ils disent que c'est justice !

Voyons, maintenant, la conduite d'Ouvrard, cet

homme si discuté et, plus tard, flétri, pendant que Rothschild était prôné pour sa rigidité et son exactitude.

Lorsque Ouvrard avait fait un traité analogue à celui de 1847 et lorsqu'il accepta de prendre, à 53 fr., 5 millions de rente 5 p. 100, cette rente, cotée 69 fr., tombait à 55 fr. (avril 1815), puis elle fit 62 fr. 25 et 56 fr. (mai) et le 20 juin, au moment de Waterloo, 53 fr.

A ce dernier prix, il perdait son bénéfice et une partie de sa commission ; or, ce jour-là, ayant encore cinq versements à faire, de 2 millions chacun, il pouvait invoquer l'inconnu du lendemain, le cas de force majeure ; il n'en fit rien et versa, le 21, le 22, le 23, le 24 et le 25, jusqu'au dernier million, aussi régulièrement qu'il avait versé du 1^{er} au 20 juin les autres millions.

Donc, Ouvrard avait, en dix jours, placé les 5 millions de rente, en 1815 ; et Rothschild, en 1847, avec des moyens bien plus puissants, avait eu deux mois pour en placer 10 millions environ.

En comparant les deux résultats, faut-il conclure que le banquier de 1815 était plus habile que celui de 1847 ?

Nous ne commettrons pas une pareille erreur.

Nous dirons seulement qu'en 1815 il s'agissait de soutenir une monarchie quelconque, et qu'en 1848 il

s'agissait de tuer une République prise au sérieux par le peuple (1) !

La conduite du banquier autrichien avait exaspéré le peuple, ou, du moins, la portion du gouvernement populaire qui avait connu sa résistance.

Il fut obligé de se cacher et, juste punition, subit à ce moment sa crise la plus forte.

Ce fut encore de Londres que lui vint le salut, au moment même où il implorait Caussidière et niait son intention de s'enfuir à l'étranger.

Enfin, par une coïncidence des plus singulières, cet arrivage de fonds anglais précéda de quelques mois à peine la clôture définitive de la liquidation des réclamations anglaises, commencées en 1815.

En effet, tout ayant été dépensé, disait-on, l'Échiquier donnait publiquement décharge à ses commissaires en 1849.

Il est bien extraordinaire de constater qu'à cette époque où le pouvoir de la République battait monnaie

(1) Dans les éditions de 1876, mon appréciation était empreinte de quelques espérances dans le pouvoir nouveau. Voici ce que j'avais écrit, hélas !

« Seulement nous remarquerons que lorsqu'il s'agit de dominer un marché des fonds publics, et par conséquent d'extraire, par eux, l'argent d'autrui, c'est avec la royauté qu'on y arrive, et non pas avec la république. »

avec la vaisselle de l'ancien roi, avec les biens de la liste civile, les fonds des déposants des caisses d'épargne, l'impôt des 45 centimes, les emprunts à la Banque de France, le cours forcé, essayant même du séquestre, des souscriptions publiques en 5 p. 100 à 75 fr. 25 (comme aux mauvais jours de l'invasion), qui, enfin, s'occupait de dresser un tableau des créances étrangères, car, après avoir pris par violence notre numéraire, l'étranger l'avait aussi obtenu par ruse et sous diverses formes, il est extraordinaire, dis-je, que ce même gouvernement, forcé de nourrir cent mille ouvriers dans les ateliers nationaux, au prix de 9 millions par mois, et qui, pour y arriver, torturait vainement sa pauvre cervelle, n'ait pas connu la gravité des exactions qui avaient fait disparaître le solde des 6 millions et demi de rentes inscrites en 1815 sous condition de compte à faire.

L'étrangeté de cette lacune n'est explicable que si l'on veut bien se rappeler le soin jaloux de la diplomatie à entourer de mystères tout ce qui touchait à cette question.

Dès lors il aurait fallu plus de science et plus de conviction aux gouvernants pour les décider à aller fouiller dans les archives et compulser des correspondances embrouillées à plaisir.

Dans tous les cas, l'ombre semble être si bien inséparable de cette fameuse liquidation dont M. de

Rothschild a connu tous les détails, que si, aujourd'hui encore, même après les discussions publiques qu'elle a soulevées de 1861 à 1869, à Londres, dans la chambre des communes, où lord Lyndhurst déclarait que cette « affaire » était une *tache pour la nation*, et, à Paris, dans le corps législatif, où M. Rouher déclarait que *tout était régulier*, vous interrogez quelques-uns de ces anciens fonctionnaires du ministère des affaires étrangères, qui savent survivre à tous les changements, vous ne tarderez pas à vous apercevoir, à leur ignorance absolue à cet égard, comme à bien d'autres, quels sont leurs droits imprescriptibles à conserver des fonctions dont ils font un si bel usage.

Enfin, il ne s'agit que de l'argent des contribuables, ce qui est une *bagatelle*, comme toute l'histoire que nous venons d'écrire n'a cessé de le prouver (1).

(1) Les journaux ont reparlé souvent de cette liquidation, en vertu de laquelle la France est encore actuellement titulaire d'une créance contre l'Angleterre s'élevant à plusieurs centaines de millions ! Dans les premiers mois de 1887, un député a réveillé cette affaire, et il a même obtenu la nomination d'une commission parlementaire.

A plusieurs reprises, j'avais été consulté sur les circonstances des traités origine de la créance et sur leur interprétation financière ; j'ai à ce titre été appelé à rédiger un mémoire à la fois technique et diplomatique. On trouvera ce mémoire avec quelques documents nouveaux à la fin du présent volume.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement de 1848 avait à la fois peur et horreur des banquiers et, à l'étrange faiblesse de M. Goudchaux, on vit succéder aux finances les petits systèmes de M. Garnier-Pagès.

Pendant ce temps, on faisait au Luxembourg de belles théories sur le travail.

Mais, un jour, le peuple, lassé d'être flagorné, voulut enfin faire entendre sa voix... Sous prétexte d'ordre, on le réduisit au silence ; ceux-là mêmes qui l'avaient lancé — par des paroles — se réfugièrent en tremblant derrière la dictature du général Cavaignac, laquelle ne tarda pas à devenir *conservatrice*, c'est-à-dire appuyée sur l'élément financier ; dès lors ce fut fini, la République courait ses premières bordées vers l'empire.

Le crédit renaissait de ses cendres, la bourse était rouverte ; la République, elle aussi ! *organisait un marché des fonds publics*, des comptoirs d'escompte avec des patrons devenus millionnaires, l'étant déjà quelque peu à cette époque et qui avaient nom : MM. Pagnerre, Hachette, Dubochet, Laveissière, Pinard et Boissaye. Bientôt Louis-Napoléon Bonaparte put se faire élire Président de la République.

Bref, la haute banque, après quelques mois de défaite apparente, ressaisissait le pouvoir.

Quant à M. de Rothschild, il était redevenu plus millionnaire que jamais.

IX

1852-1870 ⁽¹⁾

Toute la génération actuelle a pu apprécier la puissance de la finance dans cette période nouvelle de dix-huit ans.

Et, cependant, au début du règne, la *haute banque* officielle avait eu un moment d'hésitation ; elle sentait que le nouveau souverain avait des traditions *impériales* et que, peut-être, il serait disposé à fabriquer lui-même les *banquiers* dont il aurait besoin. C'était la peur de la concurrence !

Cette peur fut justifiée, comme on le verra ; mais étant donné que les prêtres de Moloch-Baal arrivent

(1) Ce chapitre a été complètement remanié et considérablement augmenté, pour le même motif que le précédent.

toujours à s'accorder, même lorsqu'ils paraissent se quereller davantage, on s'apercevra finalement que la féodalité de l'or n'y perdit rien, et que le peuple, l'éternel sacrifié, subit un peu plus généralement les vols éhontés et les spoliations cyniques.

En fait Napoléon III avait étudié les procédés financiers des divers régimes. Il savait en outre qu'un gouvernement populaire n'était possible que s'il était abrité derrière le « prestige », d'autres disent « la prestidigitation ».

Deux prestiges étaient à sa portée : celui du nom ou celui de la race ; or il avait le nom sans avoir la race, même celle dont il affichait l'étiquette.

Il eut l'habileté de prendre la race où elle était, c'est pourquoi il choisit Morny, et il se contenta de prendre le nom pour lui.

Les quelques lignes qui précèdent résument entièrement la grandeur conventionnelle et la décadence réelle du régime impérial.

Morny fut le grand tripoteur et le grand corrupteur, et, véritablement, favorisa l'éclosion d'une nouvelle agglomération financière.

Rothschild avait boudé ; il avait essayé, avec sa maladresse de parvenu, d'intervenir entre Napoléon et Changarnier (1). On l'avait écarté assez brutalement ;

(1) J'ai raconté ce fait dans mes *Rois de la République*, 1^{er} volume, page 130.

mais sa colère devint plus rageuse lorsqu'il vit un de ses anciens commis, Pereire, dresser *autel* contre *hôtel*, et devenir l'un des grands financiers de l'empire.

Enfin nouvelle colère lorsqu'il vit éclore Mirès ; aussi ne fut-il pas étranger à la lutte gigantesque qui s'éleva entre ces deux derniers financiers et qui remplit bruyamment une bonne partie de la période impériale.

On remarquera que, dès maintenant, la nouvelle finance fleurit encore dans le judaïsme. Mais ce n'est pas tout.

Que dirais-je si j'avais à énumérer toutes les étrangetés de la dynastie des Fould, toutes les invraisemblances du duc romain Galiéra, toutes les fournitures des Seillière et des Heine et les mystères de la faillite Thurneysen !

Faut-il parler de Girardin, des Crémieux, et du compère Polydore Millaud, et de Talabot, et de Crochard, et de Solacroup, et de Gibiat ?

Tous ces noms représentent ce que Georges Duchêne, qui, avant moi, s'est occupé de l'Empire, appelait la *bancocratie impériale*, et quand j'aurai ajouté les noms de Frémy, de Soubeyran, de Rouher, d'Hausmann, d'Erlanger et de Jecker, j'aurai, je crois, énuméré les fortes têtes et aussi les grands spoliateurs de la nation française sous la période dévorante présidée par Napoléon III.

Fould et Girardin exceptés, tous ces gens-là étaient à peu près nouveaux ; on chercherait vainement dans les annales de la monarchie de 1830 une mention de quelque importance révélant qu'avant d'être les aventuriers du 2 décembre, ils avaient été autre chose que valets dans la société dirigée par les Orléans.

C'était donc un tas d'affamés que, justement d'ailleurs, dans ses *Châtiments*, Victor Hugo a cinglés de ses rimes flamboyantes.

Avec eux, la juiverie était dans l'Empire, et, naturellement, celui-ci devait en mourir.

Au début, Fould s'établit comme l'un des financiers les plus célèbres et les plus puissants ; sa maison de banque était déjà ancienne et lui valut certainement la position officielle qu'il occupa.

Ce juif avait des prétentions presque égales à celles des Rothschild.

Un chroniqueur a dit : « La dynastie des Fould est encore une autre paire des cornes de Moïse ; mais pendant que Rothschild vise à la couronne internationale, Fould se contente de la couronne de France. »

Ce fut lui, d'ailleurs, qui centralisa à Paris les opérations de bourses faites dans tout le pays en organisant le *service de la trésorerie générale*.

Il avait été député sous Louis-Philippe, l'avait servi

en bon domestique ; il n'avait pas même volé les voix qui l'avaient élu, car son caissier affirmait qu'il les avait régulièrement payées ; il avait donc l'étoffe nécessaire à faire un ministre impérial.

Son influence fut considérable ; elle était, au surplus, secondée par certaines alliances.

Une des demoiselles Fould, après avoir failli épouser un marquis de Béthisy, avait fini par épouser un comte de Breteuil.

On sait, en effet, que le faubourg Saint-Germain avait, comme Rothschild, boudé dans son coin contre la société impériale, mais que sa bouderie ne put tenir devant les manteaux de cour et les séductions de Saint-Cloud et de Compiègne.

Avec Fould, l'Empire organisait donc la centralisation financière, mais ses économistes furent d'abord très embarrassés.

Ceux-ci savaient fort bien que la finance était la base de la science économique ; mais, comme, par peur du socialisme, ils avaient défendu aux journaux financiers de s'occuper de matières économiques, ils étaient quelque peu gênés dans leur expansion, surtout quand ils voulaient agir pour leur compte personnel.

Voilà pourquoi, pendant longtemps, les grandes exactions commises furent ignorées ; le public connut seulement quelques vérités, lorsque, comme les chiens du songe d'Athalie, les hauts financiers « se

disputaient entre eux » et avaient recours aux tribunaux.

C'est, sans contredit, à Mirès que la France doit la révélation des dessous de cartes de certaines combinaisons financières.

Sans lui, sans ses nombreux journaux, sans son arrestation, sans ses trafics orientaux, romains et marseillais, jamais on n'aurait connu les bas-fonds des Pereire, le mercantilisme de Pontalba, le dilettantisme de Solar, l'*indépendance* de l'expert Monginot et les extraordinaires palinodies de la justice impériale.

La haute banque de l'empire a dû plusieurs fois se mordre les doigts d'avoir tracassé ce bavard ; véritablement, ses révélations passaient à travers les mailles de la loi qui muselait la presse.

La fameuse séparation établie entre les questions économiques et les questions financières ne tenait plus debout et, malgré l'hypocrisie avec laquelle on permettait de créer *librement* des journaux *purement financiers*, à la condition que ceux-ci ne parlassent jamais d'économie politique, les vérités purent se faire jour.

Il est vrai que la séparation de la finance et de l'économie étant une contre-vérité scientifique, les tribunaux de l'empire pouvaient très aisément accuser et condamner pour *économisme* tous les articles finan-

ciers qui déplaisaient aux entreteneurs de l'empereur. Mais lorsqu'on plaidait et *qu'on publiait un jugement*, il devenait impossible d'arrêter les indiscretions.

C'est ainsi qu'on a pu savoir qu'Erlanger, agissant au grand jour et impunément, avait fait souscrire 75 millions pour le fameux emprunt-coton au moment de la guerre de Sécession en Amérique, et avait mis 70 millions dans sa poche, en se dispensant aussi bien de verser les fonds au gouvernement emprunteur que de restituer un centime aux gogos souscripteurs (1), le tout avec la complicité plus ou moins directe du syndicat des agents de change de Paris.

Et maintenant, si l'on compare la monarchie impériale avec les monarchies précédentes, on retrouvera encore les mêmes procédés généraux ; on verra, même, que la République de 1848, sans s'en douter, les a aussi employés.

Ces procédés généraux consistent en ceci :

Que les gouvernements, ou arbitraires, ou empiriques, s'imaginent toujours qu'une large aumône publique suffit à leur faire pardonner toutes leurs autres exactions.

C'est ainsi que les Bourbons ont eu le milliard des émigrés ;

(1) J'ai détaillé ce fait dans mes *Rois de la République*, 1^{er} volume, page 275.

Les Orléans : les concessions de chemins de fer ;
La République de 1848 : les ateliers nationaux.

Napoléon III cumula les ressemblances : d'abord il rétablit la papauté, et rassurait par là ceux qui rappelaient Pie VII. Ensuite les monopoles ayant tremblé devant le peuple de 1848, car ils détenaient les biens de la nation, il les rassura aussi, comme on avait rassuré les acquéreurs de biens nationaux, c'est-à-dire en légiférant pour les consolider et les proroger : les *Chemins de fer*, le *Crédit Foncier*, la *Banque de France*.

Non content de cela, il enrégimenta toutes les industries, toutes les banques particulières et, par l'anonymat régulièrement organisé, rendit illusoires les responsabilités personnelles.

La haute banque étant repue, il s'occupa des prolétaires ; en faveur de ceux-ci, il créa le *fonctionnarisme à outrance* ; il finit même par leur persuader qu'ils devenaient capitalistes parce que ses financiers avaient aidé à l'institution des souscriptions directes et publiques.

Il suffit, au surplus, de parcourir la liste des grands emprunts officiels, pour se rendre compte de la puissance acquise par la concentration financière.

Dès 1852, l'empire faisait convertir le 5 p. 100 ; cette opération porta sur 3 milliards et demi.

Ensuite, plusieurs émissions de rentes pour dota-

tions, entre autres pour la Légion d'honneur et pour la feue reine des Belges, portèrent sur 200 millions.

En 1862, la conversion du 4 $\frac{1}{2}$ p. 100 porta sur 4 milliards et demi ; peu après, la conversion des emprunts mexicains remua 189 millions.

En dehors de cela, et le plus souvent pour la guerre, le public donna son argent ; de 1854 à 1855 il fournit 2 milliards 200 millions ; de 1857 à 1859, lui ou la Banque de France versèrent encore un milliard.

Enfin de 1859 à août 1870, le public a encore fourni plus de 5 milliards.

Voilà donc, rien qu'en négociations officielles, près de 15 milliards qui ont été agités entre le public et les banquiers, sur lesquels, très certainement, plus d'un milliard et demi est resté entre les mains de quelques intermédiaires, sans compter les subsides plus ou moins avouables que courtiers, entremetteurs et gazetiers financiers ont reçu de diverses mains.

Les mœurs boursières purent ainsi pénétrer jusque dans la chaumière du paysan et empoisonner du même coup la bourgeoisie moyenne et la classe des travailleurs.

Tel avait été le fruit des études économiques de l'empereur ; exagérant les fautes du passé, constatant qu'on n'avait pas suffisamment élargi le cadre

des *admis à la curée* des fonds publics, il avait élargi le cadre ; grâce à lui la nation avait eu à payer les folies d'un million de familles, et entre temps la finance, renchérissant aussi sur le passé : Laffitte était éclipsé par Pereire, Ouvrard par Jecker, Casimir Périer par Mirès.

Rothschild seul demeurait incomparable.

Maintenant résumons : le système gouvernemental de la République avait, comme nous l'avons dit, appelé à vivre aux dépens de tous une centaine de mille hommes.

Mais, pendant ce temps, elle destituait ou arrêtaient dans leurs opérations 400,000 *pompiers économiques*.

C'était à la fois trop peu d'une part et trop de l'autre.

L'Empire, atteignant tout d'abord le chiffre de un million sur 30, avait raisonné plus algébriquement ; il s'était dit :

Étant donné qu'un État possédant 10 millions de forces vives peut, mathématiquement, être soumis par 2 millions de forces financières concentrées, de façon à attirer à elles la production des 8 millions restants.

La Restauration avait ajouté à ces 2 millions fondamentaux 500,000 ; le gouvernement de juillet, un million ; la République, 100,000 ; et tous avaient sombré !

Donc, il fallait forcer la progression.

Or, au moment de son avènement, Louis-Napoléon avait trouvé 3,600,000 forces concentrées absorbant la production totale des 6,400,000 forces vives restantes.

Il ajouta, graduellement, 1,400,000 appétits, et la balance fut, vers la fin de son administration : 5 millions contre 5 millions.

Arrivée à ce degré, la pressuration était insupportable, car les appétits des 5 millions qui étaient dessus se composait de la saturation des anciens et de la voracité des nouveaux.

Tout atteignait donc les limites jugées impossibles soixante ans auparavant.

La propriété, expropriée, travaillée, morcelée et reconstituée, exigeait un loyer d'un quart de revenu, alors que son chiffre normal doit être représenté par un dixième.

De son côté, la propriété mobilière, actions, rentes et monnaie, atteignait, sur le marché des fonds publics, les proportions les plus extravagantes.

La Bourse, naturellement, enregistra les plus grandes escroqueries du siècle. Naturellement aussi, le niveau moral s'abaissa de plus en plus dans toutes les classes de la société.

Si Balzac s'illustra en stigmatisant les infamies de

la société de 1830, qu'on juge de ce que peut dire Émile Zola, en jetant sa prose ardente sur le cynisme de la société de 1852.

Dès 1857, les choses avaient été au point qu'un magistrat, un procureur général, M. Oscar de Vallée, avait osé écrire un pamphlet intitulé *Les Manieurs d'argent*, et que l'empereur s'était cru obligé de remercier publiquement son auteur.

A quoi bon cette hypocrisie ?

Rien n'a été fait par la suite ; la loi de 1867 (dix ans après) n'a eu pour résultat que de multiplier plus que jamais les spoliations générales et particulières exécutées par l'anonymat.

Il est inutile d'entrer ici dans les détails.

Contentons-nous de traduire par des chiffres impitoyables les actes des gouvernements.

Pendant que les capitaux français (immeubles, meubles et valeurs) avaient mis vingt-cinq ans pour s'augmenter de 28 milliards, en passant de 54 milliards (chiffre de 1826) à 82 milliards (chiffre de 1851), et cela au milieu des appétits féroces que nous venons de raconter, il n'a fallu avec l'Empire que *dix-neuf années* pour charger de 40 milliards ces mêmes capitaux, c'est-à-dire les faire passer de 82 milliards (chiffre de 1851) à 122 milliards (chiffre de 1870).

Ce qui signifie qu'à la fin de l'Empire les gouver-

nants et les possédants exigeaient de la population des redevances doubles, alors que la faculté de production de cette population n'avait crû que d'un tiers.

A quatre ou cinq reprises l'Empire se serait effondré, malgré sa puissance apparente, s'il n'avait détruit des hommes, c'est-à-dire des consommateurs, et s'il n'avait pas, en rapinant à l'extérieur, atténué, dans une faible mesure, les dilapidations et les vols qu'il commettait à l'intérieur, au préjudice de la population non possédante.

Dès 1869, il était à bout de ressources ; aussi son système de consommation d'hommes et de rapines extérieures de nouveau s'imposait à lui.

La haute banque poussait à la guerre ; n'allait-elle pas, à cette occasion, prêter à nouveau les millions qu'elle avait volés !

L'internationalisme judaïsant était en éveil, la Prusse et la France ne pouvaient être victorieuses toutes les deux ; donc, il y aurait toujours un peuple décimé qui emprunterait.

Ce peuple fut celui de France !

Tout avait été bien préparé d'ailleurs !

Dès 1866, on avait acheté une partie de la presse française, et on peut lire, dans des collections officielles, la fameuse discussion au cours de laquelle M. de Kerveguen dénonça ces marchandages scandaleux.

C'était un avertissement.

La France devait revoir les mauvais jours de 1814 ; elle devait revoir les jours néfastes dits : de libération financière, qui s'appelèrent d'abord 1818, et se sont ensuite appelés 1872 ; elle devait enfin assister au spectacle d'un 93 à rebours, qui s'est appelé 1871.

Pendant ce temps la haute banque européenne coalisée surveillait tout, y compris les moindres détails des intrigues et des conspirations qui précéderent le vote de la Constitution de 1875.

Hélas ! à cette constitution était réservé le soin de rendre la vie à la France !

LE POINT D'ARRIVÉE

I

LE GRAND LIVRE.

Tout ce que nous venons de raconter est écrit en caractères ineffaçables dans le Grand Livre de la dette publique de France.

C'est là que nous trouverons toujours le *criterium* palpable, inexorable et indiscutable.

Voici, en effet, la progression de la dette inscrite, qui résume, comme on peut le comprendre facilement, les frais d'entretien des *forces concentrées* ci-contre énumérées.

Dette consolidée.

En 1814, il y avait 63 millions d'annuités.

En 1830, il y eut 199 — —

En 1848, — 244 — —

En 1870, — 358 — —

En 1876, il y a 748 — —

Les 748 millions d'annuités sont des rentes à divers taux. Elles ont été négociées ou remises à divers à *perpétuité*, et elles ont coûté aux contribuables *onze milliards et demi*.

Si, maintenant, on veut connaître les progressions des dépenses annuelles, y compris le service de la dette inscrite, nous aurons :

Budget des dépenses en 1814.....	572 millions.
— en 1830.....	1,095 —
— en 1848.....	1,771 —
— en 1870.....	2,200 —
— en 1876.....	2,569 —

Il faut remarquer que c'est à la date qui suit celle de la déchéance des régimes cités que se développent les conséquences de ce régime.

Ainsi, la monarchie de 1830 trouva le budget à 1,095 millions et l'éleva à 1,771 millions; l'Empire le trouva à 1,771 millions et l'éleva à 2,200 millions, puis à 2,569 millions, qui est le chiffre auquel le gouvernement de 1876 trouva le budget annuel.

A lui maintenant de le modifier !

J'ÉCRIVAIS CELA EN 1876.

Voici ce que répondent les chiffres de **1886**.

Dettes consolidées.

1848	244 millions.
1870	358 —
1876	748 —
1886	1,337 — (1).

Et quant aux dépenses, les voici :

Budget 1876	2,569 millions.
— 1879	2,869 —
— 1881	2,887 —
— 1884	3,103 —
— 1886	3,827 —

Et en ajoutant les budgets annexes, tels qu'ils étaient à la fin de 1885 : **4 milliards 967 millions!**

(1) En 1886, la dette perpétuelle n'apparaît que pour 706 millions; mais il faut remarquer qu'on a grossi considérablement les annuités *non perpétuelles*, et comme le nombre d'années pendant lesquelles il faudra les servir varie de cinquante à quatre-vingt-dix ans, ce n'est là, en réalité, qu'un trompe-l'œil, comme on va le voir en étudiant le total des dépenses budgétaires.

II

CONSÉQUENCES.

JE DISAIS AUSSI, EN 1876 :

Nous ne voulons pas, à cette place, étudier l'immixtion de l'élément financier dans la catastrophe et les évolutions qui suivirent 1870.

Tout se ressemble, d'ailleurs, et comme plus haut, nous pourrions trouver sous quels noms se cachent aujourd'hui les Ternaux et les Puyraveaux de la Commune, les Laffitte et les Villèle du gouvernement qui l'écrasa.

Tout revient, tout évolue.

Nous avons nos abbés Louis et nos Martignac ; il ne nous manque guère qu'un Richelieu.

Nous ne parlerons pas davantage des emprunts récents, ni de l'emprunt Morgan, ni du libérateur.

Mais si nous avons vécu cinq années dans un état permanent d'excitation, nous le devons, il faut le constater, à la révolte perpétuelle de l'élément financier qui dominait encore l'ancienne Assemblée.

Que fera la nouvelle ?

Comprendra-t-elle qu'elle doit organiser la lutte, en ne s'inspirant que des immuables principes de la justice et de la loyauté ?

Comprendra-t-elle que nul n'a le droit de s'enrichir aux dépens d'autrui et opposera-t-elle sa force à cet abus ?

Qu'on ne crie pas à l'attentat contre la liberté commerciale et industrielle.

Assurément, chacun est libre de se ruiner ou de s'enrichir ;

Mais jamais au préjudice de la nation.

Il faut écraser le jeu par des impôts, le joueur n'est pas sympathique.

Il faut soulager le travail, car c'est lui qui a nourri la France et ses parasites depuis mille ans.

Le jeu est une passion, il est inutile de chercher à le détruire.

On ne détruit pas les passions, on les dirige.

Ouvrez donc toutes grandes les maisons de jeu, comme vous ouvrez toutes grandes les portes de la Bourse.

Seulement que l'État soit croupier au parquet comme à la roulette.

Immoralité !

Non : nécessité. Je le prouverai tout à l'heure.

Savez-vous ce que sont les courtages annuels des agents de change sur *les seules opérations de jeu* ?

Cent millions !

Ces cent millions sont un huitième de un franc pour 100 fr. de capital engagé.

Élevez de 3 p. 100 le courtage en laissant le 1/8 p. 100 aux agents (ce qui revient à imposer le jeu en même temps que les tribunaux auraient à le reconnaître, ainsi que nous l'expliquons dans les chapitres suivants).

Et vous aurez un rendement annuel de deux milliards et demi.

Qu'on ne dise pas que le jeu cessera.

Jamais la *cherté* de la main n'a arrêté un joueur.

Mais la caisse publique bénéficiera de tout ce que perdra l'insensé qui joue et en dégrèvera les impôts qui tuent le père de famille.

Seulement il faut une surveillance absolue.

Les fausses nouvelles et les fausses cartes doivent être l'objet d'une sollicitude et d'une sévérité perpétuelles.

Il faut proscrire les emprunts et fermer à jamais le grand livre pour le solder par voie d'amortissement.

Il faut réduire les dépenses et éloigner la haute banque de toute immixtion privilégiée dans le budget de l'État.

Non pas que je bannisse le fonctionnement régulier de la banque, mais si, éventuellement, l'État veut *escompter* une valeur à quelques mois, pour une cause ou pour une autre, il ne doit le faire qu'aux conditions demandées au premier marchand venu, sans privilège, *sans émission*.

Il faut enfin réformer l'impôt sous toutes ses formes, le créer progressif ou rétrograde, et surtout *temporaire*.

Si la nouvelle organisation administrative du pays hésite à faire hardiment ce pas vers l'avenir en réformant avec patience, modération, mais avec *fermeté*, tous les abus, l'avenir n'attendra pas, et, se précipitant sur les désespérances d'aujourd'hui, écrasera la résistance, mais au prix, hélas ! de quelles hécatombes !

J'ai tenu à reproduire textuellement les pages que j'avais consacrées il y a onze ans au chapitre des *conséquences*.

Des quelques réformes indiquées à grands traits, une seule a été adoptée, celle qui consistait à faire reconnaître par les tribunaux les dettes de bourse, jusque-là qualifiées « de jeu ».

Mais, isolée des autres réformes, la reconnaissance des opérations à terme n'a été qu'un danger de plus.

En outre, hélas ! au lieu de surveiller les *jeux*, on a favorisé des tripots !

Ceci dit, je ne crois pas plus qu'en 1876 devoir, à cette place, résumer la période de 1870-87 comme j'ai résumé les périodes qui composent ce livre.

Ce serait, d'ailleurs, faire double emploi avec mon *Histoire de l'Agiotage*, dont le présent ouvrage se trouve être, en quelque sorte, l'*introduction historique*.

Je constate seulement qu'à cette question posée en 1876 : « Que fera la nouvelle assemblée ? » je n'ai trouvé que des réponses désolantes et que l'histoire de ces onze dernières années doit, plus que jamais, faire pénétrer dans les esprits la nécessité urgente et absolue de réformer complètement, simultanément et scientifiquement... et surtout, vite, vite, vite !

Je supplie le lecteur de se reporter aux trois projets de loi qu'il trouvera à la fin de ce livre.

Trois législatures se sont succédé ; on a changé les hommes, on a varié les politiques, et rien n'a arrêté la marche qui, depuis le premier jour de l'ère républicaine, entraîne la France vers un nouveau cataclysme.

III

BILAN MORAL.

Il y a onze ans, j'établissais ainsi le bilan moral de la France :

Chacune des révolutions dont nous avons compté les éléments et raconté la marche a été marquée non seulement par une progression de la ruine publique, mais encore par l'avilissement progressif de l'esprit et des mœurs.

Autrefois, quand les hauts financiers étaient simplement qualifiés de juifs, avant d'être des traitants ou des banquiers, il y avait quelque chose qui flottait sur l'or et le faisait pour ainsi dire excuser : c'était l'art.

Les premiers argentiers furent orfèvres, artistes,

ciseleurs ou forgerons habiles ; ils s'appelaient Jacques Cœur ou Samuel Bernard : l'un orfèvre, l'autre graveur.

Aujourd'hui les hauts banquiers sont bien vraiment ceux que Murger appelait des Philistins, et quant à leur science, elle se borne aux quatre règles avec toutes les extensions que comporte leur métier.

Jadis, quand l'art excusait l'or, les rois s'inclinaient devant les artistes.

Charles-Quint ramassait le pinceau du Titien.

Mais aujourd'hui un Rothschild, entrant dans une galerie dont Jadin peignait un des plafonds avec cet art exquis qu'on lui connaît, se contente de lui crier, le chapeau sur la tête et la canne haute :

— « Holà ! monsieur l'ouvrier décoré, descendez donc que je vous parle. »

Jadin haussa les épaules et continua son œuvre.

Autrefois, quand les juifs devenaient rétifs ou insolents, les rois devenaient cruels.

Simon ne voulait pas ouvrir ses trésors à Henri III.

Ce roi le fit venir, lui fit arracher dix-sept dents, séparant chacune de ses extractions par cette demande :

— Prête-moi tes trésors.

A la dix-septième, le juif céda.

Ce mode d'emprunt a été, il est vrai, abandonné par les chefs d'État modernes, mais, pour ne pas

laisser perdre le procédé, la haute banque l'a appliqué à sa façon de prêter.

Aujourd'hui, en effet, ce sont les hauts banquiers qui arrachent les dents aux gouvernements jusqu'à ce que ceux-ci leur aient livré l'argent de leurs administrés.

Or ceci balance cela.

Sous Louis XIV et sous Louis XV, l'égalité tendait à se faire : la finance montait, la dignité descendait.

Une sorte de complicité s'établissait ; mais c'était une complicité parfumée, élégante, polie, spirituelle, ce qui ne l'empêchait pas d'être absolument corruptrice et agenouillée devant le roi, comme le financier Bourret, qui se ruinait sans sourciller, après avoir épuisé ses fermiers pour plaire à Louis *le Bien-Aimé*.

Malgré tout, cependant, l'esprit et le génie avaient leur royauté personnelle.

La masse productive était dépouillée, mais on faisait vivre les talents individuels.

Aujourd'hui, celle-ci et ceux-là se meurent également.

Enfin, les hommes d'argent se piquaient, jadis, d'être sensibles au beau, et les artistes étaient leurs amis.

Le riche de La Popelinière, un Rothschild de 1730, avait à demeure, autour de lui, les Carle Vanloo, les Marmontel, les Vaucanson, les Rameau, les Boucher, les Latour, dans sa gracieuse maison de Passy.

Ce n'est pas lui qui, comme ce juif moderne et si laid, aurait prié Vanloo de faire son portrait *avec le nez* du duc Decazes.

Ce n'est pas lui non plus qui aurait marchandé à Horace Vernet un de ses chefs-d'œuvre, au risque de figurer pour rien (ce qui est terrible) dans le tableau de la *Smala* de Versailles.

Marmontel n'était pas obligé d'avoir de l'esprit pour son patron, comme Henri Heine pour le sien, et, à coup sûr, si un Vaucanson avait fait l'honneur à des Fould de confectionner leurs locomotives, les accidents de *Fampoux* et de *Versailles* n'auraient pas eu lieu.

Enfin, les Athéniens de 89 et même les radicaux de 93 s'inclinaient humblement devant le génie et le travail : Talma, David.

Mais quand ils eurent proscrit les financiers français de l'époque, ils eurent le tort de rester désarmés devant l'irruption soudaine des juifs de Suisse et d'Allemagne.

Ce fut à cette époque que l'abbé de Talleyrand, évêque d'Autun, et l'abbé d'Espagnac, fraternisèrent avec la commune de Paris ; mais le futur ministre de Napoléon et de Louis XVIII fut le plus habile, il sut partir à temps et éviter l'échafaud, que n'évita pas son collègue l'abbé d'Espagnac.

Nous avons vu que la nation paya cher ce bon sauvement de M. de Périgord.

L'Empire fut une réaction très rigide ; un seul génie dominait : celui de la guerre.

Malgré la corruption des fournisseurs, il y avait encore une sorte de grandeur et les capacités pouvaient saillir de la foule.

Mais dès que la haute banque coalisée se fut emparée du pouvoir, après avoir fait tourner à son profit l'audace populaire contre le roi, et dès que le peuple, dominé à son tour, commit la faute de ne pas appliquer d'une façon constante la maxime de Machiavel, en laissant *la force aux mains de ses ennemis*, cette même banque qui, par le roi, avait rançonné l'État, trouva beaucoup plus simple de rançonner l'État directement.

Dès lors les rois ne furent plus un rayon qui couvrait la Banque, mais un nuage qui la cachait.

Dès lors, aussi, ce fut fini pour la dignité des caractères, et s'il fallait rechercher à quoi la haute finance a su contraindre les gloires artistiques et littéraires qui ont brillé depuis 1814, s'il fallait énumérer toutes les capitulations de conscience qui ont suivi les capitulations de Paris, l'imagination effarée secouerait ses ailes, se hâtant d'échapper ainsi au plus effroyable des rêves.

La Haute Banque avait tout sous sa dépendance ; avec l'esclavage financier arrivait l'avilissement des âmes.

Rois et peuples marchèrent si hardiment vers cet avilissement qu'aux grandes victoires de la première République il a fallu ajouter la grande défaite de 1870.

Et pourtant les prôneurs du bien-être matériel, des progrès de l'industrie, obtiendraient un facile triomphe en comparant la vie des deux époques.

Mais à coup sûr ils seraient obligés d'omettre dans leur comparaison cette différence profonde qui sépara toujours 92 de 70, c'est-à-dire que là c'était le réveil du patriotisme dédaignant le sybaritisme, tandis qu'ici, c'était l'assoupissement de toute aspiration généreuse pouvant jeter l'homme hors de l'aisance et du confort.

Tous les gouvernements, depuis 1814, avaient tendu à l'asservissement de la vie, alors que c'est à son indépendance seule qu'on doit la grandeur des caractères.

Les mœurs elles-mêmes, si policées qu'elles soient, ont perdu cette forme exquise qu'elles revêtaient dans les époques où l'esprit régnait sur la matière.

La Haute-Banque d'aujourd'hui, produit du croisement des vautours étrangers et des éperviers français, a abdiqué toute politique, écrasant d'ailleurs l'esprit de tout le poids de son or dédaigneux.

Quelquefois pourtant elle a reçu de hautaines leçons ; quelques-unes ont été fort dures.

En voici un exemple :

Un roi de la finance recevait à dîner, vers la fin de la moitié de ce siècle, un prince de l'aristocratie allemande.

Ce prince s'appelait Paul de W...

Tous deux appartenaient à la patrie allemande.

Vers le milieu du repas, l'amphitryon, bouffi de ses écus, s'imagina avoir le droit d'être tout à coup familier, et sans plus de façon, se prit à n'interpeller le prince que par son prénom.

Un républicain aurait dit au moins : citoyen... un tel.

Mais le financier dédaigna jusqu'au terme de : Monsieur.

— Paul, lui dit-il, puis-je vous offrir de ce Château-Yquem ?

À la première interpellation, le prince releva la tête, puis la tourna à gauche, et n'apercevant que son chasseur, debout derrière lui pour son service, se remit à manger.

L'imperturbable baron recommença :

— Paul...

— Holà ! maroufle, s'écria le prince en se levant et se tournant vers son domestique, n'entends-tu pas que monsieur le baron te parle ?

Et, quittant immédiatement la salle, il sortit de l'hôtel.

Le financier resta penaud un moment, mais, bientôt, son aplomb lui revenant :

« Pah ! pah ! dit-il, c'hai de l'archent, il refientra ! »

Avoir de l'argent !

Tout était là et tout est là.

N'importe comment, n'importe d'où, il faut avoir de l'argent.

Et quand un pauvre diable de cocher, ayant trouvé dans son fiacre un portefeuille de millionnaire oublié par un de ces rois de l'or, s'empressera de le lui rapporter, ce roi répondra :

« Qu'on donne 500 francs à cet imbécile ! »

Ce dédain de la loyauté humaine est descendu rapidement de la finance au peuple, et à son tour celui-ci ne veut croire aucun des bons mouvements qui se manifestent parfois, rarement, hélas ! parmi les financiers.

Et l'on s'étonne quand, aux heures de ses déchirements, le peuple obéit aveuglément aux rancunes et aux haines qui gonflent sa robuste poitrine au point de la faire éclater !

Nous allons donner un exemple du scepticisme qui, par un juste retour, s'est emparé du prolétaire ; et à ce sujet nous avons encore à citer M. de Rothschild.

Si ce nom revient souvent sous notre plume, c'est que l'immense personnalité qu'il recouvre résume et condense en elle seule toutes les flagorneries du monde financier.

C'était en 1846.

Les récoltes avaient été mauvaises et les hauts banquiers, redoutant la famine, sentaient venir la colère du peuple exaspéré.

Parmi eux, M. de Rothschild, dont le fils n'était pas encore naturalisé, précaution qui ne date que de 1848, après la protection de Caussidière, était le plus exposé aux menaces du prolétariat ; celui-ci, en effet, tenait rancune au baron aussi bien de l'accident du chemin de fer du Nord que des énormes bénéfices qu'il ne cessait de réaliser en Bourse.

Le baron essaya de conjurer le sinistre.

Il donna des ordres pour qu'on fit en son nom, sur tous les marchés d'Europe et d'Amérique, d'immenses approvisionnements de grains.

Les blés et les farines devaient être vendus, à la halle de Paris, *au-dessous* du cours, et, après déduction des frais, le produit net devait être converti en bons de pain destinés à être répartis entre les familles nécessiteuses de chaque arrondissement.

Une boulangerie spéciale, établie à La Chapelle-Saint-Denis, devait fournir les pauvres à raison de 15 centimes de rabais par pain de quatre livres.

Cette grande opération de bienfaisance fut réalisée et annoncée à grand bruit.

Qu'arriva-t-il ?

Le peuple ne voulut pas plus croire à la loyauté du

banquier que celui-ci n'avait cru à la sienne, et cria à l'accaparement.

« Prenez garde, répétait-on chaque jour, son pain n'est pas du pain ; sa farine n'est pas de la farine, c'est du son, c'est du plâtre, c'est du verre pilé mêlé d'arsenic ! »

Ces divagations du peuple se lisaient dans les journaux.

Le *National* imprimait « que le baron noyait sa farine dans les sueurs du peuple » ; ce qui, ajoute un écrivain du temps, devait fournir, il faut l'avouer, un pain vraiment détestable.

On alla même jusqu'à répéter une bourde effroyable.

Le baron, disait-on, faisait venir des farines avariées qu'on livrait à très bas prix, et dont il dissimulait la mauvaise qualité en les mélangeant avec des *amandes douces* !

Et les malheureux qui croyaient cela ne songeaient pas que le prix des amandes douces est trois fois plus élevé que celui de la farine.

Mais le peuple ne calculait pas.

Les fameuses amandes douces pesèrent plus qu'on ne croit dans la révolution de février.

Le financier avait atteint le but opposé à celui qu'il désirait ; il voulait conjurer la crise, il la précipitait.

Son désintéressement, sincère matériellement, si-

non moralement, puisqu'il servait à écarter un danger, fut appelé agiotage, spéculation !

Le banquier, du reste, commit une nouvelle maladresse qui acheva d'égarer le peuple.

Les membres du bureau de bienfaisance l'ayant informé qu'un grand nombre de pauvres du 12^e arrondissement n'avaient pas même de matelas et couchaient sur la terre nue, le charitable israélite se hâta de leur envoyer... une charrette de paille !

La conséquence de ceci fut que l'approvisionnement philanthropique devint une détestable opération, dans laquelle le banquier ne trouva même pas ses frais généraux ; il y perdit donc une somme considérable.

Cette perte entra pour beaucoup dans son refus d'opérer les versements complémentaires de l'emprunt de 1847, que nous avons étudié précédemment.

Ainsi : charité, philanthropie, dignité, tous les beaux sentiments sont tués par le règne de la finance.

Le travail est opprimé, l'artiste vassalisé, l'écrivain gagé, l'industriel embrigadé, le négociant rongé, le peuple dévoré.

Avilissement ! avilissement !

Qu'ajouterai-je en 1887 ?

Que dirai-je de plus que je n'ai dit, dans tous mes

livres, sur la *Royauté* exercée par le parasitisme juif au milieu de notre prétendue *République* ?

Et cependant, une dernière honte a pu empourprer notre front.

Jusqu'ici le trafic vil, bas, odieux, se terrait, se cachait, se masquait ; pour établir son comptoir, il recherchait la nuit, les arrière-boutiques noires et les caves profondes ; c'était trop de pudeur !

Vendre et acheter étant saint, *trafic* étant dieu, dieu devait se montrer, et, soudain, nous l'avons vu s'installer fièrement dans nos palais, recevoir les ambassadeurs, régner sur tout un peuple, gracieux les assassins, mais condamnant la France au déshonneur !

Avilissement ! avilissement !

IV

UTOPIES (1).

Toutes les fois qu'en politique, en morale, en science, en arts, on ose publiquement affirmer l'impérieuse nécessité d'une réforme radicale, immédiatement la routine s'éveille, *l'ordre* établi s'efface, et mille voix crient au novateur :

(1) Je laisse à ce chapitre et au suivant, qui, dans les éditions de 1876, terminaient le livre, leur physionomie particulière. Si peu osées que fussent les réformes indiquées, si timides que fussent les allusions à la *question sociale*, réformes et allusions ont paru monstrueuses à l'époque où je les ai écrites... Cela peut servir à mesurer l'état d'esprit du public auquel j'avais résolu de m'adresser, et qui, depuis, en a entendu bien d'autres ! Il faut se rappeler aussi que j'écrivais cinq ans avant la nouvelle loi sur la presse, et que, même modéré, mon livre a subi toutes les persécutions imaginables. Quant aux réformes complètes qui sont devenues indispensables aujourd'hui, on les trouvera, comme j'ai déjà dit, à la fin du volume.

« Utopies ! Utopies ! »

Et cependant ce novateur, ce hardi, cet oseur, n'est, le plus souvent, qu'un simple écho redisant, après mille autres, la plainte éternelle des opprimés de l'éternelle routine.

Utopie ! avait dit la *routine* à Laurent Coster, à Gutenberg et à ses collègues, qui mêlaient l'impression tabellaire chinoise aux caractères mobiles de Cicéron.

Utopie ! à Papin, qui ajoutait les chaudrons de Zénon à l'éolipyle d'Héron d'Alexandrie.

La nomenclature serait inépuisable ; enjambons les siècles.

La routine avait aussi traité d'utopistes :

L'ami de Montaigne, Étienne de la Boétie, qui, dès 1548, traçait à l'avance, dans le *Contr'un*, toutes les plaintes formulées en détail en 1789 et toutes celles que nous avons à répéter en 1876.

Sully, Colbert, Terray, Turgot, furent des utopistes, et ceux qui démontrèrent *victorieusement* ce fait s'appelèrent Fouquet ! Law ! Necker ! Calonne !

Et de tous ces contrastes et de toutes ces contradictions une seule chose est ressortie :

L'éternité de l'abus.

Tous les réformateurs sont morts de leurs réformes, et, si on leur dressa des statues, ce fut avec les cendres de leurs idées.

Tel est l'encouragement des siècles.

Pourquoi s'étonner ? La cause est si naturelle !

Il est clair que les bœufs, cherchant à se défendre du tigre ou du lion, sont de purs utopistes au dire de ce lion ou de ce tigre !

Parfois, néanmoins, les bœufs se forment en carré et offrent à l'ennemi une muraille impénétrable. Mais cela dure à peine une république, c'est-à-dire, comme on sait, une seconde au cadran de l'histoire.

Je ne serai donc nullement surpris lorsque, ayant démontré que, depuis soixante ans, nous sommes rongés par l'ulcère du jeu clandestin et malhonnête, lorsque, surtout, demandant et l'application du fer rouge à la plaie et l'irruption d'un rayon de soleil dans l'antre noir de la Bourse, la routine me crierà, dans un immense rugissement léonin :

Utopies ! Utopies !

Après les *crieurs* viendront les *écrivains*.

Les savants en *us* ou en *x* qui, par antiphrase, s'appellent économistes, s'efforceront de démontrer par $A + B$:

Que, plus une nation est imposée, plus elle est riche ;

Que, plus un État emprunte, plus il est opulent ;

Que les ressources d'un État sont inépuisables ;

Que l'impôt est le meilleur des placements et un stimulant pour l'industrie ;

Que l'enrichissement rapide de l'individu est un principe de cohésion et non de désagrégation ;

Que richesse et bien-être sont synonymes.

Autant de propositions, autant de mensonges.

De l'histoire douloureuse que nous venons d'écrire, il appert amplement que *patriotisme* et *finance* sont des mots, sinon des antithèses, et qu'il n'y a de réel en politique que la *lutte des intérêts* ou, si l'on veut, la bataille des égoïsmes.

Mais on peut diriger une bataille et il est possible d'entraîner une lutte, à la condition de les saisir, non dans leurs unités, mais dans leur masse.

Pour arriver à ce but, avant la violence, il y a la force pacifique de la loi. C'est donc par une loi qu'on pourra discipliner les égoïsmes et faire servir au bien-être de tous les tendances exclusives de quelques-uns.

Or, j'ai parlé plus haut du jeu et de son organisation légale.

Ici, au reproche d'utopie, on ne manquera pas d'ajouter celui d'immoralité. Je ne sache pas qu'il soit plus immoral de réglementer le jeu quand on ne peut le supprimer que d'endiguer un torrent lorsqu'on ne peut l'arrêter.

Tel qu'il existe, malgré la loi, le jeu égare l'épargne publique, la concentre dans un petit nombre de mains, l'exporte à l'étranger, tout comme le torrent

qui traverse le champ entraîne la terre et détruit la récolte.

Il ne s'agit pas de supprimer le jeu, mais de le diriger, de l'endiguer, de le canaliser, et, même, de moraliser son immoralité.

Au fond, si la spéculation de bourse était honnête, elle ne serait pas plus immorale que l'assurance, le prêt à grosse aventure, la rente viagère, qui sont des contrats aléatoires reconnus et régis par le Code.

Pourquoi donc faire des distinctions ?

Pourquoi, surtout, dresser le formidable reproche d'immoralité contre toute lumière jetée sur les opérations de la bourse, où tout est noir et où l'anonymat du titre ne sert qu'à épaissir les ténèbres du trafic ?

Si j'étais gouvernement, si, par conséquent, je ne pouvais nier que, bien avant chacun de mes administrés, je connaisse les causes qui doivent influencer le cours des fonds publics, en admettant même que mon pouvoir ne me donnât pas la faculté de les créer à volonté, je voudrais échapper à tout prix à l'accusation, — plus formidable cent fois que celle d'immoralité, — d'opérer à coup sûr, bénéficiant de ma prescience motivée ou de ma puissance constatée, pour m'approprier l'argent d'autrui.

Examinons, pourtant, si toute légalisation est impossible :

Dans les contrats aléatoires que nous venons

d'énumérer plus haut, il existe une condition qui en a rendu la légalisation possible.

Cette condition est celle-ci, à savoir :

Que les aléas leur servant de base sont au-dessus de l'intervention de l'habileté humaine, et que cette habileté même est qualifiée crime. Tels sont les contrats d'assurance contre l'incendie, sur la vie, et la rente viagère, dont un crime seul peut devenir l'aléa ; ensuite, dans un autre ordre d'idées, le prêt à grosse aventure, où le dol entraîne une grave pénalité.

Si donc, en ce qui concerne les autres contrats aléatoires, c'est-à-dire le pari, qui les embrasse tous, on arrive à mettre au-dessus de l'intervention des habiles — tranchons le mot, des escrocs — l'aléa qui en est l'essence, on l'aura fait rentrer dans les conditions de législation plus haut citées.

Or, afin d'échapper à cette autre accusation jetée à tout critique et à tout novateur qu'on qualifie de démolisseur et jamais d'architecte, au risque d'être appelé utopiste, voici comment il nous paraîtrait logique d'organiser la légalisation du grand jeu financier.

Tout d'abord, on établirait une démarcation profonde entre les opérations à terme et les opérations au comptant.

Pour les rentes sur l'État, par exemple, il suffirait de rapporter la loi de 1831, qui a créé les titres au porteur.

Mais il faudrait néanmoins que leur transmission et leur livraison fût aussi facile que celle d'une marchandise que l'on délivre sur facture timbrée ; cette facture, dressée en double, tiendrait lieu de procuration et constaterait l'identité du nouveau détenteur.

De cette façon, le marché au comptant s'affranchirait d'un seul coup de toutes les oscillations de la spéculation aléatoire, et ne représenterait plus que le mouvement naturel des placements sérieux et de l'amortissement.

D'un autre côté, il serait créé des titres anonymes ne donnant aucun droit à la perception des revenus, destinés seulement à représenter les différences, et qu'on pourrait appeler : *bons d'échange*.

Ces bons, analogues aux billets de la Banque de France, seraient émis en coupures de tout ordre pour la plus grande facilité des paiements, et ne seraient valables que pour un temps déterminé, d'une liquidation à l'autre, par exemple.

Ils seraient acquis moyennant une surtaxe de x p. 100 en sus de leur valeur nominale, et seraient toujours échangeables contre leur valeur intrinsèque au pair, en argent ou en rentes.

Par exemple, en admettant une surtaxe de 3 p. 100, l'acquéreur d'un bon de 100 francs payerait en le prenant 103 francs. Mais lorsqu'il ferait l'opération inverse, c'est-à-dire lorsque, restituant le bon, il

redemanderait en argent ou en titres à revenus sa valeur intrinsèque, il ne recevrait plus que 100 francs.

Il n'y aurait aucun inconvénient à ce que les agents de change fussent les intermédiaires de cette nouvelle émission ; l'État leur céderait les bons avec une remise qui représenterait leur courtage.

Enfin, pour assurer l'exécution fidèle de la loi, l'État exigerait de tous agents ou courtiers le dépôt préalable d'un cautionnement contre remise d'une somme équivalente de bons susdésignés ; inutile d'ajouter que tous les règlements de liquidation ne seraient valables qu'ayant été opérés à l'aide de ces bons.

Une sanction pénale compléterait la législation à cet égard.

La même organisation pourrait être appliquée à toutes les autres opérations aléatoires où le jeu s'effectue à l'aide de différences, en tenant compte toutefois des variantes que comporterait la nature desdites opérations.

C'est à ce système (si l'on veut bien donner ce nom à la combinaison que nous venons d'exposer) que répond le calcul plus haut indiqué.

Mais le chiffre annuel de *2 milliards et demi* revenant à l'État n'est basé que sur les seules opérations de jeu pratiquées à la Bourse.

Et il n'a rien d'extraordinaire puisque, nous le ré-

pétons, si 12 centimes et demi ($\frac{1}{8}$ p. 100) donnent aux agents 100 millions de courtages annuels, c'est qu'annuellement aussi la somme des enjeux nominaux s'élève en Bourse à 80 milliards !

Or c'est là une proportion rigide et indiscutable comme toute déduction obtenue mathématiquement.

Voilà donc comment, selon nous, se trouverait tout à coup moralisé le jeu actuel, assurément le plus déplorable et le plus ruineux, surtout quand il se porte sur les fonds d'État et sur les valeurs à monopoles, comme le sont les actions de chemins de fer.

L'actionnaire et l'obligataire, porteurs naïfs et le plus souvent ignorant leurs véritables intérêts, ne seraient plus à la merci de l'agioteur habile, sorte de prestidigitateur qui les ruine sans qu'ils s'en doutent, sans qu'ils puissent se défendre, ni même se plaindre.

Enfin, en isolant le titre de placement du titre de spéculation, on rendra impossible la formation d'assemblées générales fictives, composées le plus souvent de joueurs de passage, qui n'ont aucun intérêt sérieux à sauvegarder le capital social.

D'autre part, le joueur pourrait satisfaire sa passion, sans désorganiser l'épargne et le crédit public.

Le travail ne serait plus rançonné et dépouillé par l'oisiveté.

Enfin l'État percevrait la plus proportionnée et la

plus équitable des taxes, le seul impôt vraiment somptuaire, ce rêve de tous les économistes et le seul véritablement populaire, ce rêve de tous les gouvernements (1).

Avec cet impôt il arriverait promptement à amortir la dette publique et à constituer une réserve considérable qui en cas d'urgence l'affranchirait de tous les tracas et de toutes les dilapidations usuraires qui accompagnent les emprunts.

Alors, une foule de problèmes deviennent solubles, et en première ligne :

Le rachat des chemins de fer.

C'est-à-dire, pour l'État, son affranchissement dé-

(1) En 1882, j'ai tenté de faire admettre ce plan d'organisation au moyen d'une pétition contenant un projet de loi tout préparé.

Le 6 juin 1882, *M. Florent-Lefèvre*, député, concluait à l'ordre du jour sur ma pétition (n° 110) dans les termes suivants :

« Ce qui frappe au premier abord dans le système proposé, ce qui choque, pour mieux dire, c'est que le législateur organiserait les règles et les conditions de l'exercice d'une passion que son devoir lui prescrirait de réprimer, c'est qu'il aurait à formuler des dispositions à l'aide desquelles *l'agiotage* pourrait se donner carrière. Que le législateur tolère le jeu sur les valeurs financières, qu'il arrive même à reconnaître comme obligatoires les dettes qui en sont la conséquence, cela peut se justifier à la rigueur ; mais qu'il réglemente des opérations dont le caractère moral est très contestable, qui peuvent n'avoir souvent que l'apparence de la loyauté, ce n'est pas endiguer un mal nécessaire, c'est l'élever à la hauteur d'une institution sociale, c'est mettre sur un pied d'égalité dangereux les transactions honnêtes et celles qui pourraient ne pas l'être.

Ce député a voté les CONVENTIONS avec les Compagnies de chemins de fer. (Note de l'auteur.)

finitif de la tyrannie de ces immenses associations d'avidité qu'on appelle des compagnies d'utilité publique, et pour les contribuables une double sécurité, assurément toute nouvelle pour eux.

Ensuite on s'occuperait d'organiser l'instruction publique.

Cette réforme est la plus redoutée des financiers.

Il m'apparaît certain que s'ils ne la craignaient pas, il y aurait longtemps qu'ils auraient créé sur l'instruction volontaire des primes d'encouragement tout aussi lucratives que les primes des assurances.

Comment ! l'ingéniosité financière a su trouver un gain, même sur l'extinction de la vie, et elle aurait été impuissante à découvrir un profit sur le tisonnement des intelligences !

Nous ne pouvons lui faire une telle injure.

Mais nous affirmons que si la haute finance avait déployé pour l'instruction populaire la même énergie que celle qu'elle a concentrée sur la désorganisation de la richesse nationale, nous n'aurions pas à dresser certaine carte où les couleurs sombres heurtent si effroyablement le regard.

Le suffrage universel, cette vaste obscurité, deviendrait un immense éclair, mais le règne des financiers serait fini.

Et voilà pourquoi justement, comme je l'ai dit le premier, ce chapitre est une utopie !

N'importe, continuons de secouer la torche.

Nous avons avancé plus haut qu'un des bienfaits d'un système financier, basé sur la légalisation des contrats aléatoires de la bourse et des marchés publics, serait d'aboutir à la suppression définitive des funèbres opérations d'*emprunt*.

Supprimer les emprunts !

Jamais, assurément, plus énorme utopie n'aura frappé les oreilles de messieurs de la haute banque.

Hé bien ! ne leur en déplaît, outre le bénéfice d'un allègement des charges publiques, cette suppression produirait un avantage inattendu au point de vue international.

Il est malheureusement vrai que, tant qu'elle vivra au milieu d'une Europe monarchique et autoritaire, la France ne pourra pas donner le signal du désarmement.

Et, s'il fallait désarmer à tout prix, ce serait bien le cas de répéter le mot célèbre du jardinier-fleuriste qui fut Alphonse Karr :

« Que messieurs les assassins commencent ! »

Or, avec le système actuel et avec la pénurie constante et constatée du Trésor, dès qu'il faut armer, l'État commence par emprunter.

Alors de deux choses l'une :

Ou il veut emprunter en silence ;

Et, dans ce cas, il est à la merci de la haute

banque coalisée, ce qui est le pire des coupe-gorge, ainsi que notre histoire l'a suffisamment démontré, et ce qui ne lui assure même pas le silence désiré ;

Ou il emprunte publiquement ;

Et, dans ce second cas, outre qu'il n'évite pas le coupe-gorge ci-dessus, ainsi que la même histoire l'a prouvé, il dénonce, comme par une note diplomatique, la manœuvre ou la précaution qu'il veut cacher :

1870 !

Or, armer en silence quand on y est forcé, c'est-à-dire cacher les sommes pour dérober les hommes aux yeux de l'ennemi, c'est la moitié de la victoire :

1870 !

Enfin, pour terminer la série de nos utopies, occupons-nous d'une autre armée, sans cesse redoutée et surveillée par les *conservateurs*, et néanmoins, par eux, toujours exclue de la *conservation*.

Je veux parler de l'armée du travail, disons le mot, de la *question sociale*.

Autre épouvantail.

Hé bien, par la rupture formelle de toute liaison directe entre le marché au comptant et le marché à terme, nous arriverons pour celle-ci à une solution inattendue.

Cette rupture, en consolidant la valeur réelle des titres représentant la participation publique et sincère à une entreprise d'initiative privée, industrielle,

commerciale ou autre, faciliterait d'une manière merveilleuse l'accession du travailleur à la capitalisation de son travail, laquelle est l'espérance de sa vieillesse.

Accumuler du travail pendant la période de sa validité, pour l'étendre par un service plus lucratif, ou pour en vivre pendant la période de son invalidité, tel est, pour la fourmi, comme pour l'homme, le rêve probe et prévoyant de l'avenir.

Tous les ouvriers ont ce rêve en permanence ; on ne leur a jamais permis de le réaliser sérieusement.

Or, il n'est pas une seule de nos sociétés de crédit, d'industrie ou de commerce et même de banque *pure*, si l'on peut se servir de cette épithète pour qualifier la finance spéciale, qui n'ait à ses ordres une masse considérable de ceux qu'on est convenu d'appeler prolétaires, sans doute parce que leur seule fonction est de proliférer... pour leurs patrons.

Ces sociétés répandent à profusion l'argent ou les titres parmi certains ouvriers de la plume, devenus très peu impartiaux depuis cette pluie d'or.

Je ne voudrais pas faire de personnalités actuelles, mais il est de notoriété publique que, sous la monarchie de juillet, le procédé inventé par M. Aguado, marquis de Las Marismas, était en pleine floraison.

Nul n'ignore, par exemple, que le docteur Véron avait exigé de M. de Rothschild *cent soixante* actions

du chemin de fer du nord un peu avant l'accident de Fampoux, demeuré célèbre.

M. de Rothschild eut l'imprudence de réduire le chiffre à *cent vingt*. Mais, aussitôt, *Mimi* tonna du plus haut de son *constitutionnel*, tant et si bien que le baron dut s'incliner et expédier au plus vite les *quarante* actions qui manquaient à l'appel.

De nos jours le procédé s'est fort perfectionné et les hommes de finances qui tiennent une plume disent très nettement que, tant qu'il y aura des loups-cerviers, rogner leur portion et leurs ongles sera faire œuvre pie et que, d'ailleurs, leur silence, comme leur éloquence, seraient uniformément soupçonnés, tant la chose est entrée dans les mœurs et tant le siècle croit peu au désintéressement ; qu'enfin, être désintéressé avec la Haute-Banque serait être sa dupe.

Soit. Mais, à un titre différent et plus légitime, en attendant la réforme de ces mœurs étranges, — autre utopie, — il serait opportun, profitable et plus juste, à la fois, de donner aux collaborateurs manuels, comme aux plumitifs, une part d'intérêt à l'œuvre commune.

En somme, les ouvriers sont des actionnaires.

Au lieu de libérer leur apport grâce à un travail antérieurement accumulé, ils se libèrent actuellement et journellement, grâce à un travail successif, — accumulation future par conséquent.

Or, le salaire n'est qu'un escompte partiel et mal calculé.

Pourquoi donc ne pas affecter aux ouvriers, collaborateurs, employés, etc., un certain nombre d'actions dont les dividendes seraient en partie distribués proportionnellement aux salaires et en partie accumulés comme pension de retraite.

Il y a là un calcul des plus élémentaires et des plus équitables.

On m'objectera que plusieurs institutions ont établi des participations. Mais ces institutions procèdent par *retenue* sur les salaires. Elles escomptent un escompte ! Elles *déduisent* d'une *insuffisance fixe*.

C'est donc une *réduction* et non un *avantage*.

Un dividende varie, il est vrai ; mais l'ouvrier contribue à cette variation par son activité plus ou moins grande.

L'intéresser à la prospérité de l'œuvre commune, lui montrer son chiffre, non arbitrairement fixé pour lui, mais agrandi ou diminué par son concours et, dans tous les cas, *commun* à ses patrons, comme à lui, suivant des proportions faciles à établir, ce serait, à la fois, une justice satisfaite et une émulation doublée.

Et enfin je compte bien qu'on n'osera pas m'opposer ici une prétendue *aggravation* du capital social.

Nous savons tous comment se fixe le capital d'une société anonyme en participation ou autre.

Et le capital de l'ouvrier est aussi respectable que celui des autres participants.

Il n'y a entre ces capitaux que la différence qui sépare un homme fait d'un adolescent.

Le capital-argent est un arbre chargé de fruits ; le capital-travail est un arbre encore en fleurs. Ici le fruit reviendra ; là il viendra. Voilà tout.

Et puis, à toutes ces ruptures d'équilibre de l'ancienne routine, on peut, dans tous les cas, ajouter une pondération, celle de l'assurance.

Les décès, les mutations, les invalidités, ne sont qu'un jeu pour les calculs de l'assurance.

Mais n'insistons pas, car la matière est inépuisable et nous avons assez accumulé d'*utopies*.

Il y a plus : nous avons annoncé une histoire du passé et voici que nous dépassons les limites de l'avenir.

Cependant, cela est logique : l'histoire est un cycle ; tout y revient éclairé d'un jour nouveau ; il est donc fort naturel de se dire :

Nous venons de là, c'est bien.

Mais, maintenant, où allons-nous ?

V

?

Oui, maintenant, où allons-nous?

A quel sentiment faire appel?

Il n'y a pas de désintéressement ; il n'y a pas de loyauté ; il n'y a pas de patriotisme.

Une seule chose est éternelle : la lutte des *intérêts brutaux*,... c'est-à-dire les manœuvres de la *haute banque*.

Sous divers noms, elle a traversé l'humanité depuis sa plus haute origine.

Le premier *intéressé brutal* fut, selon la *Genèse*, Caïn, s'affranchissant de la concurrence d'Abel. Seulement, aujourd'hui, Caïn est sans remords.

Le veau d'or, les marchands du Temple, les pa-

triciens de Rome, les raffinés de Périclès : haute banque.

Puis, avançant dans les perfectionnements séculaires, la féodalité, le clergé et l'ancienne papauté, qui faisaient et défaisaient les rois : haute banque.

De son côté, le peuple, volcan toujours étouffé, jetait çà et là quelques flammes.

La première de l'ère chrétienne fut le Christ ; la seconde, Luther ; la troisième, Voltaire.

Puis vint la grande éruption.

A ce moment, l'ancienne haute banque, le clergé, s'effondre, étant dépouillé de sa force, — c'est-à-dire de ses biens, — mais la banque moderne prend les deux, lui succède et l'englobe.

Avec elle, plus de formalisme : là où le clergé séduisait ou fanatisait les âmes par le merveilleux divin, la haute banque moderne les achète et les paie avec le positif humain.

Religion ! principes ! mots ridicules avec lesquels on a ensanglanté, entre autres années terribles, 1572, 1682, 1793 et 1852.

C'est-à-dire : La Saint-Barthélemy ;

La Révocation de l'Édit de Nantes ;

La Terreur rouge ;

La Terreur verte ;

C'est-à-dire encore : le triomphe du poignard, du sabre, de la guillotine et des balles de plomb.

On remarquera, néanmoins, que plus on avance dans les siècles, plus les dates se resserrent, ce qui est une menace.

Or, l'histoire, dans ces dates périodiques, nous révèle clairement le mode éternel d'après lequel s'arroundit l'évolution humaine.

Prenons les deux époques les plus symptomatiques :

1572 ? Première révocation de la démocratie.

1793 ? Dernière révocation de la féodalité.

Ici et là, même marche, mêmes effets :

1572 : Conversions simulées, massacres ordonnés, confiscations opérées.

1793 : Prêtres assermentés, massacres légalisés, séquestres pratiqués.

Seulement là-bas, c'était le roi contre le peuple : tarissement du travail, donc ruine irréparable.

Mais ici, c'était le peuple contre les rois : proscription de l'oisiveté et du parasitisme, donc amélioration possible.

Mais l'aristocratie, vaincue par la haute banque, rentra dans ses rangs par les alliances et fit, dès lors, cause commune avec elle ; aussi les révolutions ont-elles procédé depuis par bonds sauvages, soudain alourdis et toujours paralysés par l'argent.

La corruption, qui avait dompté les anciennes résistances, fut appliquée à tout révolutionnaire saillant.

Dès lors, toute réforme devint utopie ; tout avilissement, habitude.

Ce fut fini !

O *Paul-Louis Courier*, notre maître ! toi qui as écrit :

« La France est un peuple de valets, »

Que dirais-tu aujourd'hui ?

Que répondrais-tu à qui te demanderait : Où allons-nous ?

On nous a reproché, sais-tu bien, d'avoir fait une révolution sous le feu de l'ennemi.

Quelle est donc cette révolution, dirais-tu, puisque la haute banque est encore si régnante, si vivante, si énorme qu'elle a tué la Turquie, qu'elle est en train d'égorger l'Égypte, et que nous-mêmes, la France, nous saignons encore du contre-coup ?

Dieux puissants ! qui donc arrachera la République aux mortelles étreintes de ces vampires ?

VI

CONCLUSION DE 1887.

Les dieux ont été sourds, personne n'est venu arracher la République aux vampires, et ceux-ci ont continué leurs mortelles étreintes.

Rien ! rien ! rien ! tel est le résultat de dix-sept années de souffrances.

Ainsi, toutes les révolutions ont été inutiles !

Quand donc s'apercevra-t-on que quelque chose a toujours subsisté après elles et a toujours préparé les suivantes.

Quand comprendra-t-on que *Monarchie*, *Empire* ou *République*, sont seulement des noms différents dont on couvre un même système d'accumulations parasites, faisant du quart de la France (le seul qui

possède) une coalition d'anthropophages, vivant, suivant l'énergique expression de Toussenel, « de la substance et du travail d'autrui », c'est-à-dire du sang et de la vie des trois quarts qui ne possèdent rien (1).

Veut-on la preuve de ce que j'avance? Veut-on être certain que les *formes politiques* ne sont rien et que les *formes économiques* sont tout?

Qu'on veuille bien examiner attentivement les trois graphiques suivants.

Ils résument, en arrêtant le regard par des *lignes*, par un *dessin*, par une *silhouette*, la marche des *besoins satisfaits* et des *déficits de la consommation* sous trois gouvernements : la *Monarchie* orléaniste, l'*Empire*, la *République*, que j'appelle orléaniste à cause de sa constitution absolument calquée sur le système de Louis-Philippe.

Ils sont calculés scientifiquement, sur des données non arbitraires, mais vérifiées et officielles ; ils sont *charpentés*, par une loi générale que je crois avoir formulée le premier, la voici :

« Dans toute nation, quelle que soit sa forme politico-économique, lorsque, PAR RAPPORT AUX BESOINS

(1) On peut s'assurer, en compulsant les budgets définitifs des finances pendant une période de cinquante ans, que cent décès annuels n'ouvrent jamais, et en moyenne, plus de vingt-cinq successions.

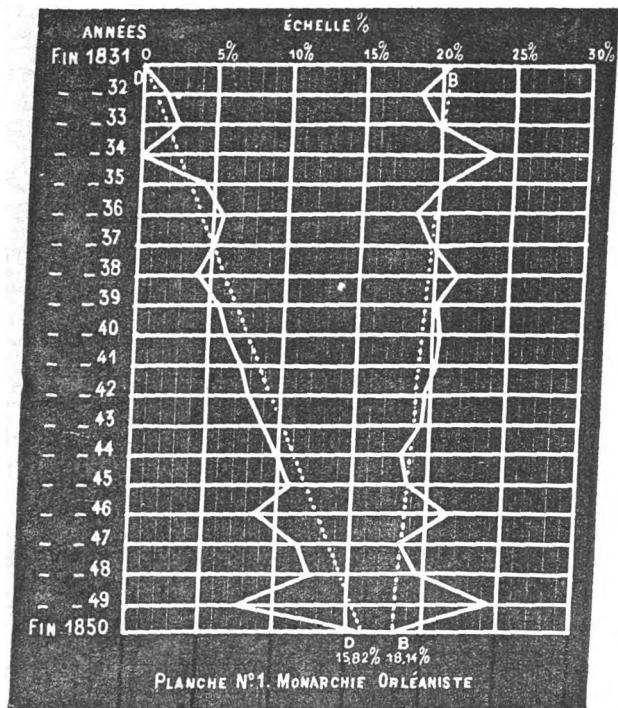
SOCIAUX, la ligne des DÉFICITS et celle des SATISFACTIONS ont une marche telle qu'elles tendent à se rejoindre à un moment donné, ce moment est aussi celui où, plus ou moins violemment, les organismes gouvernementaux sont détruits et où se manifeste un commencement de liquidation sociale, plus ou moins généralisée. »

Qu'on suive du regard les lignes marquées B (besoins satisfaits ou productions consommées) et celles marquées D (déficit de la consommation).

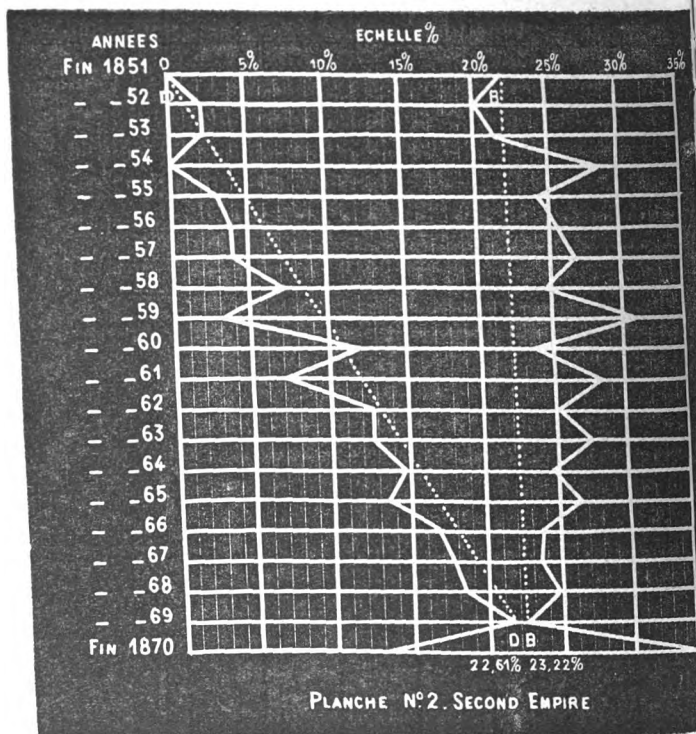
Toutes les fois que les deux lignes tendent visiblement à se rejoindre, on lit en regard les dates de 1848-1850, 1870-1871, c'est-à-dire celles où l'histoire place les secousses violentes qui ont agité la France.

Le graphique de la République actuelle s'arrête en 1885 ; mais qu'on prolonge les lignes pointillées et on verra que le sommet se place à l'endroit où se trouvera marquée l'année 1888 (1).

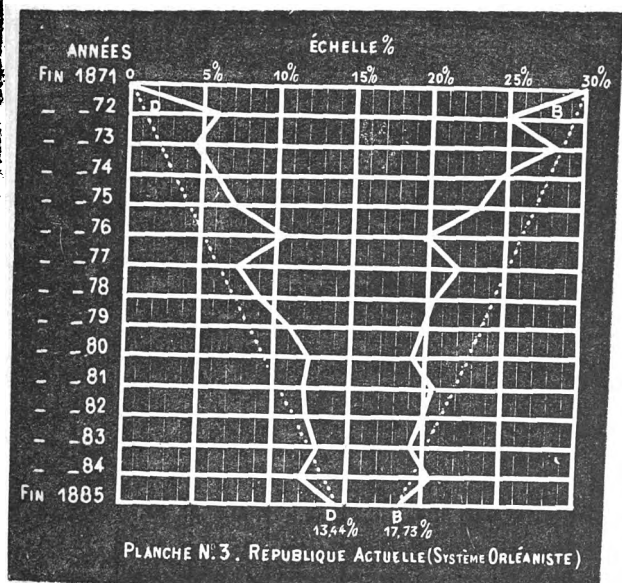
(1) Dès 1885, dans le 2^e volume de mes *Rois de la République*, j'avais annoncé ce résultat ; je l'avais obtenu par une formule générale, que j'avais appelée *formule des catastrophes*. Le lecteur qui voudra étudier dans tous leurs détails techniques et la formule et les calculs ayant servi à dresser le graphique, est prié de vouloir bien se reporter à l'ouvrage ci-dessus indiqué.

Monarchie orléaniste.

Second Empire.



République actuelle (système orléaniste).



Ainsi, tous les dix-huit ans il faut recommencer.

De 1850 à 1848, 18 ans.

De 1852 à 1870, 18 ans.

De 1870 à 1888, 18 ans !

Il a fallu quatre ans de liquidation sanglante entre 1848 et 1852.

Il n'a fallu qu'une seule année en 1870-1871, parce que la liquidation fut double, étant accomplie presque en même temps à l'extérieur et à l'intérieur.

Et maintenant la redoutable échéance approche de nouveau.

J'ai donc raison de dire que rien n'a été changé.

Me citera-t-on le gouvernement de la commune ?

Mais ce gouvernement, paralysé par la présence des Prussiens non seulement sur le territoire français, mais encore autour de Paris, n'a pu que se démener dans l'impossible ; j'ajoute cependant que, même libre de ses mouvements, il aurait, faute d'études, faute d'ensemble, faute de plans scientifiques, simplement recommencé les stériles discussions de 1848 et ceci d'autant mieux *que nous en sommes encore là* à l'heure où j'écris ces lignes.

Quant au gouvernement de 1872-75, il a été plus ignorant encore et surtout plus coupable.

Peut-être, en 1876, pouvait-on espérer que, voyant l'abîme, il changerait de système ; aujourd'hui pareil espoir n'est plus possible !

Il est bien tard ! Même voulant se repentir, peut-être n'en aurait-il plus le temps.

Les majorations capitalistes ont été encore plus écrasantes que ne le furent celles de l'Empire.

En seize ans, il a chargé de 123 MILLIARDS les capitaux français ! il les avait reçus de l'Empire au chiffre de 122 milliards ; en 1885, il les a portés à 245 milliards.

Il a accumulé toutes les corruptions précédentes.

A la paix à tout prix des Orléans, il a joint les expansions bonapartistes, mais ne pouvant la guerre continentale, il a tenté la conquête coloniale.

Rien n'a atténué les vices originaires de la Constitution.

Que lui reste-t-il donc ?

Une liquidation, probablement sanglante !

Comment ne pas arriver à cette conclusion après avoir rapproché les faits dont cette histoire est pleine ?

Après avoir constaté la marche perpétuellement ascendante des charges qui écrasent les citoyens ?

Après avoir noté l'avilissement des caractères, toujours aggravé par l'influence déprimante de *la haute banque*, perpétuellement révolutionnaire, à *son seul profit*, contre le peuple et contre le genre humain tout entier ?

Enfin, ayant montré dans mes autres ouvrages tous les membres de cette même *haute banque* ennemis acharnés du vrai, du juste, de tout ce

qui est pur et honnête, prenant tous les masques doctrinaux : économiques et politiques ; religieux : judaïques et chrétiens, que pourrais-je dire de plus ?

Sinon que, sous peine de *mort*, le premier acte de la prochaine révolution devra être d'anéantir tout ce qui fait la force de ces épouvantables adorateurs du Moloch-Baal des Juifs.

DOCUMENTS

I

LA CRÉANCE SUR L'ANGLETERRE.

On sait que la Chambre des Députés a voté la prise en considération d'une proposition tendant à obtenir du gouvernement anglais la restitution du solde inemployé d'un fonds de garantie de 6 millions et demi de francs en rentes 5 p. 100, versé conformément aux stipulations des traités internationaux.

Beaucoup de personnes se sont étonnées de ce que la liquidation de ce fonds de garantie étant terminée depuis 1826, et le gouvernement anglais ayant

solennellement reconnu qu'il lui restait une somme considérable de rentes disponibles laissées en dépôt entre les mains de Rothschild, jamais le gouvernement français ne se soit fait remettre cet excédant.

Tout étonnement cessera lorsqu'on connaîtra les faits suivants :

Précisons tout d'abord que les Anglais qu'il s'agissait d'indemniser des confiscations subies en 1792 devaient être inscrits *nominalement* comme rentiers au chapitre du 5 p. 100.

Par suite les traités avaient défendu formellement aux commissaires de vendre les inscriptions de rentes formant le fonds de garantie.

Or, les commissaires anglais, tentés par la spéculation, — car la rente 5 p. 100 qui avait fait 33 francs au moment de la remise du fonds de garantie arrivait au cours de 106 francs, qu'elle atteignit vers la fin de 1823, — avaient vendu les inscriptions au mépris des traités ; mais, ne voulant pas avouer leur fraude, *ils avaient présenté en 1826 un compte dressé comme si les rentes n'avaient jamais été vendues.*

Ces fraudes ayant été commises avec le concours du Rothschild de l'époque et celui-ci étant l'ami des Orléans, on va voir comment on parvint à empêcher tout contrôle de la part des Français indépendants.

■ En premier lieu, le compte final de 1826 ne fut

imprimé et publié qu'en 1831 ; or, précisément en avril 1831, Louis-Philippe rendit la fameuse ordonnance *autorisant les propriétaires de rentes nominatives à en réclamer la conversion en rentes au porteur*.

Par ce moyen, toute trace disparaissait et Rothschild, comme les Anglais, était à l'abri du contrôle.

Louis-Philippe devait bien cela à Rothschild, et voici pourquoi :

Parmi les sujets anglais dont le nom reparait le plus souvent dans les comptes de liquidation et pour des sommes énormes, figurait un certain Boyd, banquier à Paris en 1792.

Or, il résulte d'une lettre écrite par Louis-Philippe à M. d'Ivernaix le 27 janvier 1794, que ce même Boyd avait dissimulé pour le compte de Philippe-Égalité quelques soixantaines de millions qu'il déroba ainsi à ses créanciers.

Louis-Philippe ajoutant qu'il avait la preuve du dépôt, il n'est pas douteux qu'il ne soit rentré dans les millions de son père.

Néanmoins lorsque, en 1825, Rothschild émit le fameux emprunt du milliard pour les émigrés, Louis-Philippe y figura pour 14 millions, ce qui lui permit d'accaparer plus facilement le pouvoir en 1830. Ainsi les d'Orléans ont pu se faire payer plusieurs fois la même quantité de millions sous diverses formes.

On comprend, dès lors, combien Louis-Philippe

devait être disposé à embrouiller tout ce qui pourrait permettre de contrôler l'emploi des rentes du fonds de garantie que Rothschild avait manipulé pendant près de dix ans.

On comprend également que, pendant tout son règne, il n'ait rien réclamé aux Anglais ; on comprend enfin que les Rothschild étant tout-puissants à Londres comme à Paris, pas plus Gladstone, que Rouher, que Decazes, n'aient laissé faire la lumière.

Ceci expliqué, voici le *mémoire* dont il a été question au cours de ce présent volume.

ÉTAT RAISONNÉ

DE QUELQUES-UNS DES DÉTOURNEMENTS DISSIMULÉS
DANS LES COMPTES
DE MAI 1821 ET DE JUILLET 1826
PRÉSENTÉS A LA CHAMBRE DES COMMUNES EN 1831.

Convention n° 7.

30 novembre 1815—25 avril 1818.

§ 1. — *Violations générales des conventions, dissimulées dans le compte final de 1826-1831.*

Lorsque, en 1818, la liquidation des réclamations sous la convention n° 7 passa des mains de la commission mixte aux mains de la commission anglaise,

rien n'avait été changé au mode de liquidation de la réclamation.

L'art. 5 de la convention de 1818 disait expressément :

« La liquidation et la répartition des fonds auront lieu d'après les principes contenus dans les stipulations du 30 mai 1814 et de la convention du 20 novembre 1815. »

Cet article a été violé et sa violation dissimulée.

Or, disons-le tout de suite :

C'est moins dans les *jugements* rendus par les liquidateurs que dans les *paiements* effectués par les commissaires du dépôt que résident les *détournements* et les violations à signaler.

Les stipulations du traité du 30 mai 1814 ont pour objet :

La *renonciation*, par l'Angleterre, à la totalité de l'excédant relatif à l'entretien des prisonniers de guerre.

En échange :

de l'indemnisation totale des sujets britanniques dont les biens, meubles ou immeubles, avaient été séquestrés en 1792.

Cette clause a été violée et sa violation dissimulée.

Les stipulations de la convention du 20 novembre 1815 avaient pour objet :

De désigner clairement la nature des créances à admettre au remboursement ;

De régler minutieusement le mode de paiement en rentes 5 p. 100 ;

D'indiquer la façon d'accumuler et de composer les arrérages de ces rentes en faveur des créanciers reconnus ;

D'interdire formellement toute vente ou négociation des inscriptions de rentes dont les commissaires étaient saisis comme simples *dépositaires*.

Cette série de clauses ont toutes été violées et leurs violations dissimulées.

La convention de 1818 disait, en outre, article 6 :

« Les créances déjà liquidées et sur lesquelles il reste encore un cinquième à payer seront soldées aux échéances qui avaient été précédemment fixées. »

Cette clause expresse a été également violée et sa violation dissimulée.

Or, ce qui aggrave toutes ces violations, c'est qu'en même temps qu'elles étaient soigneusement dissimulées aux parlements à l'aide d'artifices d'écritures, elles étaient aussi accompagnées de détournements ayant un but particulièrement inavouable.

Le soin même qui fut apporté à cacher les uns et les autres est un argument décisif contre la théorie de ceux qui prétendaient, en dépit de textes formels, que la convention de 1818 est exclusive de toute revendication ultérieure.

En effet :

Si les liquidateurs avaient été les maîtres d'agir à leur guise, ils auraient :

1° Ostensiblement vendu les rentes en les convertissant ensuite en bons de l'Échiquier.

(Et ils auraient pu le faire d'autant plus ostensiblement que le statut de Georges III, 59^e année, les y autorisait formellement.)

2° Ostensiblement payé les indemnitaires en argent ou en bons de l'Échiquier.

Après quoi, pour obtenir décharge de leur gestion, les mêmes liquidateurs n'auraient eu besoin que de présenter deux comptes à la chambre des communes :

1° Un compte relatant les ventes d'inscriptions de rentes avec le résultat de la réalisation pécuniaire, ou de la conversion en bons de l'Échiquier ;

2° Un compte relatant la répartition de ces sommes ou de ces bons ainsi obtenus.

En a-t-il été ainsi ?

Nullement.

Au contraire, à plusieurs reprises et notamment en 1821 et 1826, on présenta aux Parlements des comptes dressés comme si les conventions eussent été respectées dans toutes leurs parties et, finalement, accusant un excédant fort peu important qu'on n'a même pas eu l'attention d'offrir au Trésor français.

Cet oubli n'est pas sans motifs, et surtout sans motifs graves pour l'honneur des liquidateurs.

Toute offre de règlement de compte avec la France eût été accompagnée d'un contrôle de celle-ci, non par défiance, mais par délicatesse.

Or, ce contrôle eût inévitablement amené la découverte des détournements commis.

S'exposer à une pareille aventure était impossible, au moment surtout où l'on avait affecté à un palais royal plus de 6,000,000 de francs et où les réclameurs, mal payés, portaient, eux-mêmes, contre les liquidateurs, les accusations les plus violentes.

On ne songea pas une minute à vérifier les plaintes, mais on chercha à les étouffer, en distribuant aux plus irrités une portion de l'excédant *avoué*, lequel appartient de droit à la France.

Or, même au moyen de cette distribution, les réclamants n'avaient reçu qu'une portion de ce qui leur était régulièrement dû, d'après les stipulations de la convention n° 7.

Le reste avait disparu, ainsi que nous allons le démontrer, et ce reste eût suffi non seulement à payer intégralement les créanciers admis, mais encore à restituer à la France un excédant infiniment supérieur à celui qui avait été annoncé avant cette distribution suprême, *de grâce et de faveur*, comme la qualifient pompeusement les minutes des lords de la Trésorerie.

Mais il faudrait être bien peu expérimenté pour ne

pas conclure qu'après des accusations violentes formulées contre une administration financière, les *grâces et les faveurs* de celles-ci ne sont jamais une *charité*, mais une *transaction*.

§ 2. — *Ce qui inspira et favorisa les premiers détournements.*

On peut admettre que les premiers détournements ne furent pas prémédités et, bien que le statut de Georges III paraisse les autoriser, il faut réfléchir que ce statut visait aussi d'autres conventions où les ventes d'inscriptions étaient indispensables à la liquidation, car il se pouvait faire que la répartition au marc le franc allouât à un réclamant 60 centimes de rente, ce qui était inadmissible.

En conséquence, pour nous, ce ne fut pas le statut de Georges III qui inspira tout d'abord les détournements (car on ne s'en servit qu'ultérieurement pour autoriser des virements par *emprunts* très spécifiés, et non par *allocations* définitives), mais *l'occasion*, qui était tentante, ainsi que nous allons le voir.

Avant d'aller plus loin, déclarons que nous donnons le nom de *détournements* à des actes destinés à faire *disparaître* définitivement des sommes d'argent, en falsifiant les comptes, et non à des *emprunts*

remboursables, bien qu'ils soient dissimulés dans les mêmes comptes.

Ceci dit, voici à quelle occasion se commirent les premiers détournements.

Les rentes fournies par la France, comme fonds principal, représentaient pour les réclamants une capitalisation précisée par les traités à 76 fr. 65 pour 5 fr. de rentes.

D'un autre côté, la façon dont on avait réglé la composition et l'accumulation des arrérages de ces rentes leur attribuait une capitalisation variable, mais indiquée par les achats semestriels auxquels les liquidateurs devaient consacrer les semestres des inscriptions en dépôt.

Ces capitalisations varièrent entre 57 fr. 60 et 67 fr. 76, ainsi que le constate le cours des rentes achetées à Paris de 1816 à 1818 et portées au *statement of cash* (état B, compte du 31 mai 1821).

Tant que les fonds publics restèrent au-dessous de ces diverses capitalisations, il n'y avait aucune opération lucrative à vendre les inscriptions en dépôt.

Mais du jour où ces mêmes fonds publics commencèrent à suivre une marche ascensionnelle, les réclamants liquidés auxquels on aurait délivré des rentes pouvaient, en les portant sur le marché, réaliser un bénéfice important.

C'est alors que l'idée vint aux liquidateurs de se substituer aux porteurs de rentes.

Cela fut fait, peu à peu, après hésitations nombreuses, dont les traces se révèlent claires et précises dans la liquidation de 1818 à 1821.

Ce furent d'abord les rentes d'accumulation seules qui offrirent un appas suffisant ; plus tard, les rentes principales devinrent aussi lucratives, la rente 5 p. 100 ayant dépassé sur le marché le cours conventionnel de 76 fr. 65.

Pour bien comprendre notre affirmation, il faut se souvenir :

Qu'au moment où fut signée la convention de 1815, la rente 5 p. 100 cotait **53 fr. 30** ;

Qu'au moment où fut signée la convention du 25 avril 1818, la rente 5 p. 100 cotait **68 fr. 30** ;

Qu'au moment où fut signé le traité d'Aix-la-Chapelle, 10 octobre 1818, la rente, poussée par la spéculation, qui, escomptant tous les évènements, avait ainsi escompté l'évacuation du territoire, arriva à coter, en août 1818, 80 fr.

Ce cours, hors de toute proportion avec la situation des marchés, provoqua une foule de ventes ; de là un écrasement général et le commencement d'une véritable crise financière.

Une autre manœuvre rendit cette crise plus grave encore.

Un Hollandais, nommé Beerenbrock, avait imaginé d'établir avec plusieurs maisons de banque de Paris une circulation contre des dépôts de rentes et d'ordonnances de liquidation, en prenant des acceptations.

Or, ses effets, présentés à la Banque, avaient été escomptés ; de là une nouvelle raréfaction du numéraire.

Le résultat de ces diverses opérations fut de précipiter la rente de 80 fr., cours d'août 1818, à 60 fr., cours de décembre 1818.

C'était une véritable catastrophe.

Le comte Corvetto, ministre des finances de Louis XVIII, jugea alors indispensable d'intervenir et, sans que nous ayons besoin d'étudier ici les moyens qu'il employa, nous devons nous borner à constater que les conséquences extrêmes de la crise purent être évitées et que, dès le 19 mai 1819, époque où fut rendu le statut de Georges III, la rente était remontée à 71 fr. 50.

En septembre de la même année, elle se soutenait facilement à 73 fr.

Enfin, au 31 mai 1821, époque à laquelle on arrêta les premiers comptes présentés aux parlements anglais, la rente avait franchi 85 fr. 50, si bien qu'en août on la trouvait à 88 fr. 60.

Plus tard, elle dépassa le pair.

Ces diverses péripéties du marché des fonds

publics, favorisant l'agiotage, tentèrent les commissaires du dépôt des rentes.

Et nous ne voulons pas examiner ici s'ils agirent pour leur propre compte ou pour celui de l'Échiquier.

Quoi qu'il en soit, c'est dans ces circonstances qu'il faut chercher l'origine des détournements commis et leur influence, fatale aux intérêts français, sur le résultat final de la liquidation.

§ 3. — *Premier détournement* : 533,900 fr.

Le 25 avril 1818, il restait à délivrer aux réclaments liquidés à Paris, par la commission mixte, un certain nombre de coupures du cinquième, du total *awarded*.

Ces cinquièmes coupures, que la convention de 1818 avait déclaré devoir être délivrées aux époques précédemment fixées par la convention de 1815 et sur la seule autorisation des commissaires britanniques, s'élevaient, conformément au *Statment of rent in deposit* (état A), à 654,720 fr. R. Elles appartenaient aux réclaments, mais les époques de délivrance régulière les laissaient *en dépôt* par fractions considérables jusqu'en septembre 1819.

Par conséquent, en août 1818, on pouvait, par suite de leur inscription *trimestrielle au Trésor*, en avoir délivré une portion importante.

Et, en effet, en septembre 1818, l'état A sus-mentionné nous révèle qu'on avait inscrit au Trésor 494,992 fr. de rentes de cette provenance.

Il faut bien remarquer que les réclamants ne devenaient maîtres de leur inscription qu'après cette délivrance, que ce n'est donc qu'à ce moment qu'ils pouvaient les porter sur le marché.

Or, c'est ce même moment que choisissaient les liquidateurs pour se substituer aux réclamants et réaliser à leur place le bénéfice que donnait alors le cours élevé du 5 p. 100, sans que le Gouvernement français pût savoir si la vente venait du propriétaire originaire de l'inscription ou d'un détenteur éventuel.

Mais pour pouvoir se substituer aux réclamants et devenir maîtres de leurs inscriptions, il fallait trouver un moyen de les payer.

Or, d'un côté, on ne pouvait pas leur offrir simplement de leur acheter leurs rentes ; les plus simples auraient senti le piège et, avant d'accepter, auraient consulté le cours des fonds publics.

D'autre part, se livrer directement à un rachat imposé était chose dangereuse pour des fonctionnaires publics, et on était encore trop près des liquidations faites à Paris.

Voici le moyen qui fut imaginé :

On supprima la délivrance par coupures et, par

conséquent, les délais d'attente, et on paya directement *en argent* capital et intérêt.

En agissant ainsi, c'est-à-dire en payant le capital qui devait être payé en rentes, *immédiatement en argent*, on acquérait en quelque sorte le droit de ne compter l'intérêt composé de ce capital qu'*au pair* (soit à 2 1/2 p. 100 par semestre), depuis 1816 jusqu'au jour du payement.

Mais, attendu le peu de stabilité du marché, on dut agir avec une certaine prudence.

Après avoir vendu les rentes *in deposit* (*allouées*) à 80 fr., cours d'août 1818, on put payer les réclamants au fur et à mesure des inscriptions au Trésor, en leur capitalisant les rentes principales, ainsi que leur accumulation à 76 fr. 65.

Mais, en décembre 1818, la crise était dans sa période aiguë, et, la rente tombée à 60 fr., on profita de cette circonstance pour racheter, aux réclamants inscrits dans cette période, leurs rentes à 4 ou 5 fr. *au-dessus* de ce cours, alors qu'on les avait vendues à 80 fr. ; cette bonification fut même donnée comme une grâce.

Et, en continuant ce procédé jusqu'en septembre 1819, époque où l'on fut censé délivrer le dernier cinquième, on put racheter constamment au-dessous de 72 fr. des rentes vendues précédemment à 80 fr.

Cette série d'opérations mit entre les mains des

commissaires un excédant de 533,900 fr. *en argent*, lequel est parfaitement explicable par le calcul suivant :

416,798 fr. de rentes payées en capital à 76 fr. 65
sont. 6,389,513^f 34

L'intérêt composé pour quatre se-
mestres à 2 1/2 p. 100 est 663,314 77

Total à payer. . . 7,052,827^f 11

La vente à 78 fr. 10 (cours moyen) des inscrip-
tions principales : 416,798 fr. de rentes, produit un
capital. 6,510,384^f 76

La vente au même cours des
68,771 fr. de rentes qui représen-
tent des accumulations de ces rentes
suivant les achats à Paris, pendant
la période 1816 à 1818, produit. . 1,074,203^f 02

Total obtenu. . . 7,584,587 79

Si, de cette somme, nous retran-
chons les paiements 7,052,827 11

il restera comme bénéfice 531,760^f 68
qui sont très près des 533,900 fr. plus haut cités.

La facilité avec laquelle les commissaires avaient
réalisé ce premier détournement les porta à étendre
leur procédé à toutes les liquidations futures.

Ce ne fut que beaucoup plus tard, lorsque la rente
avait dépassé le pair, qu'au milieu de plaintes inces-

santes et pour *obtenir le silence*, les commissaires rendirent aux réclamants liquidés à Paris les sommes dont ils les avaient frustrés.

Aussi voyons-nous figurer, au compte de mars 1828, cette restitution ainsi libellée :

« Applied in payment to the several persons whose claims were liquidated at Paris for the difference of the rate at which they had received their portions of French stock and the rate at which they were intitled to be paid, under the conventions. . . . 21,356 £.
ou en francs. 533,900^f.

Mais, lorsqu'on se prépara à soumettre ce même compte au comité de finances de la Chambre des communes,

on fit disparaître cette restitution.

Aussi ne la voyons-nous plus figurer dans le compte du 19 juin 1828, qui reproduit celui du 19 mars précédent, en le complétant, et auquel fit allusion lord Lyndhurst dans un discours du 1^{er} août 1853, en le donnant comme *incontesté, ayant été approuvé par l'attorney général.*

Ce premier détournement est donc inconnu aux ministres anglais, car, dès 1821, il est absolument dissimulé, puisque, dans le compte dressé à cette époque, la partie de liquidation qui avait été faite à Paris et confiée, pour délivrance des cinquièmes, aux seuls commissaires anglais, après le 25 avril 1818

est donné comme ayant respecté les dispositions des deux conventions, c'est-à-dire *comme ayant délivré, aux époques précédemment fixées et en rentes, les coupures allouées aux indemnitaires reconnus fondés à Paris.*

Ce qui est absolument faux.

§ 4. — *Seconds détournements* : 5,245,117 fr. 40 c.

Dans la période qui s'écoula entre septembre 1810 et mars 1820, nous découvrons trois autres détournements d'une importance beaucoup plus considérable.

Ils se composent :

- | | | |
|------------------------------|---|--|
| 1° de 0,251,498 ^f | » ou 9,971 £ 10 ^h 5 ^d | alloués à Canova
pour transport
de statues de
Paris à Rome; |
| 2° de 1,513,218 | » ou 60,000 | » » Paiement à la
Cie des Indes; |
| 3° de 3,480,401 40 | ou 138,000 | » » Dépense excé-
dant le crédit
alloué par la
Chambre des
communes pour
le couronne-
ment de Geor-
ges IV. |

Tot. 5,245,117^f 40 ou 207,971 £ 10^h 5^d

Ces diverses sommes furent prélevées sur les semestres de rentes *in deposit*, non encore allouées, mais qui, d'après les conventions, devaient servir à des achats de rentes semestriels.

C'est de cette façon que disparut la plus grande partie des semestres de septembre 1818, mars 1819, et septembre 1819, s'élevant ensemble (après déduction des paiements indispensables à la marche de la liquidation) à 5,398,757 fr., ainsi qu'il appert du *statment B. of cash* (compte du 31 mai 1821).

Or, ayant donné aux semestres précédemment cités une destination étrangère à la convention, il est évident qu'on n'avait pas pu les employer en achats de rentes.

Cependant, en 1821, il fallait faire figurer ces achats comme ayant été effectués régulièrement ; et, en effet, on a inscrit, à la date de mars 1819, un achat de 437,043 fr. de rentes qui auraient coûté 5,388,516 fr. 93, au cours de 61 fr. 76, ainsi qu'il appert du même *statment of cash*.

Or, cet achat est faux et inscrit après coup, justement pour dissimuler la disparition des sommes ci-contre détaillées, s'élevant à 5,245,117 fr. 40.

Et il n'est même pas adroitement enregistré, puisqu'on le place à une date de six mois en avance sur celle à laquelle, régulièrement, il aurait été possible d'avoir en caisse la somme suffisante à le couvrir, conformément aux rentes *in deposit*.

Le cours lui-même auquel on est censé avoir acheté ces rentes est fantaisiste à 61 fr. 76, parce que, depuis décembre 1818, la rente s'est tenue au-dessus de 65 fr., et que, nonobstant, l'achat est inscrit mars 1819.

Enfin, on le présente en bloc comme résumant trois semestres, et cependant, en *un seul* bordereau, dont le numéro, le n° 18, est aussi celui qui contient les achats mieux détaillés de mars et septembre 1820.

Un même bordereau a donc contenu le gros achat de mars 1819, et ceux moins importants de mars et septembre 1820. (Précédemment et subséquemment, chaque achat de rentes est l'objet d'un bordereau spécial.)

Mais, après avoir ainsi inscrit ces 437,042 fr. de rentes, il fallait donner la preuve de leur existence.

Où donc les a-t-on prises ?

On les a prises *aux réclamants*, par voie de *rachats déguisés* sous la forme de *paiement* (comme on l'avait fait en 1818), et au *fonds de garantie*, en *exagérant les awards en apparence payés* aux ayants-droit.

Nous allons prouver l'exactitude de ces deux affirmations.

Afin que notre démonstration apparaisse clairement, nous avons besoin de rappeler :

1° Que les rentes capitalisées à 76 fr. 65 correspondent à un revenu de 6,52 p. 100 ;

2° Que les accumulations composées de ces rentes, aux taux divers des achats semestriels, ressortent à 3 1/2 p. 100 et 4 1/2 p. 100 *par semestre*, pour la période 1816 à 1820.

Qu'en conséquence :

La rente définitive reconnue au créancier et créée pour lui au moment de la liquidation représentait un revenu moyen de 10 0/0 du capital primitif.

Or (et c'est ici le cas de développer ce que nous avons dit relativement au détournement précédent), si, au lieu de payer, en rente, le capital, on le paye en espèces métalliques, on acquiert une sorte de droit à ne calculer que l'intérêt composé de ce capital et au pair de la valeur nominale de la rente escomptée, soit 5 p. 100 l'an ou 2 1/2 p. 100 par semestre depuis 1816.

Par ce procédé, le revenu de 10 p. 100 ci-dessus précisé est ramené à 5 p. 100 en moyenne.

Et l'écart constitue le bénéfice réalisé.

Un très grand nombre de réclamants dut, au premier abord, accueillir avec empressement ce mode de paiement, sans en comprendre la portée, puisque, comme nous l'avons dit, ceux mêmes qui avaient été liquidés à Paris l'avaient accepté au premier moment.

Pour eux, en effet, il avait plusieurs avantages :

D'abord, ils n'attendaient plus pendant quinze mois (par suite de la délivrance trimestrielle par coupures du cinquième) le paiement total de leur award.

Ensuite, ils entraient immédiatement en possession de sommes relativement importantes, longtemps attendues, ce qui leur apparaissait comme une compensation de ce que, sous *prétexte de déficit* (prétexte faux, d'ailleurs, comme nous le prouverons), on leur différait 45 p. 100 sur l'*award* total, ainsi qu'il résulte expressément du même compte de 1821, page 41.

Enfin, il leur évitait les embarras et les frais d'un transfert s'ils voulaient réaliser leur titre, car, à cette époque, les rentes au porteur n'étaient pas encore créées (elles ne le furent qu'en 1831).

Soit une masse de réclamations liquidées au 22 mars 1821, en *valeurs capitales* (c'est seulement ainsi que les liquidateurs publiaient leurs chiffres dans la *Gazette de Londres*) et s'élevant, d'après des jugements rendus, à **518,215 fr.** valeurs capitales.

Au taux du traité, ce capital, converti en rentes, serait devenu : 33,804 fr. de rentes.

Les accumulations régulières par voie d'achats semestriels, de 1816 à 1821 (mars), augmentant cette rente de. 13,859 fr. rentes (jouiss. mars 1821).

TOTAL. . . . 47,663 fr. rentes (jouiss. mars 1821).

Ce total de rentes vendues au cours de mars 1821 donnait en valeur capitale **817,897 fr. val. cap.**

Comment a-t-on payé ?

On a payé, d'abord, le capital ci-dessus 518,215 — — en argent.

Puis, en argent aussi l'intérêt composé de ce capital pendant 10 semestres (1816 à 1821), à 2 1/2 p. 100 par semestre, soit 145,144 — —

TOTAL 663,359 fr. val. cap.

Bénéfice obtenu sur la réalisation par vente. 154,538 — —

TOTAL ÉGAL. . . 817,897 fr. val. cap.

Cet exemple n'est point supposé, c'est réellement une liquidation opérée entre mars et mai 1821, mais, au lieu des accumulations sincères et régulièrement calculées que nous avons prises, soit 13,859 fr. de rentes pour la période entière de 1816-1821, le compte anglais enregistre 17,819 fr. de rentes pour la période seule de 1818 à 1821, c'est-à-dire pour six semestres sur dix.

C'est ce que nous allons démontrer, justifiant ainsi notre affirmation, que :

On ne saurait s'étonner que, ce procédé étant étendu à toute la liquidation de cette période, on ait pu, dès 1820, faire figurer *comme achetées* 437,042 fr. de rentes, prélevées, en réalité, partie sur les fonds de rentes en dépôt de garantie et partie soustraites aux réclamants.

Et, en effet, si, du total général au 31 mai 1821, nous faisons sortir des sommes où elles sont confondues :

1° Les rentes d'arrérages des rentes viagères converties.	25,067 de rentes.	
2° Les rentes d'accumulation 1816-1818 prises sur le fonds de garantie.	58,451	—
3° Le total des rentes d'accumulation accusé dans la colonne <i>delivered for award</i>	350,977	—
Nous obtiendrons. . .		<u>434,495^f —</u>

Or, ce total diffère fort peu sensiblement du chiffre d'achats dont nous avons plus haut établi la fausseté (437,042 fr.).

Au reste, cet écart provient de ce que nous avons négligé le remploi *des bénéfices métalliques*, ci-contre expliqués, et qui, *en partie même*, suffisait largement à le faire disparaître.

C'est en opérant ainsi que les commissaires du dépôt purent inscrire *in deposit* à l'état A, sous la date du 22 septembre 1820, un achat de rentes de 207,182^r de rentes.

Pendant qu'à l'état B, *of cash* et à la même date, ne figure qu'un achat de 110,582 —

C'est encore ainsi qu'ils purent inscrire, le 22 mars 1821, *in deposit* à l'état A, par voie d'achat. 431,484^r de rentes.

Pendant que l'état B *of cash* ne justifie que d'un achat réel de 91,242 —

La concordance entre les dépôts de l'état A et les achats de l'état B ne se rétablit qu'après ce dernier enregistrement ; alors seulement, aussi, le numéro du bordereau succédant à celui qui dissimule ces graves falsifications (n° 18) suit l'ordre numérique (le n° 19), comme cela se pratiquait avant cette funeste période.

Toutes les pertes causées par ces procédés plus qu'étranges ont été subies PARTIE *par les réclamants,* PARTIE *par le Trésor français.*

Mais lorsque nous dresserons contradictoirement le compte des sommes à payer aujourd'hui à ce dernier, nous ne rechercherons pas les bénéfices faits au préjudice des réclamants.

Nous les laisserons à l'Angleterre, pour en faire tel usage que sa conscience lui dictera.

1815, confirmé par l'art. 5 de la convention du 25 avril 1818.)

Dans quel but les liquidateurs anglais l'ont-ils effectuée?

Justement dans le but d'éviter cette inscription spéciale, qui avait pour résultat d'arrêter, au décès du rentier, le service de la rente et, par surcroît, le rendait *invendable* par les commissaires aux lieu et place du titulaire.

Déjà, en 1821, on avait reconnu fondées un nombre de réclamations de cette espèce se chiffrant par 427,000 fr. de rentes viagères (c'est toujours 427 ou 437 qui se retrouvent dans les combinaisons ultra-fantaisistes des commissaires du dépôt, particularité curieuse quand on songe au prétendu achat de rentes dont nous avons parlé).

Or, ce chiffre était trop important pour être négligé.

Mais en procédant à une conversion de ce genre, il fallait paraître opérer une réduction de la rente viagère, car on ne comprendrait pas qu'une rente temporaire devenant perpétuelle pût être chiffrée de la même façon.

Or, le procédé employé réussit à faire apparaître une *diminution* des charges du fonds de garantie, tandis qu'en réalité *il les aggravait* et voici comment :

D'abord, après avoir converti, d'après un mode fort discutable, la rente viagère principale, on l'augmenta des arrérages accumulés après 1816 et après 1818, *en comptant, à tort, ces arrérages sur le fonds de rentes principales*, tandis qu'ils devaient être prélevés sur les achats de rentes semestriels.

Ensuite, on avait pris pour base de cette conversion, non pas les cours réels, mais les cours conventionnels du traité de 1815, ce qui était encore une exagération préméditée.

Logiquement et rationnellement :

La conversion d'une rente viagère en rente perpétuelle est :

L'escompte actuel d'une masse d'arrérages de la rente initiale,

Calculé sur le nombre d'années probables que donnent au rentier les tables de survie au moment de la conversion,

Et payé en rentes au cours du moment de la conversion susdite (cours moyen entre le pair et le moyen du jour).

En appliquant ces règles, nous avons trouvé des résultats infiniment au-dessous de ceux accusés par les comptes anglais.

Par exemple, là où (selon le bordereau D, compte de 1821, page 56) ils ont attribué à M. *John Bannatyne* (n° 23 du bordereau, 20 janvier 1821) une rente

totale de 4,716 fr. de rentes perpétuelles (étant l'*award* 100 p. 100), nous aurions attribué, rationnellement et mathématiquement, 2,622 fr. de rente perpétuelle (également 100 p. 100 de l'*award*).

Comment expliquer qu'une rente initiale viagère de 4,740 fr. 72 puisse devenir rente perpétuelle : 4,716 fr. de rente (24 fr. de réduction).

Or, nous devons spécifier que, dans notre chiffre, nous avons compris toutes les accumulations de 1816 à 1820, au taux réel que donnent les achats de rentes, lequel est supérieur à celui pratiqué par les Anglais.

Voici, au surplus, la comparaison complète des deux conversions :

Rente initiale : 4,740 fr. 72 ; *viagère* :

<i>Conversion anglaise :</i>	<i>Conversion rationnelle :</i>
Conversion du capital principal, évalué (bordereau D, page 56) à 52,143 fr. 3,402 ^{f r^{te} p^{lle}}	Conversion du même capital ci- contre évalué 52,143 fr.; mais , escompte déduit , à 1,963 ^{f r^{te} p^{lle}}
Arrérages accumu- lés de 1816 à 1820 1,314 —	Arrérages accumu- lés de 1816 à 1820 1,659
Total 4,716 ^{f r^{te} p^{lle}}	Total 3,622 ^{f r^{te} p^{lle}}

Différence : 1,094 fr. de rente perpétuelle.

Les arrérages accumulés d'après le calcul anglais sont à 6,52 p. 100 (ou : capital 76 fr. 65).

Les arrérages accumulés d'après notre calcul rationnel sont à 7 p. 100 environ (80 francs); quant à

la rente principale, elle est convertie pair et cours moyen de janvier 1821, après escompte des arrérages futurs de la rente viagère initiale.

En faisant les mêmes calculs sur toutes les rentes viagères converties, on trouvera, comme nous l'avons trouvé, que cette conversion a, outre mesure et sans raison avouable, absorbé sur le fonds de rentes principales des sommes qui auraient dû être employées à payer régulièrement les réclamants et, finalement, à constituer en faveur de la France le véritable excédent qui lui revenait.

Mais la théorie inverse a inspiré la conduite des liquidateurs, car plus ils pouvaient allouer de rentes à des cours inférieurs, plus ils pouvaient ensuite réaliser un bénéfice en les portant sur le marché à des cours supérieurs.

C'est entre août 1820 et janvier 1821 que furent converties la plupart de ces rentes viagères.

Elles représentaient une capitalisation arbitraire à 86 fr. 65.

Or, en août 1820, le 5 p. 100 cotait 79 fr. 10.

En décembre 1820, le 5 p. 100 cotait 79 fr. 40.

En janvier 1821, le 5 p. 100 cotait 82 fr. 45.

Il est évident que le gouvernement français ne peut admettre cette conversion qui lui fait payer perpétuellement des rentes viagères illusoirement modifiées pour la circonstance.

§ 7. — *Troisième groupe de détournements :*
34,295,050 fr.

Nous arrivons maintenant aux détournements les plus importants.

Ils appartiennent à la période 1822-1826, c'est-à-dire à la période qui précède la clôture de la liquidation et contient la mort du duc de Richelieu, celle de Louis XVIII et celle de l'empereur de Russie.

Nous les trouvons détaillés dans un compte spécial dressé le 24 mars 1824 et daté du 1^{er} avril suivant.

Bien entendu, ils sont absolument dissimulés dans le compte final de 1826.

Ce qui frappe au premier abord, dans les sommes énormes qui ont pu être détournées, c'est qu'elles sont presque égales au total des *awards* publiés dans la *Gazette de Londres* par les liquidateurs juges, pour toute la liquidation opérée à Londres sous la convention n° 7.

En effet, ce total fut, en juillet 1826, époque de clôture, après le jugement de vingt-huit appels :

34,537,579 fr. en valeurs capitales, pour être dues depuis 1816 (c'est la mention même dont se servent les liquidateurs : « *to be due upon march 1816* »).

Or, le 31 mai 1821 les valeurs admises étaient en capital. 28,853,397^f

Il ne restait donc pour satisfaire à tous les *awards* que. 5,684,182

Total égal. 34,537,579^f

Ce qui prouve que, virtuellement, dès 1821, la liquidation était aux 9/10 terminée.

L'occasion était belle, du reste, pour continuer les ventes d'inscriptions,

Car, en 1823, le 5 p. 100 avait coté 104 fr. 86 et s'acheminait vers 106 fr.

Voici le détail des sommes mentionnées en tête du présent chapitre :

1° Aux indemnitaires pour insuffisance de fonds de la convention n° 13 et pour l'entretien des prisonniers de guerre. . . 1,269,071 £ 1^{sh} 9 1/2 ou 31,726,775^f

2° A M. La-
débat, resti-
tution de va-
leurs saisies. . . 99,331 £ 4^{sh} 7 ou 2,483,275^f

3° A M. Mar-
tin. 3,400 £ » » ou 85,000^f

Totaux. . . 1,371,802 £ 6^{sh} 4 1/2 ou 34,295,050^f

Pour bien comprendre le procédé employé par les commissaires pour détourner ces sommes et, ensuite,

pour les dissimuler, il faut se rappeler la situation en mai 1821.

Nous avons établi plus haut que les rentes inscrites au Trésor comme étant délivrées aux réclamants restaient en très grande partie entre les mains des liquidateurs, grâce au mode de paiement adopté par eux.

Deux résultats étaient ainsi obtenus :

1° On pouvait faire figurer, comme provenant du remploi des semestres payés par la France, des rentes acquises d'une façon toute différente ;

2° On avait possédé, depuis 1821, un stock métallique considérable provenant de l'écart entre l'intérêt composé à 5 p. 100 du capital payé en argent et l'intérêt accumulé et composé des rentes, lequel ressortait à 10 p. 100 du capital primitif en apparence, allouées ou délivrées aux réclamants.

On avait continué de procéder de la même façon, de sorte qu'à la fin de 1822 le stock comprenait :

Outre les espèces métalliques,

Et outre les rentes reprises après inscription au Trésor :

Tout le 45 p. 100 *post poned* de l'*award* principal et les accumulations qui lui appartenaient.

Dans le but de ne point surcharger outre mesure cette démonstration, déjà assez longue, nous ne détaillerons pas en ce moment la façon dont nous

avons résolu le problème assez compliqué qui nous était imposé par la recherche de ce stock en 1823 et 1824.

Les états et les calculs qui en dépendent sont tellement étendus qu'ils absorberaient, à eux seuls, un espace aussi considérable que celui occupé jusqu'ici par nos démonstrations.

Mais nous sommes prêts à donner cette démonstration de la façon la plus précise en présence de nos contradicteurs.

Pour le moment donc, nous résumons nos travaux :

Au début de 1823, on avait payé tout le montant des *awards post poned et delivered* (c'est-à-dire 100 p. 100), par voie de rachat déguisé à 76 fr. 65 en moyenne, de rentes cotées d'ailleurs 95 fr. en moyenne, également, sur le marché des fonds publics de Paris.

Cette opération avait épuisé le premier stock métallique de façon à le réduire à

24 £ 18^{sh} 10^d (631 fr. 10),

ainsi qu'il est constaté par le compte de mars 1828 sous cette rubrique :

Balance in the year 1823. . . 24 £ 18^{sh} 10^d.

Quant au stock en rentes, il avait suivi une progression constante (car on avait pu employer aussi à des achats une partie des semestres disponibles), si

bien qu'après avoir consigné chez Rothschild, *pour la première fois*, en septembre 1822, *un million de rentes* (le duc de Richelieu venait de mourir, 17 mai 1822), on restait encore possesseur de 1,300,000 fr. de rentes (chiffres ronds).

En 1823, les mêmes procédés de liquidation et des paiements d'intérêts effectués par MM. de Rothschild avaient ajouté à ce stock, en rentes, 120,000 fr. (chiffres ronds) de rentes nouvelles.

Puis, le 5 p. 100 ayant franchi 104 fr., on jugea opportun de redemander aux banquiers 300,000 fr. de rentes, en mars 1824, sur le million consigné en 1822.

Donc, au début de 1824, par suite de paiements effectués, il ne restait plus à délivrer aux réclamants que 61,890 fr. de rentes principales, y compris les vingt-huit appels jugés en 1826.

On peut dire, en conséquence, que la liquidation était réellement terminée.

On avait donc :

Stock en 1823.	1,300,000 ^f de rentes.	
Intérêts composés payés par		
MM. de Rothschild.	120,000	—
Rentes principales trans-		
misses ensuite par les mêmes.	300,000	—
Total (chiffres ronds). .	<u>1,720,000^f de rentes.</u>	

Vendues à 104 fr. 80, cours de mars 1824, ces masses d'inscriptions réalisèrent un capital de (chiffres ronds). 36,000,000^f

Avec lesquels on paya les sommes plus haut indiquées. 34,295,050

Il restait donc. 1,704,950^f
pour faire face aux 937,772 fr. 70 qui furent liquidés de 1824 à 1826.

Cette dernière somme, avec les intérêts composés (conformément aux procédés adoptés et plus haut expliqués) calculée semestriellement depuis 1816 (et sans tenir compte des délivrances intermédiaires) jusqu'en 1826, exigeait 1,537,004 fr. 30.

Donc sur le premier solde. 1,794,950^f

On pouvait payer. 1,537,004

Et il restait. 167,946^f

En payant ainsi les 937,773 fr., on pouvait conserver intactes 111,289 fr. de rentes, qui auraient représenté le paiement régulier et conforme à la convention, en principal et en accumulations, de ces 937,773 fr. liquidés.

Ces 111,289 fr. de rentes, vendues à 106 fr., réalisèrent encore un capital de. 2,359,327^{fr}

Qui, avec le disponible ci-dessus. 167,946

procurèrent la somme nécessaire au prêt consenti à cette époque aux *bois et forêts* 2,516,273^{fr}.

Pour le palais de Buckingham (minutes des lords de la Trésorie en date du 10 mars 1826). 100,000 £

Or, en septembre 1826 :

En arrière de ces sommes et des 700,000 fr. de rentes avoués comme excédant, *il y avait un stock, en bons de l'Échiquier*, dont nous nous occuperons au moment où nous fournirons le relevé complet de la liquidation anglaise de 1823 à 1826 et dont ce qui précède n'est qu'un court résumé.

Il nous suffit, quant à présent, d'avoir établi et démontré avec des chiffres à l'appui :

Que :

Sur les fonds de la convention de 1815 et 1818, on avait pu détourner et dissimuler sans esprit de retour, au préjudice du Trésor français, comme à celui des sujets anglais de cette catégorie :

1° Les fonds relatifs à l'entretien des prisonniers de guerre, auxquels l'Angleterre avait formellement renoncé par les traités de 1814 et 1815,

pour obtenir l'indemnité relative aux sequestres de 1792 ;

2° Une grande partie de ce qui manquait pour payer les réclamants régis par la convention n° 13 et l'article additionnel des négociants de Bordeaux ;

3° Les frais du couronnement de Georges IV ;

4° Le paiement à la Compagnie des Indes, plusieurs autres paiements mentionnés plus haut.

Et tout cela :

En dehors d'autres allocations ou paiements plus étranges encore, que l'on connaît à Londres et qui ne sauraient à aucun degré trouver place dans un compte international d'un caractère aussi solennel que celui-ci.

Enfin, ce qu'il est important de préciser, c'est que lord Lyndhurst, lui-même, ne connaissait pas cette situation, quand il prononça son discours du mois d'août 1855.

En effet, il détailla une grande partie de l'emploi irrégulier de l'excédant avoué en juillet 1826, mais jamais il ne soupçonna tout ce que dissimulait le compte qu'il tenait à la main.

II

CODIFICATION DES RÉFORMES.

Voici les trois lois dont j'ai parlé au cours de cet ouvrage.

Je préviens que ces lois sont *solidaires*, qu'appliquées isolément, elles seraient *plus nuisibles qu'utiles*.

Quant à ceux qui les étudieront, je leur dis également qu'ils doivent, avant tout, *s'abstraire complètement* des vieilles habitudes que leur impose l'organisme en vigueur. Ce n'est point là chose facile et je sais, par expérience, que la faculté d'abstraction exige une volonté énergique.

§ I. — RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ.

MODIFICATION DE L'ARTICLE 544 DU CODE CIVIL.

EXPOSÉ.

L'incessante majoration du prix de toute chose a préoccupé tous les réformateurs, sans que, jusqu'ici, aucun d'entre eux ait trouvé un moyen pratique d'y porter remède, à moins de recourir à une liquidation violente, analogue à celle de 1793, laquelle a cru trouver sa voie dans la dépossession des propriétaires anciens en faveur d'une légion de propriétaires nouveaux, et découvrir une formule dans les descriptions relatives au maximum.

Depuis de longues années, ce que l'on appelle le *capital* a cessé d'être un moyen de mesurer la source des produits qui servent périodiquement à satisfaire les besoins de l'individu. Bien au contraire, on force artificiellement le produit pour motiver l'exagération de la valeur capitale. Quant à vivre d'un revenu périodique, c'est aujourd'hui un procédé insuffisant et démodé. On préfère majorer le capital, en trafiquer et obtenir, par l'agiotage, des ressources variables qui tiennent lieu de revenu.

Mais, par ces agissements, il est advenu que les moyens d'alimentation et de logement, ces deux besoins primordiaux de la vie, sont absolument disproportionnés entre eux, et que si, en apparence, le prix de l'alimentation paraît modéré, cette modération est largement compensée par le prix exagéré du logement.

Or, ces deux besoins ont, sur la conservation de la vie humaine, une influence considérable, et, cependant, nos constitutions civiles ont placé l'individu dans cette alternative ou de diminuer sa nourriture pour payer son logement, ou de se priver de logement, s'il veut manger à son appétit : libre, d'ailleurs, de ne pas se nourrir ou de limiter sa nourriture, il devient esclave voué au maximum, aussitôt qu'il occupe le logement ou qu'il travaille sur le sol que lui fournit le propriétaire. Sur ce point, il n'est jamais le maître de réduire sa consommation ou sa redevance à proportion de ses moyens. Il y a donc urgence absolue à rétablir l'équilibre entre ces deux situations.

Nul ne peut nier que le prix des terrains dans toute la France n'ait subi depuis 90 ans des majorations continues. Son capital immobilier, qui fut évalué 30 milliards en 1790, s'est élevé, d'après le capital des successions taxées, en 1882, à 119 milliards $1/2$. La règle qui préside à cette série d'augmentation est telle que celles-ci doivent progresser à l'infini; aussi le moment est-il proche où il sera impossible de satisfaire au revenu qu'exige le capital immobilier, qu'il soit représenté par un hectare bâti ou par un hectare non bâti. La capacité de redevance pour l'hectare agricole a des limites déjà dépassées, et, quant aux forces du locataire, elles sont déjà bien au-dessous des moyens d'obtenir la jouissance de l'hectare bâti.

Une observation attentive du passé démontre nettement que le développement du capital immobilier est parallèle à celui des budgets des recettes. Il lui est, pour ainsi dire, mathématiquement proportionnel. Si, par exemple, on prend pour point de départ l'année 1826, époque à laquelle, d'après les successions taxées, le capital immobilier de la France se chiffrait à 26 milliards $1/2$; si l'on prend, ensuite, les recettes ordinaires de la même année, 983 millions, et, enfin, si l'on prend les recettes ordinaires d'une autre année quelconque (par exemple 1840), en les diminuant simplement des rentes créées dans l'intervalle et qui composent la dette consolidée, on obtiendra, par une simple

régle de trois, la valeur du capital immobilier en 1840 : or, le chiffre ainsi obtenu représentera presque identiquement celui qu'on aura calculé d'après les successions taxées pour la même année, c'est-à-dire au moyen de données tout à fait différentes ; en opérant sur la période de 1870 à 1882, période pendant laquelle le capital immobilier, calculé sur les successions, a passé de 66 milliards à 119 milliards $1/2$, on trouve, par le même système, c'est-à-dire par la comparaison des budgets, la même majoration et le même accord entre les valeurs du capital immobilier obtenues par des calculs absolument différents. Au premier abord, il semble impossible d'arrêter cette série de majorations illimitées, parce qu'elle a pour auteur chaque vendeur qui se fait rembourser par l'acquéreur les impôts précédemment payés : de telle sorte que l'acheteur de 1882 paye le sol au prix cadastral de 1790, plus tous les impôts que ce sol a supportés dans l'intervalle, plus encore un bénéfice pour le dernier vendeur. Ce bénéfice, à lui seul, exagérerait encore les majorations déjà constatées, sans les ventes judiciaires, qui font une sorte de contre-partie ; mais cette contre-partie, augmentant les recettes du budget, perd une portion de sa force et laisse subsister la proportion simple qui a été plus haut indiquée.

Il ne faut pas chercher ailleurs les causes de nos crises, les causes qui ont paralysé l'agriculture, les causes de l'exagération du prix des logements ; dès lors, l'organisation économique du mal étant connue, il devient possible d'y trouver un remède.

Il est certain que la nation française en est réduite à cette alternative : ou de faire banqueroute et subir une liquidation par la violence et peut-être par le sang et le feu ; ou de démajorer la valeur de son capital immobilier, comme si elle était une simple société anonyme, contrainte à réduire son capital afin de pouvoir continuer ses opérations et d'en retirer des moyens suffisants de subsistance.

L'exagération du capital immobilier a, d'ailleurs, un autre inconvénient grave, c'est que chaque acquéreur nouveau, en

attendant la revente, exige de son capital une redevance plus élevée, afin de légitimer le prix qu'il réclamera ; d'où il suit que la circulation métallique du pays est devenue insuffisante à satisfaire les échanges de chaque citoyen ; la raison en est simple : tout propriétaire immobilier exige sa redevance en métal et non autrement ; de son côté, l'État (abstraction faite des prestations, qui sont insignifiantes par rapport au budget total) exige l'impôt en métal et non autrement. Dans les deux cas, aucune intervention du crédit n'est possible. En 1882, par exemple, la redevance payée en métal à l'impôt et au capital immobilier s'est élevée à plus de dix milliards ; or le total des monnaies frappées et ayant cours à la fin de 1882 n'atteignait pas 14 milliards. La masse de la nation avait donc devant elle moins de 4 milliards pour satisfaire aux échanges mobiliers annuels, lesquels, pour 1882, ont été calculés à plus de 37 milliards. Le déficit est donc énorme, car la capacité d'échange de l'unité de monnaie est comme 1 est à 3, d'où il suit que, pour parer à 37 milliards d'échanges, il fallait une libre circulation de 12 milliards environ.

Les crises, qui s'accroissent chaque jour, démontrent que le numéraire est accumulé dans un petit nombre de mains, qu'il est rare pour un grand nombre d'individus, et manque absolument à un certain nombre d'autres.

Une liquidation s'impose donc, et, si l'on veut éviter qu'elle soit faite par la violence, il faut la faire par les moyens pacifiques dont disposent les législateurs.

Puisque le mal provient des majorations incessantes et de la mobilisation effrénée que l'on a pratiquées sur le sol, il faut immobiliser celui-ci entre les mains actuelles, supprimer hardiment le droit d'en disposer, en modifiant dans ce sens l'article 544 du Code civil.

Voici, placées l'une à côté de l'autre, l'ancienne rédaction de l'article 544 du Code civil et la rédaction proposée :

Rédaction du Code civil.

Art. 544. — La propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements.

Rédaction proposée.

Art. 544. — La propriété est le droit de jouir du sol français, de jouir et de disposer des choses mobiles ou fongibles, en se conformant aux lois.

On voit tout de suite, par la différence des deux textes, que l'ancienne division en immeubles et meubles sera modifiée : que le sol seul sera *immeuble*, que les constructions deviendront *meubles* et enfin que la propriété du sol sera simplement un *usufruit* auquel on conservera tous ses moyens de cession et de transmission, sans que le sol soit compté pour une valeur capitale.

Cette démajoration du capital immobilier de la France, étant commune à tout citoyen et à toute propriété terrienne, ne troublera en rien les situations acquises, par ce motif qu'abaisser un niveau sur toute une surface ne détruit pas l'équilibre de cette surface. On jouira du sol par ses fruits naturels ou artificiels, les constructions étant considérées comme fruits artificiels, on en disposera librement comme par le passé, le fruit étant chose mobile et fongible ainsi que toute œuvre des mains de l'homme. Le régime hypothécaire subira, il est vrai, quelques modifications, mais, comme il est entièrement basé sur des redevances périodiques et comme la production sera favorisée par le nouveau système, le créancier hypothécaire n'en recevra que plus régulièrement ses intérêts et son amortissement.

Il reste maintenant à garantir aux citoyens français la jouissance du sol. Dans ce but, les anciens titres de propriété seraient échangés contre des baux emphytéotiques délivrés par la nation prise, conventionnellement, comme souveraine collective du sol français. La durée de chaque bail emphytéotique serait de vingt-cinq ans, cette durée n'ayant d'autre but que d'assurer à l'usufruitier que, pendant cette période, l'impôt qu'il devra

§ II. — ASSIETTE DE L'IMPOT ET BUDGET DE LIQUIDATION.

EXPOSÉ.

On paraît être généralement d'accord sur la nécessité absolue de supprimer les impôts indirects, d'asseoir plus également, et, par suite, plus équitablement, la base des contributions annuellement nécessaires aux dépenses de la nation : de supprimer toutes les concentrations monopoleuses au bénéfice d'individus ou de sociétés particulières, en attribuant à l'État les monopoles qui concernent exclusivement les services d'intérêt public.

La suppression des monopoles existants, entraînant dépossession, peut être effectuée, suivant les cas, soit par une liquidation violente, soit par une liquidation économique. Ce dernier genre de liquidation est, évidemment, le plus désirable, et il est possible si l'on veut entrer franchement dans la voie des grandes réformes.

Parmi les monopoles concentrant la fortune publique aux mains de certains particuliers, il en est un dont les majorations sont si excessives que le rachat direct en est impraticable ; il s'agit du monopole qui consiste en ce que le Code civil appelle : la propriété ou le droit du propriétaire. Toute amélioration financière et sociale sera impossible, tant qu'on n'aura pas mis un terme à l'accroissement automatique et perpétuel de la valeur attribuée au sol. Cet accroissement est la cause primordiale de toutes les concentrations qui empêchent l'égalité des échanges entre citoyens d'un même pays, désorganisent la circulation normale des richesses et alourdissent les budgets.

Il faut donc certainement modifier le régime de la propriété,

mais, dans un but de paix, il faut éviter de déposséder les propriétaires actuels, et de troubler la transmission de leurs biens. On arrive à ce résultat en immobilisant désormais le sol, au moyen de la limitation des droits attachés à sa possession.

Dans le système proposé, le sol, seul, serait immeuble ; tous les autres biens seraient meubles. Un droit de jouissance ou d'usufruit, cessible et transmissible, serait attaché au sol et l'on ne pourrait disposer que des autres biens qualifiés *meubles*. L'exposé complet de cette modification de l'article 544 du Code civil fait l'objet d'un projet de loi séparé ; mais il était nécessaire de préciser, au début du travail actuel, que le capital social de la France était démajoré par la suppression de toute valeur vénale en ce qui concerne exclusivement le sol.

Dès lors, il reste à établir un système de recettes applicable à une durée de vingt-cinq ans, par exemple, et au moyen duquel, tout en dépensant annuellement trois milliards, s'il est nécessaire, on aura pu rembourser, par annuités d'une valeur au moins égale à celle des dépenses, un capital total de plus de 80 milliards ; or, les plus considérables des capitaux à rembourser sont : la dette consolidée : 25 milliards, et les chemins de fer : moins de 15 milliards. C'est dire suffisamment que le budget de liquidation doit être calculé de façon à atteindre annuellement 6 milliards $\frac{1}{4}$ et cela en ayant supprimé toutes les taxes d'octrois, les quatre contributions directes, tous les autres impôts indirects, en conservant seulement quelques-unes des recettes inscrites aux anciens budgets.

Le budget de liquidation proposé comprendrait essentiellement deux sortes de recettes : l'une, fixée à un maximum et pour une durée de vingt-cinq ans, qui représenterait une perception certaine annuelle ; l'autre composée d'éléments variables, qui vont être dénombrés ci-après, servirait non seulement à rembourser intégralement tous les monopoles repris à des particuliers, mais encore à dégrever, par période quinquennale, les recettes annuelles fixées à leur maximum, ainsi qu'il a été dit plus haut.

La première sorte de recettes serait appelée *contribution sur les terres* réglée par contrats emphytéotiques de vingt-cinq ans.

La deuxième sorte de recettes comprendrait le produit des services publics mis sous la main de l'État et diverses taxes dont il va être parlé.

CONTRIBUTION SUR LES TERRES. — L'idée de répartir sur la surface utile de la France le total des contributions nécessaires aux dépenses de la collectivité nationale n'est pas nouvelle; néanmoins, elle n'avait pas été étudiée sérieusement, à cause surtout de la difficulté des communications entre les régions ou les villes.

Il n'en est plus ainsi aujourd'hui; la révision cadastrale est une opération des plus aisées, et l'on va voir que, même en adoptant les chiffres du livre terrier, publiés dans le bulletin de statistique du ministère des finances, on arrive à des résultats aussi simples qu'ils sont logiques.

D'après ce livre, le total de la superficie	
imposable en France s'élève à.....	49,389,570 hectares.
Dont : superficies non bâties.....	49,144,677 —
superficies bâties	244,893 —

Il s'agit de répartir proportionnellement entre ces deux dernières superficies le total de la contribution fixe annuelle pendant vingt-cinq ans, mais pouvant être diminuée tous les cinq ans, avec faculté de la relever pendant les cinq années suivantes sans pouvoir dépasser la limite fixée.

Nous admettons que le maximum de la contribution annuelle pour la France entière soit 2,250 millions.

Voici quelle serait la méthode de répartition :

D'après une formule qu'il serait trop long de développer ici (1), le total des besoins de la vie étant désigné par 15/15, l'abri, c'est-à-dire la jouissance de toute construction, aux di-

(1) Voir les *Rois de la République* et la *Prochaine révolution*.

vers points de vue de l'outillage et de l'habitation, occupe une proportion de 6/15. En posant donc que la population française doit trouver sur la totalité de son sol la satisfaction de tous ses besoins, il est évident que la contribution à demander devra être fixée d'après la même proportion. Dès lors, 6/15 de l'annuité totale seront répartis sur les terrains bâtis, 9/15 seront répartis sur les terrains non bâtis; on trouve ainsi les chiffres suivants :

	Nombre d'hectares.	Contributions en francs.
Terrains bâtis	244,893	900,000,000
Terrains non bâtis.	49,144,677	1,350,000,000
Totaux.	49,389,570	2,250,000,000

Ce qui fournit une moyenne générale pour toute la France de 27 fr. 47 pour l'hectare non bâti et de 3,675 francs pour l'hectare bâti.

Pour donner une idée de la part moyenne qui reviendrait à chaque maison de 10 mètres sur 10 mètres, soit un are, notons que chaque hectare supportant 3,675 francs contiendrait cent maisons, soit 36 fr. 75 par maison; de même la part moyenne de l'are non bâti serait 27 centimes 1/2.

Chacune des grandes divisions en terres bâties et non bâties donnerait naissance à dix classes ou séries, pour proportionner les répartitions, suivant la nature des choses et la densité des populations.

Pour les terrains bâtis, les dix classes seraient établies en prenant pour base de chacune d'elles la densité de la population communale et le cube de la construction.

Pour les terres non bâties, les dix classes seraient établies en prenant pour base la densité de la population communale, la nature et l'état de culture des terres.

Il est bon de donner un exemple des répartitions départementales d'où l'on pourra tirer une idée des répartitions commu-

nales qui eussent été trop minutieuses à introduire dans le présent exposé :

EXEMPLE DE RÉPARTITION POUR CHAQUE DÉPARTEMENT.

NOMS des DÉPARTEMENTS.	IMPOT PAR ARE	
	BATI. fr. c.	NON BATI. fr. c.
Ain.	24 93.40	0 24.930
Aisne.	31 10.50	0 29.444
Allier.	32 51.65	0 22.043
Alpes (Basses-).	34 01.30	0 07.3253
Alpes (Hautes-).	36 36.60	0 08.4849
Alpes-Maritimes.	62 89.60	0 23.540
Ardèche.	49 11.90	0 19.300
Ardennes.	47 99.00	0 24.723
Ariège.	37 25.06	0 18.928
Aube.	24 39.54	0 16.630
Aude.	87 59.84	0 20.050
Aveyron.	44 78.20	0 18.145
Bouches-du-Rhône.	80 81.48	0 44.435
Calvados.	56 21.90	0 30.910
Cantal.	39 37.70	0 15.827
Charente.	21 39.64	0 24.048
Charente-Inférieure.	19 85.70	0 26.411
Cher.	35 97.70	0 18.930
Corrèze.	42 77.10	0 20.857
Corse (pas de cadastre).		
Côte-d'Or.	29 28.23	0 17.005
Côtes-du-Nord.	40 26.50	0 35.238
Creuse.	41 74.40	0 19.308
Dordogne.	27 10.92	0 20.896
Doubs.	48 88.20	0 22.837
Drôme.	51 82.70	0 18.523
Eure.	25 55.82	0 24.032
Eure-et-Loir.	21 14.51	0 18.588
Finistère.	37 88.19	0 39.151
Gard.	61 81.10	0 27.414

NOMS des DÉPARTEMENTS.	IMPOT PAR ARE			
	BATI.		NON BATI.	
	fr.	c.	fr.	c.
Garonne (Haute-).	32	09.90	0	28.697
Gers.	11	76.90	0	17.496
Gironde.	27	23.25	0	29.900
Hérault.	85	76.10	0	27.334
Ille-et-Vilaine.	34	31.80	0	35.664
Indre.	28	61.60	0	16.230
Indre-et-Loire.	25	15.35	0	28.984
Isère.	32	95.50	0	21.524
Jura.	36	47.00	0	22.032
Landes.	19	74.30	0	12.371
Loir-et-Cher.	27	33.80	0	19.622
Loire.	68	56.90	0	48.999
Loire (Haute-).	57	97.70	0	24.709
Loire-Inférieure.	40	40.30	0	35.232
Loiret.	29	58.40	0	20.887
Lot.	29	94.90	0	20.886
Lot-et-Garonne.	34	43.00	0	22.426
Lozère.	46	30.00	0	10.796
Maine-et-Loire.	23	37.00	0	28.722
Manche.	24	14.00	0	34.590
Marne.	35	38.00	0	20.097
Marne (Haute-).	31	64.33	0	15.831
Mayenne.	23	28.15	0	25.986
Meurthe-et-Moselle (pas de cadastre).				
Meuse.	43	45.80	0	18.144
Morbihan.	35	86.43	0	29.817
Nièvre.	37	75.72	0	19.705
Nord.	80	53.57	1	09.540
Oise.	22	31.81	0	26.776
Orne.	24	31.81	0	24.026
Pas-de-Calais.	38	21.68	0	48.139
Puy-de-Dôme.	45	59.89	0	27.443
Pyrénées (Basses-).	34	97.73	0	22.036
Pyrénées (Hautes-).	29	27.55	0	20.111
Pyrénées-Orientales.	76	60.20	0	19.634

terres bâties et celles non bâties est établie de telle façon que plus on bâtit, plus la quotité de l'are bâti diminuera sans que, néanmoins, il en résulte une augmentation sensible pour l'are non bâti. En fait, plus le nombre des bâtisses s'accroîtra, plus s'accroîtra également le nombre des possesseurs jouissant directement de leur habitation; dès lors, cessant d'être locataires, ils seront dégrevés de l'annuité représentant leur location (amortissement et frais de gérance), comme on le verra au projet de loi relatif aux conventions d'échanges entre les particuliers.

Un autre résultat du nouveau système sera de raréfier de plus en plus le genre de construction où les habitants sont superposés; d'où un assainissement général et des conditions d'hygiène plus favorables à la vie.

Ces considérations, applicables au département de la Seine, le seront aussi à la France entière. Les départements si différents de population tendront à s'équilibrer, ce qui amènera une répartition plus égale des charges départementales.

En outre, le but tant poursuivi de la péréquation de l'impôt serait atteint, car le nouveau système, qui introduit la densité de la population dans les calculs, rectifie les dispositions choquantes et injustifiées qu'on relève en examinant le contingent de chaque département. Enfin le possesseur de la plus grande étendue de terre, bâtie ou non bâtie, payerait en proportion de sa fortune, bien plus véritablement qu'au moyen de l'impôt sur le revenu mêlé à des taxes personnelles.

PRODUITS VARIABLES.

Produit des douanes 400,000,000 de fr.

Dans le système proposé, les octrois seraient en réalité reportés à la frontière, l'égalité des échanges serait appliquée aux traités de commerce et les taxes de douanes à l'entrée seraient

surélevées. Cependant, nous conservons les prévisions budgétaires de 1886, qui confinent 400 millions.

Tabacs et poudres 400,000,000 de fr.

C'est à peu près le chiffre en prévisions du budget de 1886.

Postes et télégraphes..... 165,000,000 de fr.

Ce sont les prévisions du budget de 1886.

Domaines et forêts 40,000,000 de fr.

C'est à peu près le total prévu pour 1886 diminué des revenus supprimés par le nouveau système.

Produits divers du budget 80,000,000 de fr.

Ce sont les prévisions du budget de 1886 avec quelques additions et suppressions résultant d'une différence dans le groupement des chapitres.

Éclairages au gaz ou par d'autres procédés. 400,000,000 de fr.

Le nouveau système admet le rachat de toutes les concessions d'éclairage au gaz, parce qu'elles emploient la canalisation souterraine ou l'usage des voies publiques elles-mêmes et constituent un service public.

On a évalué le produit total de l'éclairage pour la France entière sur le pied de dix fois le bénéfice net moyen de la Compagnie parisienne du gaz. Ce chiffre augmentera certainement. L'exercice de ce monopole rattaché à l'État serait organisé d'ailleurs au moyen de compagnies gérantes et responsables de leur personnel; il en serait de même de tous les mo-

Art. 4. — Pendant toute la durée de la liquidation, le budget des dépenses ne pourra dépasser un maximum de trois milliards annuellement; les annuités disponibles par suite des capitaux éteints s'ajouteront à l'excédent des recettes, de façon à pouvoir rembourser, soit *quarante milliards* en douze ans et demi, soit *quatre-vingts milliards* en vingt-cinq ans, conformément aux états qui seront dressés d'après les indications suivantes :

Art. 5. — Les dettes à rembourser sont : 1^o Toutes les rentes ou annuités inscrites au grand-livre, excepté les rentes viagères et les pensions ; 2^o les sommes représentant le rachat de tous les monopoles attribués à l'État en vertu de la présente loi.

Art. 6. — Une loi spéciale déterminera le montant capital des dettes à rembourser ; il en sera fait masse, et les remboursements s'effectueront annuellement par voie de tirage au sort. Les intérêts seront payés jusqu'au jour du remboursement.

Art. 7. — La répartition de la contribution maximum plus haut chiffrée à 2 milliards 250 millions, sur 244,893 hectares de terrains bâtis et 49,144,677 hectares de terres non bâties, donne les moyennes suivantes pour la France entière :

Pour un are de terrain bâti.....	37 f. 75
Pour un are de terrain non bâti.....	0 2747

Art. 8. — L'Algérie et les colonies seront régies par des lois spéciales.

Art. 9. — Sont abrogées : Toutes les lois, tous les décrets et tous les règlements contraires aux prescriptions de la présente loi.

§ III. — ORGANISATION DE L'APPROPRIATION ET DES CONVENTIONS D'ÉCHANGES ENTRE LES PARTICULIERS.

EXPOSÉ.

Le Code civil, entièrement basé sur le principe de la propriété domaniale, n'a prévu l'association coopérative qu'entre les souverains capitalistes; la masse des prolétaires est vouée au salariat.

Tant que cette organisation subsistera, les prélèvements parasites et perturbateurs, la prélibation capitaliste, reconstruiront incessamment les accaparements et les accumulations qui ruinent l'individu et compromettent la vie des nations.

Le citoyen français étant considéré désormais non plus comme propriétaire souverain, mais comme usager solidaire, il est devenu indispensable de définir rationnellement les principaux contrats qui font l'objet des livres II et III du Code civil.

La loi dont le texte va suivre s'attache aux bases fondamentales et trace complètement le plan suivant lequel devront être modifiées toutes les dispositions accessoires.

Elle règle : 1^o l'usage perpétuel; 2^o l'usage temporaire; 3^o le travail individuel; 4^o les opérations aléatoires.

Partout où l'État agit comme un individu, il est soumis aux prescriptions de ladite loi, qui sont combinées de telle sorte qu'elles s'accordent avec les prévisions du budget de liquidation plus haut exposé.

PROJET DE LOI.

TITRE I^{er}.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 1^{er}. — L'appropriation est le droit de jouir du sol français, de jouir et de disposer des choses mobiles ou fongibles, en se conformant aux lois.

Art. 2. — Le droit de jouir du sol qualifié immeuble à l'exclusion de toute autre chose appartient seulement aux citoyens français ; il est constaté par un acte emphytéotique délivré par l'administration nationale.

Art. 3. — L'acte par lequel un ou plusieurs citoyens tendent à équilibrer entre eux leurs utilités sociales est un *échange*.

Art. 4. — Le moyen d'échange est la monnaie métallique frappée par l'État ; la quantité stipulée s'appelle le *prix*.

Art. 5. — Les contrats ou conventions d'échange sont des instruments stipulant et fixant les obligations des contractants ; ils ont force de loi en tout ce qui n'est point prohibé par les lois générales.

Art. 6. — La nation française n'accorde reconnaissance, sanction et protection légale qu'aux contrats d'échange ayant pour but :

- 1^o De régler l'usage perpétuel d'une chose mobilière ou l'acquisition d'une chose fongible ;
- 2^o De régler l'usage temporaire d'une chose mobilière ;
- 3^o De régler la coopération temporaire du travail individuel à titre isolé ou à titre collectif.

Art. 7. — La monnaie frappée par l'État n'est ni une chose mobilière, ni une chose fongible ; par suite, elle ne peut faire l'objet principal d'aucun des contrats ci-dessus énumérés ; son rôle unique est de servir de *moyen d'échange*.

TITRE II.

DE L'USAGE PERPÉTUEL.

Art. 1^{er}. — Le contrat qui règle l'usage à titre perpétuel d'une chose mobilière ou la possession d'une chose fongible est une *vente*; la vente emporte la libre disposition de la chose stipulée.

Art. 2. — La vente n'est parfaite que lorsque les contractants sont d'accord sur la nature et sur le prix de la chose vendue.

Art. 3. — Tout objet mobilier, toute chose fongible, peuvent être l'objet d'une vente.

Art. 4. — La terre, seul immeuble légal, ne peut être vendue; toutefois, le titre emphytéotique qui en règle l'usufruit est assimilé aux choses mobilières, mais sa possession est inséparable de la jouissance réelle et personnelle à peine de nullité: il est donc interdit de céder temporairement, c'est-à-dire de louer un titre emphytéotique.

Art. 5. — La vente d'un titre emphytéotique entraîne de plein droit la substitution du preneur aux charges, facultés et avantages du cédant. Le prix sera calculé sur le nombre des annuités de la contribution terrienne antérieurement payées à l'État, compté à partir de la première année de l'emphytéose, sans toutefois jamais pouvoir excéder sept fois le montant de la contribution annuelle.

Art. 6. — La vente d'une construction entraînera toujours la cession du titre emphytéotique relatif à la terre qui la supporte.

Art. 7. — Les transmissions de possession pourront être faites à titre d'héritage ou de don gratuit.

TITRE III.

DE L'USAGE TEMPORAIRE.

Art. 1^{er}. — Le contrat qui règle l'usage temporaire d'une chose mobilière s'appelle *location*.

Art. 2. — La loi interdit formellement la location d'une chose mobilière pour une durée indéterminée ou perpétuelle, et celle des choses fongibles à quelque titre que ce soit.

Art. 3. — Le contrat de location oblige le preneur à rendre la chose louée à l'expiration du temps pour lequel l'usage lui a été conféré. L'usager ne répond envers le locateur que des dégradations qualifiées abusives par la loi.

Art. 4. — Le prix de la location d'une construction quelconque : maison, usine, hangar, atelier, outillage agencé ou de tout autre objet mobilier et non fongible, comprend deux éléments :

1^o Une somme annuelle représentant le remboursement du coût de la création de l'objet loué ;

2^o Une somme annuelle représentant le coût de l'entretien, les frais de gestion ou administration de l'objet loué.

Art. 5. — Lorsqu'il s'agira d'une construction, habitation, etc., le prix de l'usage annuel sera calculé de façon à amortir le coût originel dans un délai de vingt-cinq ans, à raison de 4 0/0 l'an (annuité 6, 4012 0/0).

Art. 6. — Les dépenses d'entretien demeurent à la charge du locateur ; la contribution terrienne établie par la loi sur les superficies bâties sera répartie entre tous les usagers d'une même construction, au prorata du prix de location payé par chacun d'eux.

Art. 7. — Tout locateur qui, au moyen des annuités plus haut stipulées, aura reçu le remboursement du coût de la construction louée, ne pourra plus percevoir, pour ses frais d'administration, gestion, etc., que 3 0/0 du coût originel, et ce par année.

Art. 8. — Tout usager aura toujours le droit de stipuler qu'au bout de vingt-cinq années d'usage et de paiement régulier, la possession de la construction louée lui demeurera acquise. Dans ce cas, il sera subrogé *ipso facto* aux droits et charges du locateur, et l'emphytéose sera passée à son nom. Le contrat ainsi stipulé est transmissible par voie d'héritage dans la ligne directe, mais ne peut être cédé sans le consentement du locateur.

Art. 9. — Les droits réservés à l'usager par l'article précédent ne sont applicables que lorsqu'il use de l'intégralité des constructions louées ; dans aucun cas, le locataire d'une fraction ne pourra devenir possesseur de la fraction au bout de vingt-cinq années.

TABLE ALPHABÉTIQUE

ET

INDEX DES NOMS CITÉS

A

AFFICHAGE, VII.
AGIOTAGE, XXII, XXIII, 6, 174.
Aguado, 85, 178.
Alexandre (czar), 69.
Alger, 97, 122.
AMORTISSEMENT, 105.
Angleterre, XXVIII, 19, 41,
54, 89, 195 et suivantes.
ANNOTATIONS, 11, 15, 20, 21,
23, 50, 77, 98, 112, 117, 119,
126, 128, 130, 131, 136, 147,
165, 174; 187, 188.
APPROPRIATION, 265.
— (projet de loi), 266 à
272.
Arago, 121.
Arlberg (duc d'), 39.
ARRIÈRE, 36, 37, 48.
Artois (comte d'), 31.
ASSURANCE, 258.
Audry-Puyraveau, 39, 90, 93,
97.

AUTOCRATIE, 3.
Autriche, 28.
AVILISSEMENT, XXVII, 163,
164.

B

Balguerie, 39.
Balzac, 140.
Bande noire, 90.
Bannatyne, 229.
BANQUE DE FRANCE, 15, 39, 42,
98, 127, 138, 258.
BANQUEROUTE, 7.
Baring, 50, 52, 66, 67, 75, 76,
77.
Barrault, 102.
Barrot (Odilon), 108.
Bavière, 28.
Bazard, 102.
Beerenbroock, 206.
Bernadotte, 28.
Bernard (Samuel), 154.

Bethfort, 39.
 Bethisy (de), 134.
 BIENS NATIONAUX, 37.
 Bismarck, 50.
 Blanc (Louis), 112.
 Blanc-Collin, 119.
 Blücher, 63.
 Boëtie (Étienne de la), 166.
 Boissaye, 129.
 Bonaparte (Joseph), 30.
 Bordeaux, 225.
 Boucher, 155.
 Bouquet (Paul), XXI, XXIII.
 Bourbon, 8.
 Bourret, 155.
 BOURSE, 140.
 Boyd, 197.
 Breteuil (de), 134.
 Broglie, 11.
 Bruges (comte de), 63.
 Buckingham (palais de), 100, 238.
 BUDGET DE LIQUIDATION, 248 à 259, 263.
 — (projet de loi), 260.

C

Cabet, 112.
 Cahen (Édouard), XXV.
 Cail, 106.
 Calonne, 166.
 Cambon, 10.
 Canova, 212.
 CAPITALISME, 114, 117.
 Causidière, 126, 161.
 Cavaignac, 129.
 CENSURE, VI.
Centre gauche (journal), XXIV.

Chambord (comte de), 21.
 Changarnier, 131.
 Charles-Quint, 154.
 Charles X, 83.
 CHEMINS DE FER, 108, 137, 174.
 Chevalier (Michel), 102, 112.
 CHIMIE, 39.
 Choiseul (de), 91.
 Christ, 183.
 Cicéron, 166.
 CODE, XXXI.
 Cœur (Jacques), 154.
 Colbert, 166.
 Collot, 30, 39, 118.
 COMMUNARDS, XXXII.
 COMPAGNIE DES INDES, 22, 212.
 CONGRÈS DE VIENNE, 41.
 CONSERVATEURS, 2.
 CONTRAT SOCIAL, 9.
 CONTRIBUABLES, 18.
 CONVERSION, 87.
 — (rentes viagères), 230.
 CORPS LÉGISLATIF, 28.
Corsaire (journal), VII, X.
 Corvetto, 60, 62, 64, 65, 66, 67, 206, 223.
 Coster (Laurent), 166.
 Cottier (André), 90, 119.
 Courier (Paul-Louis), 185,
Courrier de France, XVIII.
Courrier littéraire, XXVII.
 Crémieux, 122, 132.
 Crochard, 132.
 Cromwell, 21.

D

David, 156.
 Debrousse, XXIV.

Decazes (duc), 156, 198.
 DÉFICITS, 188.
 Delessert, 30, 36, 63, 77, 90,
 101, 107, 119.
 Delorme, 39, 41.
 Derosne, 106.
 Desteyère, 118.
 DETTE PUBLIQUE, XXV, 9, 146,
 147.
 Doumergue, 30, 39.
 DROIT DIVIN, XXXI.
Droits de l'homme (journal),
 XXI.
 Dubochet, 129.
 Duchêne (Georges), 132.
 Duverrier, 102.

E

ÉCHANGES, 265.
 — (projet de loi), 266 à
 272.
Écho (journal), XXIV.
 Enfantin, 102, 112.
 Eichtal (d'), 102.
 ÉLECTEURS, 93.
 ÉMIGRÉS, 90, 136.
 EMPHYTÉOTIQUE, 245.
 EMPRUNTS (suppression des),
 176.
 ÉPARGNE, 5.
 Erlanger, 132, 136.
 ESCROCS, 170.
 Espagnac (d'), 31, 156.
 Espagne, 72, 80, 85.
 États-Unis, 104.
 ÉTRANGER, XXIX, 259, 262.
Événement (journal), X, XVI.

F

Fampoux (accident de), 156.
 Faucher (Léon), 112.
 Fayette (de la), 92.
 FÉODALITÉ FINANCIÈRE, XXXI,
 FERMIERS GÉNÉRAUX, 6.
Figaro (journal), XVI.
 FINANCES, XXIV, 118, 134, 168.
 Flachat, 102.
 Fleury (cardinal), XVII.
 Florent-Lefèvre, 174.
 Fould, 132, 133, 134, 156.
 Fouquet, 166.
 Fournel, 102.
 Frascati, 63.
 Frémy, 132.
 Froshdorff, 21.

G

Galiéra, 132.
 Ganneron, 101.
 Garnier-Pagès, 122, 129.
 Gaudin, 42.
Gaulois, XVI.
Gazette de Londres, 232.
Gazette du Midi, XXVII.
 Georges III, 201, 206.
 Georges IV, 212.
 GÉRANTS, 3.
 Gévaudan, 39, 41.
 Gibiat, 132.
 Girardin, 132.
 Gladstone, 198.
 Goudchaux, 121, 122, 129.
 Gouin, 106, 107.
 GRAPHIQUES, XXVIII, 189, 190,
 191.

Grèce, 104.
 Greffulhe, 30.
 GRÈVE DE L'EUROPE, 121.
 Gros-Davillier, 119.
 Gutenberg, 166.
 Guyot-Montpayroux, XVIII.

H

Hachette, IX, 129.
 Halévy, 102.
 Haussmann, 100, 132.
 Heine, 132, 156.
 Henri III, 154.
 Henri IV, 48.
 HÉRITAGE, 102.
 Héron, 166.
 Hinguerlot, 30.
 Hope, 50, 52, 66, 67.
 Hottinguer, 30, 63, 77, 119.
 Hugo (Victor), 133.
 Human, 39, 90.

I

IMMEUBLES, 245, 247.
 IMPOTS, 12.
 IMPOT UNIQUE, 250, 252.
Industriel (journal l'), 119.
 INSTRUCTION PUBLIQUE, 175.
 Ivernaï (d'), 197.

J

Jadin, 154.
 Jecker, 132, 139.
 JEUX, 149, 151, 168 à 174, 258, 272.
Journal des Travaux publics, XXV.

Journaux financiers, XXV.
 JUIFS, 51, 64, 133, 154.
 JUIVERIES (Histoire des), VI.

K

Karr (Alphonse), X, 176.
 Kerveguen, 142.
 Kestner, 108.

L

Ladébat, 233.
 Laffitte, 30, 32, 36, 39, 40, 41, 42, 43, 50, 52, 62, 64, 65, 82, 85, 87, 90, 92, 94, 98, 106, 107, 139.
 Lamartine, 121.
 Lameth (comte de), 92.
Lanterne (journal), VI.
 Lapanouse, 82.
 Lariboisière, 118.
 Latour, 155.
 Laveissière, 129.
 Law, 7, 22, 23, 95, 166.
 Ledru-Rollin, 121.
 Lefebvre, 101.
 Liancourt (comte de), 91.
 LIBRE-ÉCHANGE, 23.
 Lindhurst (lord), 128, 211, 239.
 LIQUIDATION, 193, 248.
 Lobau, 94.
 Louis XIV, 17, 22, 155.
 Louis XV, 7, 155.
 Louis XVI, 21.
 Louis XVIII, 20, 206, 232.
 Louis (baron), 31, 32, 36, 37, 38, 40, 54, 101.
 Louis-Napoléon, 20, 110, 129.

Louis-Philippe, 20, 22, 197.
Luther, 183.

M

Machiavel, 157.
MAJORATIONS, 241.
Mallet, 30, 36.
Marie, 121.
Marmont, 26, 29, 30, 32.
Marmontel, 155, 156.
Marseille, 225.
Martignac (de), 91, 92.
Martin, 233.
Massicault, IX.
Mauguin, 94.
Ménilmontant, 103.
Metternich (de), 77.
Millaud (Polydore), 132.
Mirès, XXIII, XXIV, 132, 135, 139.
Mitchell (Robert), XVIII.
Mollien, 42.
Monginot, 135.
MONNAIE, 4, 14.
Montaigne, 166.
MONTS-DE-PIÉTÉ, 52.
Montesquieu, VIII, X, XVII.
Moreau, 28.
Morgan, 148.
Morny, 131.
Mortier, 26, 29.
Murat, 29.
Murger, 154.
MUSÉES, 51.

N

Napoléon I^{er}, 20, 22.

National (journal), 162.
Necker, 166.

O

Odier, 30, 36, 90.
ORIENT (*question d'*), 22, 106.
Orléans (duc d'), 87, 91.
Osmont (d'), 63, 118.
Ouvrard, 8, 30, 39, 42, 43, 50, 52, 62, 64, 65, 85, 118, 125, 139.

P

Pagnerre, 129.
Papin, 166.
Paterson (William), 22.
PATRIOTISME, XXIX.
Péreire, 102, 112, 132, 135, 139.
Périclès, 183.
Périer (Casimir), 73, 85, 87, 89, 94, 99, 100, 107, 119, 139.
Perregaux, 30, 32.
Pessard (Hector), IX.
PHALANSTÈRE, 107.
Pinard, 129.
Pitt, 22.
Poullignac (de), 92.
Pontalba, 135.
Popelinière (de la), 155.
PRÉMISSSES, 3.
Presse (journal), XXIV.
PRESSE (*liberté de la*), VI.
PROGRÈS, 16, 120.
PROPRIÉTÉ, 140, 241.
— (projet de loi), 247.
Proudhon, 112.

R

RENTES AU PORTEUR, 101.
 RÉPUBLIQUE, 111.
 RESTAURATION, 8, 25.
 RÉVOLUTIONNAIRES, 1, 113.
 Richelieu (duc de), 8, 52, 53,
 55, 58, 60, 61, 69, 74, 116,
 226, 232.
 Robespierre, 21.
 Rochechouart (de), 8, 118.
 Rochefort, XXI.
 Rochefoucault (de la), 92.
 Rodrigues, 102.
 Rome, 183.
 Rothschild, XXIII, XXX, 46,
 50, 61, 64, 74, 76, 77, 78, 79,
 80, 81, 85, 87, 88, 91, 92, 94,
 99, 100, 104, 109, 122, 124,
 128, 129, 133, 139, 154, 160,
 161, 163, 178, 179, 196, 198,
 236.
 Rouher, 128, 132, 198.
 Rousseau (J.-J.), 9.
 Roy, 50, 87, 118.

S

Saint-Simon, 101, 119.
 Salleron, 39.
 Sanlot-Baguenault, 62, 63, 77.
 Sartoris, 82.
 Savary (Charles), XIV.
 Say, XI.
 Scholl (Aurélien), X, XVI,
 XVII.
 Schonen, 94.
 Scribe, X.
 Sébastopol, 27.
 Séguin, 30, 39, 85.
 Seillière, 30, 132.

SÉNAT, 28.
 Siècle (journal), XIX.
 Sigismond-Lacroix, XXI.
 Sina, 58.
 Smala (tableau), 156.
 SOCIALISTES (les), IX, 134.
 Solacroup, 132.
 Solar, 135.
 Soubeyran, 132.
 Souvré (marquis de), XVII.
 Stiéglitz, 50.
 Strauss (Paul), XXIII.
 Suez, 23.
 SUFFRAGE UNIVERSEL, 175.
 Sully, 166.

T

TABLEAUX CHIFFRÉS, 33, 45, 46,
 48, 123, 146, 147, 210, 252 à
 255.
 Talabot, 132.
 Talhouët, 132.
 Talleyrand, 31, 39, 46, 156.
 Talma, 156.
 Ternaux, 89, 93.
 Terray, 166.
 THÉÂTRES, XXIV.
 Thiers (comte de), 92.
 Thiers, VIII, IX, 97, 104, 106,
 108.
 Thurneyssen, 132.
 Titien (le), 154.
 Tourton, 30, 36.
 Toussenal, XVI, XVII, 187.
 TRAITÉS de 1815, 47, 48, 198 et
 suivantes.
 — de 1818, 54 à 61, 198 et
 suivantes.

TRAVAIL INDIVIDUEL, 270 à 272,
Turgot, 166.

U

Union générale, 21.
USAGE PERPÉTUEL, 267.
— *temporaire*, 267 à 270.
UTOPIES, 165 et suivantes.

V

Vallée (Oscar de), 141.
Vanloo, 155, 156.
Vassal, 119.
Vaucanson, 155, 156.
Venise, 22.
Vernet (Horace), 156.

Versailles, 156.
Villèle (de), 73, 82, 91, 92.
Virmaitre (Ch.), XXIII, XXIV.
Voltaire, XVII, 9, 183.

W

Waterloo, 27, 43, 61, 123.
Wellington, 50, 63, 70, 71.
William Paterson, 22.

Y

Yves-Guyot, XXI.

Z

Zénon, 166.
Zola, 141.



Va
No
P.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Variations de l'esprit public.....	v
Note sur cette édition	xxvii
Préface de la 3 ^e édition (1876).....	xxix

LE POINT DE DÉPART.

I. Les révolutionnaires	1
II. Prémisses.....	3
III. Simple aperçu.....	5
IV. Le commerce des écus.....	14
V. La corruption anglaise	19

LA MARCHÉ ASCENDANTE.

I. La première Restauration	25
II. Les Cent-Jours	38
III. La seconde Restauration	45
IV. Occupation financière (1815-1818).....	53
V. Libération financière (1818-1829). — Chute de la Restauration.	68
VI. La révolution de 1830	84
VII. Le dernier roi.....	95
VIII. 1848	112
IX. 1852-1870.....	130

LE POINT D'ARRIVÉE.

I. Le Grand-Livre.....	145
II. Conséquences.....	148
III. Bilan moral	153
IV. Utopies	165
V. ?	182
VI. Conclusion de 1887.....	186

DOCUMENTS.

I. Créance de la France sur l'Angleterre.....	195
§ 1. — Violations générales	198
§ 2. — Ce qui inspira les détournements	203
§ 3. — Premier détournement	207
§ 4. — Seconds détournements.....	212
§ 5. — Prétendu déficit	223
§ 6. — Conversion des rentes viagères.....	227
§ 7. — Troisième groupe de détournements.....	232
II. Codification des réformes.....	240
§ 1. — Régime de la propriété.....	241
Idem (projet de loi).....	247
§ 2. — Assiette de l'impôt et budget de liquidation..	248
Idem (projet de loi).....	260
§ 3. — Organisation de l'appropriation et des con- ventions d'échange entre les particuliers..	265
Idem (projet de loi).....	266
Table alphabétique et index des noms cités.....	273



POUR PARAÎTRE EN AVRIL 1888

Collection in-18 jésus à 3 fr. 50

LADISLAS MICKIEWICZ

ADAM MICKIEWICZ

SA VIE ET SON ŒUVRE

**D'après des papiers de famille inédits,
Avec portrait par Th. BÉRENGIER.**

VASSILE VÉRESCHAGIN

SOUVENIRS

JEUNESSE — VOYAGES — GUERRES

Illustrations de V. VÉRESCHAGIN.

BÉNJAMIN CONSTANT

LETTRES A SA FAMILLE

Publiées d'après les originaux,

par

J.-H. MENOS

747679

POUR PARAÎTRE EN MAI 1888

HG 186

.F8

C47

1888

COMTE NICOLAS TOLSTOÏ

LA VIE

Traduit du russe.

ÉDOUARD ROD

LE PARDON

AUGUSTE CHIRAC

L'AGIOTAGE

SOUS LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE
(1870-1887)

DOCTEUR S. BASCH

MAXIMILIEN AU MEXIQUE
SOUVENIRS DE SON MÉDECIN PARTICULIER

Paris. — Typographie A.-M. BEAUDELLOT, 9, place des Vosges.

1833

IER

25.



HG186

.F8

C47

1888



A0000000110792

747679





A0000000110792